

L'isolationnisme américain

Au moment même où une délégation européenne arrive à Washington pour remettre en garde le Sénat contre les conséquences d'une législation protectionniste, celui-ci adopte un amendement contraindant la Maison Blanche à protéger les industries menacées par la concurrence étrangère.

Cette disposition est « la plus grave » que les parlementaires américains aient prise, a estimé le commissaire européen Willi de Gucht. Si elle prenait force de loi, elle entraînerait l'adoption de « mesures similaires » de la part de la Communauté européenne. Va-t-on, une fois de plus, braver la bache de guerre commerciale ?

Les impératifs d'un calendrier complexe remettent la décision finale à l'automne. La Chambre des représentants a, d'ores et déjà, mis au point son propre projet de loi commerciale et ses propres dispositions isolationnistes. L'amendement Gaphard avait, le 30 avril dernier, constitué un premier et grave revers pour le président Reagan, et la première menace d'importance pour les partenaires commerciaux des États-Unis. Il prévoit tout simplement, en effet, des sanctions automatiques contre les pays « coupables d'excesses commerciaux jugés excessifs » par les Américains.

Mais il faudra attendre de connaître l'ensemble de la réglementation du Sénat, sans doute au début du mois d'août, puis la nouvelle session parlementaire de septembre, pour que débute le long processus des compromis entre les deux Assemblées.

La surenchère protectionniste à laquelle se livrent les parlementaires américains n'en est pas moins extrêmement préoccupante. Malgré le poids des arguments des partisans du libre-échange, qui regroupent leurs forces à Washington, les préoccupations électorales des membres du Congrès l'emportent toujours. La concurrence étrangère n'est pas seule responsable des pertes d'emplois que connaissent les États-Unis. Mais il est tentant, pour les parlementaires, d'utiliser ce thème nécessairement populaire contre un président politiquement affaibli.

Dans cette guerre des mots, tous les dossiers sont bons : réduire les importations de chaussures latino-américaines, même si, dans le même temps, on attend de ces pays qu'ils remboursent scrupuleusement leur dette ; exiger du Japon et de l'Europe de déreglementer leurs télécommunications en deux ans, ce que les États-Unis ont mis quinze ans à réaliser ; assouplir à un ensemble juridique cohérent les sociétés membres du consortium Airbus pour mieux répliquer par des droits compensateurs aux avances remboursables allouées par quatre gouvernements européens. La liste semble infinie des pratiques décriées unilatéralement « déloyales » outre-Atlantique.

La situation est d'autant plus dangereuse que les répliques sont limitées. En fin de mandat, le président Reagan, quel que soit son attachement, souvent répété, au libre-échange, ne peut plus multiplier les promesses individuelles aux parlementaires. Il dispose de son seul droit de veto. Quant aux partenaires de Washington, ils peuvent rappeler le Japon des quarante dernières années : jamais les États-Unis n'ont été aussi prospères qu'avec des barrières douanières limitées. De toute façon, si l'attitude douteuse du repil sur soi l'emportait, la seule réplique serait celle de représailles désastreuses pour l'équilibre économique mondial.

La dégradation de la situation économique

- M. Chirac annonce un effort pour la recherche
- M. Balladur nuance le pessimisme de l'INSEE

Le premier ministre en voyage à Bordeaux a annoncé, le jeudi 9 juillet, diverses mesures applicables en 1988 pour favoriser la recherche et l'innovation dans les entreprises, domaine dans lequel la France a pris un retard structurel inquiétant par rapport à ses concurrents.

La principale d'entre elles est l'élargissement du crédit d'impôt-recherche, qui représentera un effort supplémentaire de l'État de 300 millions de francs.

L'annonce de ces mesures intervient au moment où l'INSEE publie sa note de conjoncture, qui laisse prévoir des résultats plutôt médiocres pour 1987 : la croissance ne serait plus que de 1,3 %, et le déficit commercial atteindrait 25 milliards de francs.

M. Balladur n'en reste pas moins confiant dans l'avenir en raison des mesures de libéralisation de l'économie, dont il dresse le bilan.



Lire pages 28 et 24 les articles de FRANÇOIS SIMON et CLAIRE BLANDIN

Une nouvelle étape vers la démocratisation

Amnistie politique en Corée du Sud

Après plusieurs semaines de manifestations et de violences, la Corée du Sud a franchi, le jeudi 9 juillet, une nouvelle étape sur la voie de la démocratisation. Le président Chun a, en effet, décrété une amnistie générale pour les opposants. Le principal d'entre eux, M. Kim Dae Jung, pourrait ainsi être candidat à une future élection présidentielle.

Le président sud-coréen, M. Chun Doo Hwan, a accordé une amnistie complète aux opposants. Deux mille trois cents cinq personnes vont recouvrer leurs droits civiques, dont le rival du chef de l'État, M. Kim Dae Jung. Ce geste, qui va au-delà des intentions qui étaient prêtées au président, a été annoncé à l'issue d'une réunion extraordinaire du gouvernement qui se tenait le jour même des funérailles de l'étudiant décédé des suites d'un tir de grenade lacrymogène lors des manifestations.

Le porte-parole du gouvernement a souligné que l'amnistie est la plus importante jamais décrétée par le régime de M. Chun Doo Hwan. Elle « reflète », a-t-il dit, l'intention sincère du gouvernement de rejeter l'héritage du passé et de parvenir à un véritable développement démocratique sur la base de la réconciliation nationale et de l'unité, en éliminant tous les antagonismes, les affrontements, les méfiances et les conflits qui persistent jusqu'à présent en Corée du Sud.

Quelques cinq cents prisonniers politiques ont été libérés depuis le 1^{er} juillet à la suite des réformes démocratiques annoncées par le successeur désigné de M. Chun, M. Roh Tae Woo, et confirmées par le chef de l'État. Au terme de l'amnistie générale, seul un « très petit nombre », selon les mots du porte-parole du gouvernement, de

membres d'organisations extrémistes qualifiées de pro-communistes ainsi que les auteurs de l'incendie du centre d'information américain de la ville de Pusan il y a quelques années demeurent en prison.

M. Kim Dae Jung, qui prenait part aux cérémonies funéraires organisées à Séoul à la mémoire de l'étudiant Lee Han Yol, a exprimé sa satisfaction à l'annonce de l'amnistie. Il y voit « le résultat des sacrifices et du soutien du peuple ». La restauration de M. Kim dans ses droits civiques signifie, en particulier, que le rival historique de M. Chun Doo Hwan pourra se présenter à une élection présidentielle. Le principal parti d'opposition, le Parti démocratique pour la réunification (PDR), a, de son côté, publié un communiqué se félicitant de la décision gouvernementale.

(Lire la suite page 3.)

Une question à Gorbatchev et à quelques autres

par ANDRÉ FONTAINE

Au nom de cette idée de bon sens que la modernisation est préférable, en tout état de cause, à l'obscurantisme, Jacques Chirac ne s'est pas caché, dans son entretien au Monde (1), de souhaiter le succès de l'action réformatrice de Gorbatchev.

S'il le dit, c'est sans doute qu'il croit ce succès possible. Ce qui paraît un peu surprenant, à première vue, de la part d'un homme qui a placé les privatisations au centre de son programme : car le régime soviétique n'a à aucun moment remis en cause, jusqu'à présent, le principe de base du marxisme-léninisme selon lequel la propriété des moyens de production et d'échange doit être aux mains de la collectivité, c'est-à-dire, en termes concrets, de l'État.

Si vous êtes soviétique, rien ne vous interdit, pour peu, ce qui arrive parfois, que vous ayez les moyens, de vous payer un appartement, des toilettes de maître, une immense datcha et une supercar. Vous avez la possibilité d'engager des employés de maison. Mais il vous est interdit, dans le cas où vous êtes artisan ou commerçant, d'embaucher, pour vous aider, le moindre salarié. C'est

tout juste si, depuis quelque temps, vous êtes autorisé, pour essayer de remédier à l'insuffisance patente de la plupart des « services » — si l'on peut dire, — offerts à rémunérer des membres de votre famille, à la condition expresse qu'ils vivent sous votre toit.

Lénine ayant écrit, non sans raison, que le capitalisme avait tendance à remédier de ses canards comme le phénix, Gorbatchev, si audacieux dans tant de domaines, s'est bien gardé, ici, de toucher aux textes sacrés.

Aux termes de la loi que le Soviet suprême a adoptée il y a huit jours sur la réforme de la propriété d'État, tout, pourtant, ou presque, est désormais acceptable et accepté : la liberté des prix et des salaires comme celle des approvisionnements ; les entreprises ne se voient plus assigner par le comité du plan d'État, le Gosplan, jadis omnipotent, que des objectifs généraux à cinq ans ; elles pourront utiliser comme elles l'entendent leurs réserves, voire une partie de leurs bénéfices, quitte à s'exposer, en cas d'échec, à être mises en faillite.

(Lire la suite page 2.)

(1) Le Monde du 8 juillet.

« Irangate » : l'étau se resserre

Les dépositions du lieutenant-colonel North pourraient entamer la sérénité du président Reagan...

PAGE 4

Elections législatives en Australie

Foire d'empoigne sur fond de crise.

PAGE 2

La modernisation de la police

Selon une enquête de la FASP, 58 % des policiers jugent mauvaises leurs conditions de travail.

PAGE 7

Ouverture du Festival d'Avignon

La cour d'honneur et le patrimoine.

PAGE 15

Le sommaire complet se trouve page 24

Un « procès-roman » de Bertrand Poirot-Delpech

Faire parler Barbie

Un cœur bien gros, ça ne se montre pas quand on est bien élevé. Ses larmes, on les cache, ses cris on les étouffe, chez les gens « bien ». Bertrand Poirot-Delpech est bien élevé. Ecraillé par les larmes et les cris du procès Barbie, par l'étendue de l'horreur, il s'en tire par l'ironie. Indécrot ? Pas une minute. Cette ironie-là souvent bloque le diaphragme, noue l'estomac. Et les sourires font supporter l'insupportable.

Un livre de circonstance (1). Et alors ? La circonstance est énorme, le crime terrifiant. Pourquoi ne pas le dire tout à trac, sans ruminance, avec la fureur glacée de l'immédiat, le sarcasme tel qu'il vient aux lèvres ?

Bertrand Poirot-Delpech a trop déploré le nombrilisme d'une littérature frivole, de romanciers qui se romancent à perte de plume pour n'avoir pas saisi l'occasion de cette plongée chez les autres, dans un enfer surpeuplé et, pour quelques jours, ouvert à tous les yeux. Seul de son espèce, il a suivi les audiences de Lyon.

Il a été naguère chroniqueur judiciaire, il a décrit maints procès, il en a cité les acteurs.

Romancier, c'est autre chose. C'est deviner les gens, voir le monde par leurs yeux. Ce Barbie « minuscule » à qui le système totalitaire a offert « la prothèse idéale » pour se sentir fort, il ne veut pas parler ? « L'écrivain a les moyens de meubler son silence. » Les gestapistes ont torturé, eux, pour faire parler. Ils n'ont pas atteint « le noyau dur » de leurs victimes, « l'écriture si ». Un roman.

Barbie, donc, parle. Ou plutôt il écrit à son Führer bien-aimé réfugié dans un improbable Walhalla. Il chante cette lâcheté qu'il veut une victoire : son silence. Il décrit ce qu'il a vu des audiences. Il a bien du talent, Barbie. Le talent acrobate de son manipulateur qui a tout connu des rites, du vocabulaire de la justice. Sous l'exagération, sous la béatitude apparente, des portraits, des formules féroces.

JEAN PLANCHAIS.

(Lire la suite page 12.)

(1) Monsieur Barbie n'a rien à dire, de Bertrand Poirot-Delpech, Gallimard, 160 p., 75 F.

Le Monde

LIVRES

Le dernier livre de Marguerite Duras, « la Vie matérielle ». De la botanique à la linguistique, la leçon d'André-Georges Handicourt. Lettres étrangères : Ladislav Klíma, Jan Trefulka, Hermann Ungar. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Mauriac et la jeune fille », de Suzanne Prou.

Pages 9 à 14

Etranger

AUSTRALIE : les élections législatives du 11 juillet

Foire d'empoigne sur fond de crise

CANBERRA
de notre envoyé spécial

Dans la forme, ce fut une véritable campagne à l'australienne. Crescendo d'invectives et d'attaques personnelles. Soirées de gala. Formules assassines, accusations à la limite de la diffamation, jugements à l'emporte-pièce. Les efforts physiques des ténors de la politique ont été à la mesure du pays-continent : le premier ministre Bob Hawke aura parcouru près de 30 000 kilomètres en trois semaines. La presse n'a pas échappé aux réminiscences des politiques, se voyant reprocher par l'opposition de favoriser la majorité travailliste sortante. Elle aura toutefois bénéficié des retombées financières de la campagne sous forme de publicité payante, de même que les chaînes de télévision, où les « spots » politiques ont été de tout temps admis, quel qu'en soit le ton, particulièrement virulent cette fois.

Cette foire d'empoigne contraste avec la gravité des enjeux : il s'agit, ni plus ni moins, de sortir l'Australie

des dix millions et demi d'électeurs Anstraliens sont appelés à se prononcer, le samedi 11 juillet, sur la reconduction éventuelle d'un étrange contrat social : une politique d'austérité que leur propose un gouvernement travailliste aux affaires depuis quatre ans, qui ne semble guère usé par le pouvoir et qui bénéficie du soutien des milieux d'affaires ainsi que de l'appui — à peine plus discret — de Washington. A moins d'une sérieuse erreur de dernière minute, M. Bob Hawke et son équipe ne peuvent perdre ces élections législatives, que le premier ministre a organisées de manière anticipée afin de mettre à profit des flottements sans précédent depuis la seconde guerre mondiale au sein de l'opposition conservatrice.

depuis quelques années, de quoi s'interroger. L'inflation est de l'ordre de 7 %, la balance des paiements reste résolument déficitaire, les taux d'intérêt ne descendent pas en dessous de 15 % et les salariés ont dû accepter une baisse de quelque 6 % de leurs revenus depuis 1982.

Pour sortir de la crise, le chef de l'opposition, le libéral John Howard, propose un programme thâchérien : moins d'Etat, moins d'impôts, moins de syndicats. Son problème est que, justement, les travaillistes occupent ce terrain-là et jouissent d'une crédi-

Mieux, le Labor a fait lui-même l'expérience qu'une présentation trop optimiste de l'avenir ne payait guère en termes électoraux. L'idée d'une campagne travailliste sur le thème « la crise est derrière nous » a suscité, dans un sondage publié le 1^{er} juin, le scepticisme de 80 % des personnes interrogées.

L'opposition, elle, cafonille. Il y eut la tentative avortée du premier ministre de l'Etat du Queensland, Sir John Bjelke-Petersen, de faire cavalier seul, à la tête de la section locale du Parti national, au mépris de l'alliance traditionnelle liant sa formation aux libéraux, à qui il reprochait de faire preuve de mollesse face aux travaillistes. Devant les risques pour l'ensemble de l'opposition, Sir John, qui traite la lutte contre le pouvoir des syndicats comme une guerre sainte, a renoncé à piétiner les plates-bandes de M. Howard.

Mais en faisant campagne pendant plusieurs mois pour, entre autres thèmes, l'instauration d'une taxe à la consommation du type TVA et pour une imposition uniforme des revenus à 25 %, Sir John s'est placé pour l'avenir : son retrait est tactique, et il fait peu de doute que cet homme de soixante-seize ans continuera, après le scrutin, à vouloir faire passer ses vues poudjistes, expression de l'Australie des grands espaces, du « bush », dans la politique conservatrice, qu'elle soit au pouvoir ou dans l'opposition.

Les promesses électorales de l'opposition ont contraint M. Hawke à faire lui aussi miroiter des largesses : il a annoncé par exemple une aide de 470 millions de dollars australiens aux plus défavorisés. Mais la plate-forme travailliste — tout en souffrant d'une certaine imprécision — a le mérite de s'attacher à des problèmes plus profonds, comme celui du désintérêt de la jeunesse pour l'enseignement : il faut freiner la tendance des jeunes à s'inscrire au chômage dès la fin du secondaire plutôt que continuer leurs études.

Modestes par rapport à celles de l'opposition, les promesses de M. Hawke visent surtout à faire taire les critiques au sein du Labor qui lui reprochent d'avoir négligé les électeurs traditionnels de son parti

pour s'allier aux milieux d'affaires. Le premier ministre ne se cache pas, en effet, d'avoir jeté par dessus le moulin les habits du socialisme traditionnel pour adopter le ton et l'allure d'un socialiste moderne décidé à prendre la crise économique à bras le corps, avec le soutien du capital national et étranger.

Le soutien américain

L'appui des Etats-Unis, encouragés par les résultats des travaillistes, s'est exprimé clairement lors de la visite, les 21 et 22 juin à Sydney, de MM. George Bush et Caspar Weinberger, secrétaire d'Etat et secrétaire à la défense américain. La visite montrait bien à quel point M. Hawke et son ministre des affaires étrangères, M. Bill Hayden, ont neutralisé le débat sur la politique étrangère, pourtant traditionnellement au centre de toute élection australienne. Il y a quelques années encore, un leader travailliste aurait été fort embarrassé, surtout vis-à-vis de l'aile gauche anti-américaine du parti, de voir Washington lui montrer une telle considération, à quelques semaines d'un scrutin.

Les professions de foi pro-américaines des conservateurs, qui assurent vouloir raviver la coopération militaire avec les Etats-Unis, en apparence, il est vrai, moins crédibles. « On se demande comment cette coopération pourrait être plus étroite », dit un commentateur. Non seulement les travaillistes australiens ont maintenu — à la différence des Néozélandais — tous les liens existant avec le dispositif militaire américain, mais les dirigeants de Canberra ont en des occasions presque « rugueuses » ces derniers temps contre la Libye, dont ils ont ordonné la fermeture de la mission diplomatique pour activités assimilées au terrorisme, ou contre l'URSS, pour les appétits qu'ils lui prêtent sur le Pacifique-Sud.

Seule la promesse de M. Howard qu'un gouvernement conservateur donnerait le feu vert à une participation de l'industrie australienne à l'initiative de défense stratégique est susceptible de lui valoir quelques votes supplémentaires, pour des raisons ayant trait principalement à l'état de l'économie.

Quant à la position de l'Australie vis-à-vis de la France, tant sur la question de la Nouvelle-Calédonie que sur celle du nucléaire dans le Pacifique, ce n'est pas l'issue du scrutin qui risque de la faire évoluer sensiblement : l'opposition n'a formulé la moindre critique substantielle au Labor sur ce point.

FRANCIS DERON.

(1) Un dollar australien vaut 4,32 F.

Une question à Gorbatchev et à quelques autres

(Suite de la première page.)

Mais il n'est pas question de revenir sur leur appropriation par la puissance publique.

Gorbatchev s'en tiendra-t-il là ? Ou bien s'aviserait-il un jour que le collectivisme généralisé postule l'existence d'une bureaucratie soviétique avant tout de persévérer dans son être et vouée, en quelque sorte par essence, pour reprendre la jolie formule de Samouni, à « l'administration tabulaire du cours des choses » ? Après tout, en Pologne, en Yougoslavie, en Hongrie, pour ne pas parler de la Chine, la propriété d'Etat s'accommode de l'existence d'un secteur privé, d'étendue certes variable, mais en aucun cas négligeable. Ce qui est tolérable à la périphérie l'est-il pour autant au centre ? Est-il concevable que l'actuel pape de l'Eglise marxiste s'attaque à l'un de ses dogmes essentiels ?

Un dogme égratigné

Il est vrai qu'un autre dogme essentiel — le matérialisme historique — se trouve au fil des ans et malgré de nombreuses contre-attaques de l'athéisme officiel, de plus en plus égratigné. On s'est habitué depuis longtemps à voir l'Etat communiste polonais traiter en interlocuteur privilégié, non par goût certes, mais par évidente nécessité, l'Eglise romaine.

L'influence de celle-ci demeure forte en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Croatie, en Slovaquie. Le numéro un de la République démocratique allemande, Erich Honecker, n'a pas craint de prendre en personne, il y a quatre ans, la présidence du comité pour la célébration du cinquantième anniversaire de la naissance de Luther, dont le point de vue, non seulement sur l'existence de Dieu, mais sur l'inégalité des hommes, était pourtant aux antipodes de celui de l'auteur du Capital.

En URSS même l'évolution demeure très lente, et le Saint Père aura besoin d'un grand coup de main du Saint-Esprit pour mener à bien son vieux projet de visiter la Lituanie, seule République socialiste soviétique dont la majorité soit de tradition catholique. Il n'empêche que, dans la République en question, plus de la moitié des enfants, à l'heure actuelle, reçoivent le baptême. Et que, pour la première fois depuis son rattachement à l'URSS, un prêtre étranger, le cardinal Sin, archevêque de Manille, a été admis à s'y rendre. Il s'y trouve depuis le 8 juillet, à l'occasion du millénaire de la conversion de la Lituanie, et y passera douze jours.

L'Eglise orthodoxe elle-même et l'islam se voient chichement mesurer leur terrain d'activité. Et la situation est bien pire, comme chacun sait, pour les juifs. Il n'empêche que la religion, longtemps considérée comme une sorte de maladie honteuse, n'a pas, loin de là, été éradiquée malgré soixante-dix ans de prédication matérialiste, au point qu'on a pu voir la veuve d'Andropov tracer un signe de croix, le jour des obsèques, sur le front de son mari.

Le héros, ou plutôt l'anti-héros de *Repentir*, le film géorgien couronné cette année à Cannes et projeté en URSS même devant des millions de spectateurs (2), une sorte de Beria (3) vaguement camouflé, grâce à une moustache postiche, en Hitler, est clairement identifié au diable. Et la dernière réplique : « A quoi sert un chemin s'il ne conduit à un temple ? », a dû plonger plus d'un spectateur dans un abîme de réflexion. On dit même que Gorbatchev aurait révisé, lors de son récent passage à Prague, que sa mère l'avait fait baptiser par un pope au moment de l'invasion allemande.

Résumer ou remettre en cause ?

De même ne saurait-on tenir pour négligeable la réhabilitation d'écrits comme *Pasternak*, Boulgakov ou Anna Akhmatova, dont le moins qu'on puisse dire est que le catéchisme communiste a moins influencé leur pensée que le christianisme ou le judaïsme. Enfin, il faudra suivre avec attention le débat maintenant amorcé sur la révision de l'histoire officielle, qui paraît devoir conduire à la réhabilitation d'un certain nombre d'ennemis jurés

de Staline, au premier rang desquels Boukharine, mort pour s'être opposé à la collectivisation forcée des terres.

Trop d'hirondelles sont apparues, depuis qu'il existe, dans le ciel de l'empire soviétique, pour qu'on puisse assurer que celles qu'on vient d'évoquer suffisent à faire un printemps de toute façon bien tardif. Jusqu'à preuve du contraire, Gorbatchev cherche à rénover le système qui l'a mis à sa tête, non à en remettre en cause les fondements. A supposer tout de même qu'il y songe, il peut fort bien se décourager devant la résistance de l'appareil ou, par crainte d'en perdre le contrôle, décider d'interrompre le processus qu'il a déclenché.

Reste que cet homme-là a su persuader un certain nombre de gens, y compris en Tchécoslovaquie et en République démocratique Allemande, qu'il voulait vraiment améliorer les choses, qu'il est intelligent, cultivé, bien informé, ce qui est déjà en soi un immense changement. Aux prises avec une économie frappée, entre autres, comme il l'a dit en février devant les syndicats, de « stagnation » et de « corrosion sociale », il a tout intérêt à obtenir un long répit dans les relations de son pays avec le monde extérieur.

On aurait donc tort, à première vue, de juger tous ses actes au seul critère de l'expansionnisme, et, pour s'en tenir au débat actuel, de ces « options zéro » et « double zéro » auxquelles, soit dit en passant, beaucoup de grands esprits, en France même, avouent ingénument ne rien comprendre.

On ne veut pas dire par là que le monde occidental en général, la France en particulier, devraient baisser leur garde : ce serait pure folie. Mais qu'il faut s'attacher en même temps à essayer de déterminer, par une observation patiente des propos, des décisions et des comportements, si Gorbatchev est ou non homme à s'arracher un jour au manichéisme du fameux « ce sera ou ce n'est pas » de Lénine, qui commande de plus en plus à la conduite des dirigeants du « camp » vis-à-vis du monde extérieur. A qui douterait de l'importance et de la vitalité de ce concept d'opposition permanente, on ne saurait trop recommander la lecture du livre récemment paru de Romuald Spasowski, ex-ambassadeur de Pologne à Washington, démissionnaire après le coup de force de Jaruzelski (4).

Mettre fin à la guerre froide ?

Si continue de prévaloir, dans l'esprit de Gorbatchev et des siens, l'idée qu'en fin de compte l'un des deux camps devra l'emporter, alors ce sera, malgré tous les « dégels », les « décentes », les traités, la guerre froide à n'en plus finir, sinon la guerre chaude. Si, au contraire, se dessine du côté de la direction soviétique le désir de transformer en paix ce qui n'a jamais été, jusqu'à présent, dans les meilleures hypothèses, que trêve ou armistice, alors nous serions bien coupables de ne pas l'y encourager.

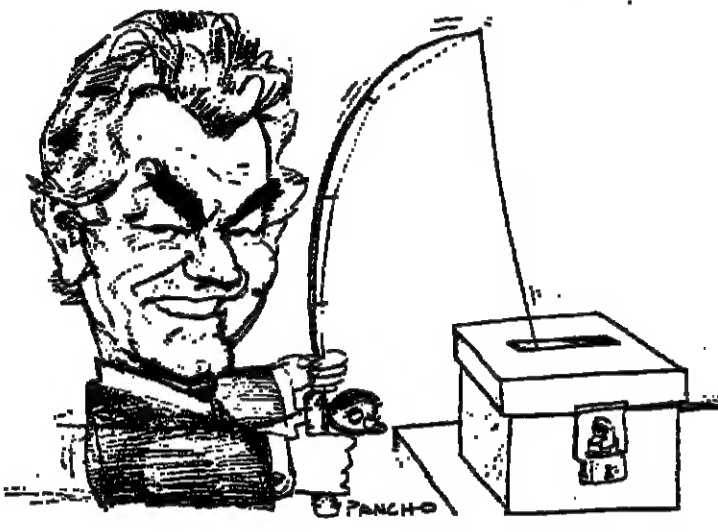
C'est pourquoi il est si important de mesurer les distances que prend ou ne prend pas le régime par rapport à l'idéologie dont il se réclame. Car c'est l'idéologie, et elle seule, qui apporte une justification, au demeurant moralement inacceptable, au triple partage de l'Allemagne, de l'Europe et du monde.

Comment mettre fin à la guerre froide ? se demandait, dans le numéro de printemps de *Foreign Affairs*, Walt Rostow, qui, après avoir inventé la formule du « décollage » des économies, fut le conseiller très écouté de Kennedy et de Johnson. On admettra qu'il est peu de questions aussi importantes.

Pourquoi ne pas la poser, non seulement à Gorbatchev, mais à ceux qui, l'an prochain, en France et aux Etats-Unis, notamment, vont faire valoir leurs titres à briser la magistrature suprême ?

ANDRÉ FONTAINE.

(2) *Le Monde* du 29 janvier.
(3) Le chef de la police sous Staline, exécuté quelques mois après la mort de son maître.
(4) Romuald Spasowski, *J'ai conquis ma liberté*, éditions Belfond ; *Le Monde* du 27 juin.



de sa plus grave récession économique depuis la seconde guerre mondiale. Et, au grand désarroi de l'opposition conservatrice, l'administration travailliste traverse cette épreuve, depuis quatre ans, avec tous les honneurs.

La plupart des pronostics donnent l'équipe travailliste gagnante sans difficulté à la Chambre des représentants (148 sièges). Au Sénat (72 sièges), en revanche, elle a peu de chances d'être majoritaire face à l'alliance, même fragile, des deux grandes formations conservatrices, le Parti libéral et le Parti national, et devra donc rechercher un compromis. Le système électoral des quotas en vigueur aura permis aux petits partis en déclin, notamment les Démocrates, de sauver, cette fois encore, la mise alors qu'on aurait pu s'attendre à leur disparition du devant de la scène.

Un sondage éloquent, à la mi-juin, révélait les préoccupations prioritaires de l'électorat : 33 % des personnes interrogées considéraient comme « très importantes » toutes les questions touchant à la fiscalité, puis venaient l'économie en général, le chômage, le coût de la vie et divers problèmes sociaux. L'arme nucléaire et la défense ne venaient qu'en dernière position, avec seulement 1 % des personnes interrogées.

« L'Australie est principalement composée d'une classe moyenne solidement attachée à son niveau de vie », dit-on pour expliquer ce désintérêt envers les questions extréconômiques. De fait, cette énorme classe moyenne habituée à une prospérité acquise sans grands efforts a,

libellé largement supérieure à la sienne. M. Howard leur a même involontairement offert un cadeau au début de la campagne, en laissant se glisser dans son programme d'allègement fiscal une erreur portant sur la bagatelle de 540 millions de dollars australiens (1) — soit plus de 7 % des économies qu'il promettrait au contribuable pour le prochain mandat.

Le patronat impressionné

Depuis leur arrivée au pouvoir, les travaillistes se sont attaqués à la toute-puissance des syndicats, une des principales causes du manque de compétitivité de l'industrie sur les marchés étrangers. Sans doute M. Hawke, un ancien syndicaliste, était-il le mieux placé pour contraindre les trois cents sociétés principales (industrielles et non catégorielles) à accepter des sacrifices douloureux. Le résultat n'en est pas moins probant : on croit le gouvernement d'une diminution des grèves d'une telle ampleur que le patronat n'hésite pas aujourd'hui à faire connaître son soutien à M. Hawke pour le prochain scrutin. *L'Australien Financial Review*, journal des milieux d'affaires, publié début juin un sondage selon lequel la moitié des deux cents responsables d'entreprises interrogés se disaient favorables à la politique économique du Labor, contre 21 % seulement au Parti libéral. Quant au Parti national, il ne recueillait aucune voix.

CNRS

Le CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE va procéder au recrutement de :

- Directeurs de recherche de 1^{re} et 2^e classe
- Chargés de recherche de 1^{re} et 2^e classe.

La clôture des inscriptions est fixée au 15 septembre 1987 à 19 heures. Les dossiers pourront être retirés jusqu'à la veille de la clôture des inscriptions.

Une information sur les postes à pourvoir vous sera très prochainement communiquée sur Minitel :

36 14, code SIG 4.

Pour en savoir plus sur :

- la date d'ouverture et les modalités du concours, adressez-vous à :

CNRS

Direction du Personnel et des Affaires Sociales
Bureau Central des Chercheurs
15, quai Anatole France - 75700 PARIS
Tél. : (1) 45-55-92-25 - poste 22-85

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,
Le Monde-Satellites.

MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wont.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 795-910 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde

of Publications, 45-46 28th Street, L.C.L., N.Y. 11104. Second class postage paid at

N.Y.C., N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Spedex U.S.A.

P.R.C., 45-46 28th Street, L.C.L., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs en

provisoire : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à tous correspondances.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les adresses propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2057

11 juillet
de crise

Asie

INDE : représailles après les tueries commises par des sikhs

Les autorités contiennent difficilement la colère des hindous

L'Inde du Nord est à nouveau plongée dans un climat de peur et de violence. Atmosphère tendue entre hindous et musulmans dans la vieille Delhi, lynchage de sikhs en Haryana et en Uttar-Pradesh, en représailles

NEW-DELHI
de notre correspondant

Comme on pouvait le craindre, les massacres perpétrés par les terroristes sikhs du Pendjab ont donné lieu, mercredi, à des représailles contre des membres innocents de la secte. En dépit des exceptionnelles mesures de sécurité déployées à travers la région, six d'entre eux au moins (huit, selon des sources officielles) ont été tués et une cinquan-

taine blessés en Haryana, en Himachal et Uttar-Pradesh, trois États dominés par les hindous, voisins du Pendjab, et en grève générale depuis quarante-huit heures.

Au Pendjab même, les séparatistes qui réclament la création d'un État sikh indépendant (le Khalistan) ont assassiné, jeudi matin à l'aube, huit personnes qui appartenaient à la famille d'un leader communiste local, M. Sukhinder Singh. Ce dernier était, semble-t-il,

au massacre de soixante-seize hindous, lundi et mardi ; huit personnes de plus assassinées, le jeudi 9 juillet, par les terroristes au Pendjab, et dixième jour de grève générale de protestation dans tout le nord du pays.

de confession sikh et probablement considéré par les terroristes comme un traître, les deux partis communistes indiens étant opposés à l'idée du Khalistan.

Les plus graves incidents se sont produits en Haryana dont New-Delhi fait géographiquement partie. Dans le district d'Hissar, non loin du théâtre de la deuxième tuerie, mardi soir, un commerçant sikh, menacé par une foule furieuse d'hindous, a fait usage de son pistolet. L'homme a été lynché et brûlé vif. Une quin-

zaine de sikhs qui tentaient de prendre sa défense ont été blessés. Un peu plus tard, la foule incendia une station-service, un cinéma, un temple de la secte, et plusieurs échoppes appartenant à des sikhs.

A Rishikesh, ville sainte de l'hindouisme, en Uttar-Pradesh, de nombreux établissements sikhs et un temple, dans lequel s'étaient réfugiés des membres de la secte avec leurs familles, ont été attaqués par la foule. Deux sikhs ont été lynchés

avant que la police ne décrète un couvre-feu illimité.

En revanche, à New-Delhi, grâce à des mesures exceptionnelles de sécurité et aux patrouilles incessantes de l'armée dans les quartiers populaires, le climat de la journée est resté lourd et tendu, mais il n'y a pas eu d'incidents graves. Le couvre-feu a cependant été imposé dans le centre commercial de la vieille ville, dominé par les musulmans. A la suite des violences entre hindous et musulmans qui avaient fait plus d'une centaine de morts à Meerut, il y a un mois, l'atmosphère dans le quartier est en effet restée chaude. Mardi soir, six personnes avaient été blessées au cours d'une échauffourée entre musulmans et hindous. Deux des victimes hindoues, qui avaient été poignardées, sont mortes mercredi.

A la mi-journée, plusieurs centaines de militants du BJP, un parti hindouiste de droite, se sont violemment heurtés aux forces de police devant la résidence du ministre de l'intérieur, M. Bata Singh, membre de la communauté sikh.

Dans la soirée, M. Gandhi a présidé une réunion avec les principaux leaders de l'opposition parlementaire, y compris ceux du BJP. Un appel conjoint au calme a été lancé. Le communiqué précise que les violences intercommunautaires feraient « le jeu du terrorisme ». La circulation des autocars est désormais interdite dans tout le nord-ouest du pays. Le premier ministre, qui a virtuellement épuisé toutes ses options au Pendjab, a cependant refusé pour l'instant le déploiement permanent de l'armée dans cette région.

Le BJP, soutenu par le Janata et l'Alkali Dal, le parti religieux des sikhs modérés, a maintenu son ordre de grève générale pour jeudi à New-Delhi, à Chandigarh (capitale commune de l'Haryana et du Pendjab) et jusqu'à Bombay. De nombreux mouvements d'opposition et des associations socio-religieuses hindouistes et sikhs modérés soutiennent cette grève. Par mesure de précaution, la plupart des établissements scolaires et des administrations dans le nord de l'Inde ont été fermés jusqu'au week-end. Jeudi matin, la capitale fédérale avait l'aspect d'une ville morte où, pratiquement seuls, des hommes en armes auraient survécu.

PATRICE CLAUDE.

PHILIPPINES

Marcos grugé ?

La présidente Corason Aquino vient peut-être d'échapper à une énième tentative de coup d'Etat contre son régime... à moins qu'il ne s'agisse d'une escroquerie dont l'ancien président Marcos aurait été la dupe.

Les Etats-Unis viennent de signer formellement à ce dernier qu'il lui était désormais interdit de se déplacer hors d'Hawaï, où il vit en exil depuis qu'il a dû abandonner le pouvoir en février 1986. « Les Etats-Unis sont profondément troublés par des indications selon lesquelles M. Marcos semblait chercher à déstabiliser le gouvernement de M^{me} Aquino et envisageait de rentrer aux Philippines sans la permission du gouvernement » (de Manille), a dit, pour résumer l'affaire, un porte-parole du département d'Etat.

Le turbulent hôte philippin d'Honolulu, qui ne s'est jamais caché de croire dur comme fer à la possibilité de revenir au pouvoir à Manille, venait en effet, selon des sources gouvernementales américaines, d'avoir des conversations explicites avec un marchand d'armes non identifié.

Washington — qui dispose de moyens substantiels de se renseigner sur la situation aux Philippines — paraît avoir acquis la certitude qu'un complot était effectivement en préparation. Selon le correspondant de l'AFP à Manille, des individus se disent proches des conjurés n'hésitant pas à préciser qu'il s'agissait de mettre sur pied un gouvernement provisoire, mi-civil, mi-militaire, après avoir pris le contrôle de l'aéroport international de la capitale philippine.

Reste une incertitude : les raisons pour lesquelles la tentative, qui aurait dû avoir lieu durant le week-end des 4 et 5 juillet, a été annulée au dernier moment.

Des militaires proches du gouvernement avancent la thèse d'une « embrouille » plus capiteuse que politique. Les pseudo-putschistes auraient fait miroiter à M. Marcos la promesse d'un coup d'Etat afin de lui soutirer des fonds et, une fois l'argent touché, déclarer forfait en s'arrangeant pour que les autorités soient alertées.

L'aventure n'en est pas moins révélatrice d'un petit sursaut d'inquiétude à Manille avant la convocation du nouveau Congrès, prévue le 27 juillet, dont la première session consacrera le retour du pays à un régime démocratique.

F. D.

CORÉE DU SUD : amnistie politique

(Suite de la première page)

Toutefois, le parti de M. Kim Young Sam, comme M. Kim Dae Jung, a regretté que certains des manifestants arrêtés le mois dernier soient encore en prison. Le PDUR a lancé un appel à M. Kim Dae Jung pour qu'il réintègre les rangs afin d'assister M. Kim Young Sam dans l'opposition.

Les funérailles de l'étudiant Lee Han Yol dans la capitale sud-coréenne, avant que sa dépouille mortelle ne soit transférée à Kwangju, sa ville d'origine, dans le Sud, s'étaient déroulées dans le calme jusqu'en milieu de journée. Après le départ du cortège funèbre, l'arrière-garde des quelque

cent mille personnes ayant assisté aux cérémonies a affronté les forces de l'ordre devant l'hôtel de ville. Les policiers, se déplaçant à bord de fourgons blindés, ont tiré des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants, qui se sont enfuis dans un mouvement de panique. On ignorait le bilan de cet accrochage.

Danse funèbre pour un étudiant mort

« Qui a tué mon fils ? Où sont les diables qui ont pris sa vie ? Où est mon fils ? Réponds ! Chun et Ho, vous qui apportez le mal et feignez de donner des remèdes, quittez le pouvoir, retirez-vous devant la douleur. » Entracoupée de sanglots, la voix de la mère de Lee Han Yol, l'étudiant mort des suites d'une blessure reçue au tout début des manifestations de juin, a soudain retenti sur le campus de l'université Yonsei comme une longue invective psalmodiée s'achevant dans un cri : « Han Yol, Han Yol. »

Les parents de l'étudiant souhaitent que les obsèques de leur fils ne soient pas exploitées politiquement. Elles n'en ont pas moins pris un caractère de « funérailles nationales », donnant lieu à une mobilisation populaire que le Corée n'avait plus connue depuis ses deux entrées démocratiques de 1980, lors de la chute du régime Syngman Rhee et du printemps 1980.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes, assistant dès 7 heures du matin, le jeudi 9 juillet, aux étonnantes cérémonies funéraires en l'honneur de Lee Han Yol sur le campus de l'université. Il y avait beaucoup d'étudiants mais aussi une foule d'hommes et de femmes ordinaires, de tout âge, certains avec des enfants dans les bras. Tous portaient un petit ruban noir en signe de deuil. Beaucoup de femmes pleuraient, notamment lorsque le révérend Moon Il Kwan, l'une des grandes figures parmi les disciples, libéré mercredi, énuméra, sur un ton incantatoire,

les noms des personnes disparues ou décédées dans des conditions mystérieuses au cours des sept dernières années.

Lorsque le cercueil porté par des étudiants a franchi le portail drapé de noir de l'université, le cortège s'est immobilisé. A commencer alors une danse traditionnelle d'origine chamanique destinée à apaiser le chagrin et la rancœur et à procurer le repos à l'âme de ceux qui, comme Lee Han Yol, ont succombé d'une mort violente et se refusent à quitter le monde des hommes. Comme le chant funèbre psalmodié par les étudiants portant le cercueil, cette danse doit aider le mort à traverser la vallée qui sépare le monde des vivants de l'au-delà.

Un symbole de la lutte pour la démocratie

Des étudiants, le front coiffé d'un bandeau portant les mots « chassez un gouvernement d'assassins », ou « ne soyez pas dupes, le combat commence aujourd'hui », ont assuré le service d'ordre, non sans rudesse, jusqu'à la place située à cinq cents mètres de l'université où avait été dressé un autel chargé d'offrandes et d'encens devant lequel a eu lieu une dernière cérémonie. Puis le cercueil a été placé sur un corbillard et a commencé sa lente traversée de Séoul.

Aux dizaines de milliers de personnes rassemblées à Yonsei avaient en effet répondu

d'autres dizaines de mille dans les rues de la capitale. Le cortège a gagné la place de la mairie, noire de monde. Sur la chaussée, sur les trottoirs, aux fenêtres, une foule émue se pressait, saluant de la main. Certains entonnaient l'hymne national. Circulant parmi la foule compacte, M. Kim Young Sam, président du Parti de la réunification et de la démocratie, et M. Kim Dae Jung, qui a bénéficié, jeudi, de l'amnistie et de la restauration de ses droits civiques, ont reçu de véritables ovations.

Le cortège a quitté Séoul avec près de trois heures de retard sur l'horaire prévu, en raison de la foule massée sur son passage. Les funérailles devaient s'achever à Kwangju, la ville victime en mai 1980 d'une répression sanglante, dont Lee Han Yol était originaire. Longtemps après le départ du cortège de la place de la mairie, la foule est restée assise sur la chaussée, chantant et criant des slogans.

Lee Han Yol ne sera pas inhumé, comme c'est la coutume pour les morts qui n'ont pas de descendants, car on pense que personne n'entretiendra leur tombe, mais enterré. Ainsi l'ont voulu ses parents : à la fois en signe de protestation contre la police qui s'est empressée d'incinérer le corps d'un autre étudiant, mort sous la torture en janvier dernier, afin de faire disparaître toute trace de sévices, mais aussi pour que leur fils reste un symbole de la lutte pour la démocratie.

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

Visite du premier ministre soviétique

Le premier ministre soviétique, M. Nicolai Rjgov, est arrivé mercredi 8 juillet à Vienne pour une visite officielle de quatre jours en Autriche. M. Rjgov a d'abord eu le chancelier autrichien, M. Franz Vranitzky, et s'est entretenu ensuite avec le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock.

M. Vranitzky a estimé que ses entretiens avec M. Rjgov se sont passés dans une « très bonne atmosphère », et le premier ministre soviétique a pour sa part qualifié d'« excellents » les rapports entre les deux pays.

M. Alois Mock a indiqué de son côté qu'il « ne croyait pas » que le premier ministre soviétique soit porteur d'une invitation en URSS pour le président autrichien, M. Kurt Waldheim, qui doit recevoir jeudi M. Rjgov. La visite du chef de gouvernement soviétique est essentiellement consacrée aux relations commerciales bilatérales. Le ministre du commerce extérieur, M. Boris Arisov, le président du comité d'Etat pour le tourisme à l'étranger, M. Vladimir Pavlov, et le ministre du trafic aérien, M. Mikhail Timoshev, font partie de la délégation soviétique.

● Précision. — Contrairement à ce que nous avons indiqué à propos du voyage du chef de l'Etat salvadorien en Europe (le 8 juillet), M. José Napoleon Duarte ne se rendra pas en Italie et en France au cours de son voyage, qui se limitera à l'Allemagne fédérale. M. Duarte quittera Bonn le 12 juillet pour retourner directement à San-Salvador. Sa visite en Italie et en France, initialement prévue au calendrier, serait reportée à l'automne.

Chili

La composition du nouveau gouvernement confirme le durcissement du régime

Le remaniement ministériel intervenu mardi 7 juillet au Chili (le Monde du 9 juillet) a consacré le retour aux affaires de M. Sergio Fernandez, qui prend le portefeuille de l'intérieur et devient le chef du gouvernement, sorte de premier ministre, en remplacement de M. Ricardo Garcia, nommé en 1985. M. Sergio Fernandez, qui avait été ministre du travail de 1978 à 1979 avant d'être le premier civil chef du gouvernement jusqu'en 1982, a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de la Constitution approuvée par référendum en 1980.

Cet ancien étudiant socialiste, fils d'un républicain espagnol réfugié au Chili, est devenu l'un des principaux leaders de la droite conservatrice, regroupée actuellement dans le Parti de rénovation nationale. Partisan d'un libéralisme économique extrême garanti par une « démocratie protégée », M. Fernandez est tout naturellement un champion de l'anticommunisme. Il a obtenu, l'an dernier des tribunaux qu'il déclarât anticommuniste le Mouvement démocratique populaire (gauche marxiste).

Unanime, l'opposition considère le retour aux affaires de M. Fernandez comme la confirmation du « durcissement » amorcé il y a un mois par la mort de douze militants d'extrême gauche abattus par les services de sécurité. Quoi qu'il en soit, le général Pinochet poursuit imperturbablement sa campagne pré-électorale, ignorant pour le moment la préférence affichée par la marine, l'aviation et les carabinieri pour un candidat civil. — (Corresp.)

Grande-Bretagne

La formation du « cabinet fantôme » travailliste

Les députés travaillistes ont proposé, le mercredi 8 juillet, à l'élection des membres du « cabinet fantôme » dirigé par M. Neil Kinnock. Celle-ci s'est traduite par une victoire de la « gauche modérée » du parti et l'entrée en force des plus proches amis du leader travailliste dans ce cabinet.

M. Brian Gould, qui avait dirigé la campagne du Labour lors des dernières élections à la Chambre des communes, obtient le plus grand nombre de suffrages, confirmant ainsi qu'il est bien l'« étoile montante » d'un parti travailliste secoué par l'échec électoral du 11 juin. En revanche, les représentants de la droite du Labour, qui pour certains d'entre eux appartenaient au cabinet fantôme depuis l'entrée du parti dans l'opposition, n'ont pas été reconduits. Ce renouvellement traduit aussi un rajeunissement des instances dirigeantes du groupe parlementaire travailliste, la plupart des nouveaux entrants appartenant à la génération de M. Kinnock (quarante ans).

M. Dennis Healey, soixante-sept ans, ancien ministre et porte-parole du parti pour les affaires étrangères, n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat. La répartition des postes du cabinet devrait avoir lieu dans les prochains jours. On prête à M. Roy Hattersley, leader adjoint du parti, l'intention de devenir porte-parole du Labour pour les affaires intérieures, ce qui pourrait permettre à M. Brian Gould de le remplacer comme responsable des questions économiques.

Soudan

Trois Américains et une Britannique enlevés par les rebelles au Sud

Des hommes armés, membres présumés de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), ont enlevé, le lundi 6 juillet, trois enseignants américains et une infirmière britannique à Mundri, petite bourgade située à 120 kilomètres au nord-ouest de Juba, la capitale de la région de l'Equatoria.

Les trois Américains — M. Steven Anderson, Mark Nikkel, un prêtre épiscopalien et M^{me} Kathy Taylor — et l'infirmière britannique Heather Sinclair, travaillaient pour ACROSS, une association d'organisations humanitaires américaines chrétiennes. Aucune exigence n'a été formulée dans l'immédiat pour la libération des quatre otages. Un porte-parole de l'APLS, contacté au téléphone à Nairobi, a déclaré que son mouvement faisait de son mieux pour obtenir ces plus amples informations sur cet enlèvement, mais n'a pu confirmer si les auteurs du rapt appartenaient ou non à l'organisation.

A Khartoum, les autorités affirment que cet enlèvement est le dernier en date d'une série d'actions par lesquelles l'APLS entend affirmer son autorité dans cette région. Le premier incident de ce genre avait eu lieu en novembre 1983 lorsque l'APLS avait enlevé sept ressortissants français travaillant au projet du canal de Jonglei. Ces Français avaient par la suite été libérés. D'autres affaires d'enlèvements ont été depuis réglées discrètement par des négociations entre les ravisseurs et les parents des personnes enlevées ou les gouvernements dont elles étaient ressortissantes. — (Reuters, AFP.)

5,80%

de crédit sur tous les dépôts

Offre valable jusqu'au 5 Septembre 1987 inclus avec 20% de versement comptant. Crédit jusqu'à 48 mois. Crédit OROOVE, après acceptation du dossier.

Jouez tout l'été sans vous trouver fort dépourvu.

Paris 8^e, 264, rue du Faubourg Saint-Honoré Tel. 47 66 51 94 Vélizy 21, rue Grange-Dame-Rose Tel. 39 46 00 52 Centres Commerciaux « Hanlet Music Gallery » « Art de vivre » 78630 Orgeval Tel. 39 75 78 50

« Arcades » 93160 Nossy-le-Grand Tel. 43 05 20 79 « Vélizy 2 » 78140 Vélizy Tel. 39 46 26 87

HANLET

هكذا من الاعمال

Amériques

ÉTATS-UNIS : les auditions du Congrès sur l'« Irangate »

Le témoignage du lieutenant-colonel North met la Maison Blanche dans un embarras croissant

WASHINGTON
de notre correspondant

Blagues aux lèvres et n'en finissant plus de lancer de grands saluts à de modestes foules, M. Reagan est allé, le mercredi 8 juillet, plaider dans le Connecticut en faveur de son projet de budget. Orchestré avec l'énergie de la proie fuyant la meute, cet aller-retour devant démontrer la sécurité présidentielle au deuxième jour de l'audition d'Oliver North par la commission d'enquête parlementaire sur l'« Irangate », mais le râteau fut complet.

Si M. Reagan peut toujours sourire, plus personne ne peut, en effet, ignorer qu'un état se resserre autour de lui et que le témoignage du lieutenant-colonel North, de grande envoie en révélation incidente, l'accable chaque heure un peu plus. Car plus l'officier parle, plus s'allonge la liste des gens au courant de ses activités dans les cercles dirigeants et plus s'allonge cette liste, plus il est difficile de croire que seul le président a pu réellement ignorer le détournement vers les « contras » des bénéfices des ventes d'armes à l'Iran.

William Casey, aujourd'hui mort, mais à la tête de la CIA jusqu'à son hospitalisation, en décembre dernier, pour une tumeur au cerveau, « se confondait » ainsi en compliments lorsque « Ollie » lui a soumis l'idée du détournement. Pour « le directeur », c'était là « le summum de l'ironie » et un chef-d'œuvre en matière d'opération secrète. C'est lui qui aurait suggéré au lieutenant-colonel de se créer un fonds de roulement lui permettant de subvenir aux besoins en liquide des responsables de la résistance antiaméricaine.

C'est aussi M. Casey qui aurait recommandé de tenir des comptes très détaillés, fourni un registre à cet effet et ordonné enfin (« débarrassez-vous de cela, faites le ménage ») de détruire ce même registre, début novembre, lorsque l'affaire commençait à s'ébruier. Mieux, c'est encore M. Casey qui aurait, dès 1984, conseillé de confier à un officier à la retraite et recycé dans les combats de l'ombre, le général Secord, l'organisation matérielle de l'approvisionnement clandestin des « contras ». Cet homme allait devenir, avec son partenaire

financier, Albert Hakim, un rouage essentiel de la privatisation de la politique étrangère américaine. M. Casey a donc acquis, mercredi, la stature de chef d'orchestre de toute l'opération.

Il est vrai que l'ancien directeur de la CIA présente l'avantage de n'être plus là pour démentir ou nuancer, mais il n'en est pas moins certain qu'il était, à Washington, l'un des hommes les plus proches de M. Reagan, que tous deux avaient le même goût de l'action secrète et que M. Casey avait obtenu son poste parce qu'il croyait profondément en la nécessité d'utiliser les services secrets américains pour agir contre toute extension de l'influence soviétique. Or le problème est que la CIA — expériences passées obligent — est soumise à un contrôle relativement étroit du Congrès et ne peut donc pas être utilisée à tout. Dépendant uniquement du président, le Conseil national de sécurité, l'organisme auquel appartenait Oliver North, est en revanche totalement indépendant du Congrès et il n'est pas discutable qu'il ait été vu comme l'instrument idéal des politiques parallèles.

Les compliments de M. Shultz

De tout cela, on se doutait depuis des mois, mais lorsque Oliver North a décrit le secrétaire d'Etat l'attrapant par l'épaule, en septembre dernier, au cours d'une réception, pour le féliciter du « remarquable boulot fait pour maintenir en vie la résistance nicaraguayenne », Washington a commencé à s'agiter. Un porte-parole du département d'Etat a précisé — démentant à demi seulement — que M. Shultz n'avait fait allusion qu'aux « efforts déployés par le colonel pour soutenir le moral » des combattants de la liberté. Mais un bon moral ne suffit pas à survivre. Le secrétaire d'Etat, avait précisé Oliver North, « savait de manière suffisamment explicite ce que je faisais ». Et ce que faisait Oliver North, c'était d'être dans la Maison Blanche, avec l'autorité de la Maison Blanche et contre la volonté du Congrès, c'est-à-dire contre la loi, un soutien militaire à la résistance nicaraguayenne.

Question du conseiller juridique de la Chambre des représentants, M. John Nields : « M. Abrams vous a-t-il demandé des précisions sur vos activités ? ». Sous-secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines et enfant chéri du régime, M. Abrams a déjà déclaré à la commission d'enquête qu'il ignorait le détail des opérations montées par le colonel. Réponse d'Oliver North : « Il n'avait pas besoin de m'interroger, il savait... »

M. Meese, le chef du département de la Justice, était, lui, au contraire, ainsi que deux anciens conseillers pour les affaires de sécurité nationale et plusieurs autres encore, que la chronologie de l'affaire mise au point en novembre dernier par le colonel North était délibérément fautive. M. Meese (il l'a fait partiellement démentir) était également au courant des transferts d'armes américaines qu'Israël, à la demande des Etats-Unis, avait organisés, en 1985, vers l'Iran.

Au bout de douze heures seulement de témoignage, il ne semble plus rester que trois options à la Maison Blanche, toutes également déplaisantes. S'inscrire en faux contre les déclarations du colonel serait risquer un débâcle explosif. Laisser dire que tout le monde savait peu ou prou, sauf M. Reagan, serait laisser comprendre que toute son équipe considère comme superflue de le consulter. Reconnaître enfin que M. Reagan ne savait un peu plus qu'il a bien voulu le dire jusqu'à présent serait reconnaître huit mois de mensonge.

La sympathie du public

Ça va mal, et d'autant plus mal que les coups sont portés par un homme qui ne rend ni ce qu'il a fait ni le regainisme et s'acquiesce au contraire la sympathie du public en revendiquant haut et fort ce qui lui est reproché. A la veille de sa comparution, près de 60 % des Américains considéraient qu'Oliver North ne dirait pas la vérité. Mardi soir, 58 % d'entre eux estimaient au contraire qu'il était en train de le dire et ne devrait pas être poursuivi judiciairement.

Tantôt au manège de l'émotion, tantôt blessé ou flegmatique de l'être, tantôt indigné ou affaibli de courageuses convictions, l'homme est habile ou fait en tout cas merveille. Il a payé des achats personnels (bas, épicerie, pneus-neige) avec des chè-

ques de voyage puisés dans le fonds de roulement destiné aux combattants de la liberté ? Il ne se démonte pas et explique comment il finançait la « révolution démocratique » de sa propre poche lorsque le coffre était vide et se remboursait ensuite sur la base de ces comptes si bien tenus et maintenant détruits.

Le général Secord, lui, a payé, pour plus de 8 000 dollars, l'installation d'un système de protection de sa maison ? Le visage d'Ollie se tend. Il évoque, d'une voix qui s'étrangle, les menaces qu'il aurait lancées contre lui Abou Nidal, sort des coupures de presse pour démontrer qu'on ne peut prendre une telle menace à la légère, explique qu'il est plus que disposé à un duel, d'homme à homme, avec le dirigeant palestinien, mais qu'il ne voulait pas le laisser s'attaquer à sa femme et à ses quatre enfants — bref qu'il lui fallait une protection que le gouvernement fédéral a refusé de lui fournir et que le général Secord a prise en charge.

J'ai fait là « la plus grave erreur de ma vie », dit-il en reconnaissant avoir fabriqué de fausses lettres pour laisser croire qu'il avait payé la facture de sa propre poche, mais une erreur, qui n'en a pas fait ? demande-t-il aux élus qui l'écourent et auxquels il rappelle qu'ils n'ont pas voté de loi assurant la protection des fonctionnaires. Si l'on écoute bien, c'est gros, mais c'est captivant.

Quant au fonds de 200 000 dollars qu'Albert Hakim avait établi, en cas de malheur, pour l'éducation des enfants, c'est vrai il n'avait d'abord pas dit non, mais c'était à la veille d'une mission dangereuse, dont le directeur Casey lui avait dit qu'il ne pouvait pas revenir. Lorsqu'il en est revenu, il n'a pas donné suite à ce qu'il croyait être une simple proposition.

Un sénateur dont la vie n'est pas menacée peut difficilement harceler un « marin » constellé de médailles. Et puis ces histoires de dollars, ce n'est pas l'essentiel. L'important, c'est le mensonge systématiquement organisé pour tromper le Congrès et contourner ses lois. John Nields, cheminant d'une pièce à conviction à l'autre, démonte les méandres de la tromperie, interroge, revient à la charge, accule petit à petit le lieutenant-colonel à plus d'aveux encore qu'il ne l'aurait souhaité, et soudain Ollie North explose.

« Je voudrais que vous sachiez qu'il ne m'est pas facile de mentir, que cela n'est pas facile à personne », dit-il en expliquant que s'il n'avait tenu qu'à lui il n'y aurait pas eu de mensonge du tout : il y aurait eu le refus de dire quoi que ce soit au Congrès, mais que, oui, c'est vrai, que cela soit dit une fois pour toutes, il a participé à la rédaction de faux documents destinés à tromper le Congrès, car des vies étaient en jeu et le secret avait été promis à des Etats étrangers.

John Nields, la voix blanche d'indignation : « Vous savez que nous vivons en démocratie... »

Oliver North : « Dieu merci, nous vivons en démocratie... »

John Nields : « ... dans une démocratie dans laquelle ce le peuple et non pas un lieutenant-colonel qui doit décider... »

Oliver North : « La réponse est que ce n'est pas un lieutenant-colonel qui décide... ». Je considère profondément que le président des Etats-Unis, lui aussi, est élu par le peuple... »

John Nields : « Le président est élu par le peuple qui a le pouvoir, par son vote, de ne pas lui renouveler sa confiance, s'il n'aime pas sa politique, mais ne peut pas le faire s'il ne sait pas ce qui est fait... »

Bernard Guetta.

Soldes d'été Barnett

QUELQUES PRIX

COSTUMES LEGERES
Wash and Wear 1980 980*

PANTALONS Ultra-légers
Lavables 398 268*

VESTES SEERSUCKER
Ultra-légers 980 690*

19, AV. VICTOR HUGO - 16*

Europe

URSS : M. Ligatchev rappelle à l'ordre les créateurs

Les artistes doivent manifester « une profonde fidélité à l'idéologie du parti »

MOSCOU
de notre correspondant

M. Egor Ligatchev, numéro deux du parti et responsable à l'idéologie, n'est pas très satisfait de l'état actuel des arts et lettres soviétiques. Il l'a déjà fait savoir en août 1986 dans un article publié par la revue *Théâtre*, dans laquelle il regrettait l'absence presque totale sur les scènes soviétiques de héros communistes positifs, avec lesquels le spectateur puisse s'identifier. M. Ligatchev vient de récidiver en se rendant deux jours de suite dans les locaux de la rédaction de *Culture soviétique*. Le compte rendu de cette visite d'inspection, paru le mardi 7 juillet dans *Culture soviétique* elle-même, est sévère pour les journalistes de cette

publication, qui sort trois fois par semaine.

M. Ligatchev aimerait que ceux-ci insistent davantage sur le rôle directeur du parti dans la culture et qu'ils soient « plus actifs et plus vifs ». Les créateurs ne sont pas mieux traités. « Certes, il ne s'agit pas de mettre des slogans politiques sur scène, dans les œuvres littéraires ou dans la peinture », estime M. Ligatchev. Mais, selon lui, « la vraie valeur d'une œuvre est assurée par l'alliance indissoluble d'une profonde fidélité à l'idéologie du parti et d'un grand art ». Aux artistes d'y parvenir.

M. Ligatchev est persuadé, en tout cas, qu'un documentaire tourné à Leningrad sur le groupe des chanteurs Pop Mekhanik n'est pas conforme à cette exigence. Leur production continue selon

lui une véritable « pagaille idéologique et artistique ». Le problème des chanteurs pop et rock est cependant, on le sait, de trouver des paroles qui, tout en ne faisant pas trop frémir les défenseurs du dogme, plaisent quand même un peu à leur jeune public.

M. Ligatchev parle des « ordures et de l'écumé » apparues « sur les vagues de la reconstruction ». Il dénonce ceux qui « cherchent activement à substituer leurs idées et intentions douteuses à nos valeurs spirituelles ». L'attachement à la tradition dont on crédite volontiers le numéro deux du parti apparaît enfin dans son appel à ne pas laisser submerger, dans la presse, à la télévision, sur scène et sur les écrans de cinéma, les œuvres classiques russes « sous des productions contemporaines suspectes ».

D. Dh.

RFA

Le bilan de la catastrophe d'Herborn s'établit à 4 morts et 27 blessés

BONN
de notre correspondant

Il ne restait, le jeudi matin 9 juillet, qu'un trou béant à l'emplacemement du café-glacier Realto, souillé mardi soir 7 juillet par l'explosion d'un camionnette qui a dévasté l'un des quartiers de la petite ville ouest-allemande de Herborn.

A l'issue des travaux de déblaiement, qui se sont achevés mercredi soir, le bilan est finalement moins lourd que ce que l'on avait pu craindre : quatre morts, deux jeunes filles de dix-huit et vingt ans, qui

n'avaient pu fuir à temps le Realto, et deux autres, décédées de leurs brûlures à l'hôpital ; vingt-sept blessés, dont deux graves, sont soignés dans les hôpitaux de la région.

Par miracle, il s'est écoulé plusieurs minutes entre le moment de l'accident et celui de l'explosion, ce qui a permis à la plupart des consommateurs du café et aux habitants des maisons avoisinantes de prendre la fuite. La pizzeria située au deuxième étage du café était en outre fermée. Enfin, les pompiers locaux, qui venaient d'achever une séance d'entraînement, ont pu inter-

venir sur le champ pour circonscrire le sinistre en attendant les renforts venus de toute la région.

La catastrophe a déclenché en RFA une polémique sur la suppression des « points noirs » et les conditions de sécurité des transports routiers. Au sentiment d'avoir été frappé au père à Herborn on veut s'ajouter l'émotion suscitée le même jour par l'explosion, sans conséquences dramatiques cette fois, d'un autre camion-citerne dans la Forêt-Noire et l'accident survenu à un transport de missiles sol-air de l'armée américaine.

H. de B.

Proche-Orient

La protection des pétroliers koweïtiens dans le Golfe

La Chambre des représentants poursuit son action en vue de repousser le début des opérations

La Chambre des représentants a voté, le mercredi 8 juillet, par 222 voix contre 184, un amendement instituant un délai de quatre-vingt jours avant que le président Reagan puisse mettre à exécution son plan de protection des pétroliers koweïtiens dans le Golfe.

Cet amendement, glissé dans le budget 1988 des gardes-côtes, ne semble pas toutefois susceptible de modifier le cours des opérations souhaitées par la Maison Blanche. En effet, le Sénat doit encore examiner cet amendement, alors que le début des opérations dans le Golfe est généralement prévu pour la semaine prochaine, bien qu'aucune date n'ait été avancée de source officielle.

Quelques heures auparavant, la Chambre, où l'opposition démocrate est majoritaire, avait repoussé à une forte majorité un amendement qui aurait interdit à M. Reagan d'appliquer son plan, sans aucune limite de temps. Le représentant démocrate de Californie Tom Lantos, souligné mercredi soir que ce projet devait

être retardé parce qu'il « n'y avait pas de crise, que le pétrole coulait, qu'il n'y avait pas de raison de se précipiter ».

La veille, le président de la commission des forces armées de la Chambre, M. Les Aspin, avait souligné que la Maison Blanche et le gouvernement du Koweït faisaient une interprétation différente du plan de M. Reagan. Selon M. Aspin, qui revenait d'une mission dans le Golfe, les Koweïtiens souhaitaient utiliser ces pétroliers uniquement pour faire la navette jusqu'à un terminal situé hors d'atteinte des deux protagonistes du conflit irako-iranien, où leur cargaison serait déchargée. Le nombre accru de rotations conduirait à un engagement plus important des forces américaines dans le Golfe, avait-il souligné (le Monde du 9 juillet).

En réponse, un porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a affirmé qu'un seul pétrolier sera utilisé pour effectuer les

navettes, permettant ainsi l'exportation de 20 % du brut koweïtien. Les dix autres navires continueront vers leurs destinations finales.

Les Défenseurs du golfe Persique réagiront prochainement des manœuvres d'entraînement à des opérations-suicide dans la mer d'Oman, le détroit d'Ormuz et les eaux du Golfe, a d'autre part, annoncé mercredi le commandant des Gardiens de la révolution iranienne M. Mohebbi Rezai, qui s'exprimait en direct à la télévision iranienne, a précisé que, au cours de ces « manœuvres du martyre », les forces iraniennes appliqueraient « toutes les tactiques de recherche du martyre ».

C'est la première fois qu'un responsable iranien annonce aussi clairement la tenue de manœuvres militaires en vue d'opérations-suicide dans le Golfe. En 1985, le président du Parlement islamique, l'hojatoleslam Hachemi Rafsanjani, n'avait pas écarté le recours à l'utilisation de vedettes-suicide dans cette zone. — (AFP.)

Combien de morts à Sabra et à Chatila ?

Combien de morts y a-t-il eu dans les camps de Sabra et de Chatila lors du massacre de Palestiniens par des phalangistes libanais en septembre 1982 ? Plusieurs lecteurs et l'ambassade d'Israël ont protesté contre les chiffres « de 3 500 à 5 000, selon les estimations », que nous avions donnés dans un encadré du 3 juillet.

En fait, le nombre exact des victimes n'a jamais pu être déterminé avec précision : les évaluations vont de 480 morts, selon le rapport officiel du procureur général de l'armée libanaise, M. Assad Gannanos, à 5 000, selon des sources palestiniennes. Le rapport de la commission d'enquête israélienne, dit rapport Kahane, affirme, pour sa part : « En ce qui concerne le nombre exact des victimes, il semble qu'on ne puisse se baser ni sur le document d'origine libanaise ni sur les chiffres avancés par certaines sources palestiniennes. » Tout en soulignant la difficulté de déterminer un chiffre exact, le rapport Kahane écrit : « Le nombre total

des victimes est inférieur à 1 000 et n'atteint certainement pas les milliers. » Selon les services de renseignement de l'armée israélienne, il se situerait entre 700 et 800.

Notre confrère israélien Amnon Kapelouk, auteur du livre *Sabra et Chatila*, enquête sur un massacre (Le Seuil), justifie ainsi le chiffre de 3 000 à 3 500 qu'il avance : « Le 22 septembre, un communiqué de la Croix-Rouge indique que 663 cadavres ont été retrouvés et enterrés. Le 14 octobre, selon des sources gouvernementales libanaises, 762 cadavres ont été découverts dans les camps de Sabra et de Chatila. Selon ces mêmes sources, citées par l'Orient-Le Jour, environ 1 200 corps ont été emportés par leurs familles qui les ont inhumés dans des tombes privées, ce qui porterait à près de 2 000 le nombre des victimes. A ce chiffre de 2 000 corps retrouvés, enterrés ou inhumés après le massacre, pourait Amnon Kapelouk, il est nécessaire d'ajouter trois autres catégories de victimes :

— celles qui ont été enterrées par les assaillants dans les fosses communes pendant le carnage ;

— celles que l'on n'a pas extraites des décombres de quelques deux cents maisons ; pour ces deux premières catégories une estimation de quelques centaines de victimes est considérée comme raisonnable par tous ceux qui se sont penchés sur la question ;

— reste enfin un troisième groupe, celui des disparus. Toutes catégories confondues, on parvient ainsi, selon ces données, à un chiffre d'environ 3 000 à 3 500 hommes, femmes et enfants, assassinés entre le 16 et le 18 septembre 1982. On pense qu'environ le quart des victimes sont des Libanais et toutes les autres des Palestiniens. »

Les sources palestiniennes qui avancent le chiffre maximal de 5 000 personnes le justifient par des recensements faits auprès des familles bien après les massacres. Ce chiffre inclut les disparus.

Moncef
Marzouki

Arabes,
si vous
parliez...

« Des intellectuels courageux comme Marzouki contribuent à frayer la voie de la modernité arabe. »

Jean-François Revel

« Marzouki va dans le sens de la conciliation entre les valeurs de l'islam et celles des grandes révolutions démocratiques. »

Jean Daniel

« Une tranquille audace. »

Michel Jobert

80 F



Le premier titre de la collection ISLAMIE dirigée par J.-P. Lacroix

Lieu Commun

La session extraordinaire du Parlement

A l'Assemblée nationale : renforcement de la sécurité civile

L'Assemblée nationale a adopté dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 juillet le projet de loi tendant à réorganiser la sécurité civile et à améliorer la prévention et la lutte contre les incendies de forêts et les risques majeurs. La discussion générale de ce projet, élaboré par MM. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, et Alain Carignon, ministre de l'Environnement, avait eu lieu le 26 juin (le Monde du 30 juin). Ce texte permettra au premier ministre de décréter un plan Orsec

national en cas de catastrophe, tandis que le ministre de l'Intérieur disposera, par voie de réquisition, de tous les moyens publics et privés. Des plans d'intervention plus ponctuels sont également prévus pour des installations présentant des risques particuliers (par exemple les centrales nucléaires). Un autre volet de ce projet tend à améliorer les moyens de prévention et de lutte contre les incendies de forêt. C'est ainsi que les sanc-

tions seront plus lourdes pour les particuliers qui ne procèdent pas aux opérations de débroussaillage. En matière de protection de la forêt et de prévention des risques majeurs, M. Carignon a jugé le projet du gouvernement novateur à trois titres : « On y aborde en face le problème des risques ; on y traite les problèmes à la fois en termes de prévention et de secours ; on y pose en principe la nécessité pour chaque citoyen

Au Sénat : neuf textes définitivement adoptés

Le Sénat a définitivement adopté, mercredi 8 juillet, cinq textes : une proposition de loi tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (le Monde du 18 juin) sur laquelle socialistes et communistes se sont abstenus ; le projet de loi portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon ; la proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (socialistes et communistes ont voté contre) ; la proposition de loi tendant à étendre au territoire de la Polynésie française la législation des sociétés anonymes à participation ouvrière (socialistes et communistes se sont abstenus) ; la proposition de loi relative au transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française (sur laquelle socialistes et communistes se sont abstenus).

Sur les cinq autres textes que le Sénat avait examinés la veille, seul celui relatif à l'autorité parentale n'avait pas fait l'objet d'une adoption définitive. Tous groupes politiques confondus, les sénateurs ont confirmé la position qu'ils avaient choisie en première lecture : le juge doit pouvoir imposer aux parents l'exercice de l'autorité parentale conjointe. Tel n'était pas l'avis des députés RPR, socialistes et communistes qui mettaient comme condition à l'exercice de l'autorité parentale conjointe l'accord des parents. Il devait revenir à la commission mixte paritaire d'établir un accord entre les deux Chambres.

Le Sénat a, en revanche, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

Le Sénat a, en outre, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires de la fin de l'année. Il s'agit alors de composer le 18 pour entrer en communication avec le Parlement un projet de loi relatif aux entreprises commerciales pour 1990 produits. M. Gressier a, d'autre part, obtenu la modification de la formation des conducteurs pour donner lieu à l'instauration d'un test périodique de sang-froid, s'ajoutant à la formation théorique sur le transport des matières dangereuses que les chauffeurs intéressés doivent suivre tous les cinq ans.

La querelle de frontière entre géomètres et topographes

La guerre des géomètres-experts et des topographes va-t-elle prendre fin ? Elle dure, en fait, depuis une loi de 1946 qui avait défini de manière si imprécise le monopole des premiers que les conflits de juridiction entre les activités des uns et celles des autres avaient été nombreux. Depuis, chacun s'efforçait de trouver une oreille attentive au Parlement. Apparemment, les deux mille géomètres-experts sont écoutés par le RPR et l'UDF, et les quatre cents cabinets de topographes, avec leurs deux mille cinq cents employés, par les socialistes et les communistes.

En 1985, la gauche avait voté une disposition législative limitant le monopole des membres de l'Ordre des géomètres-experts. Ceux-ci ne l'avaient pas admise, et, immédiatement, trois sénateurs de droite avaient déposé une proposition de loi revenant à la législation de 1946. Ce texte avait été voté au Palais de Luxembourg au début de la législature. Mais la majorité de l'Assemblée nationale n'a pas voulu se satisfaire d'un tel rétablissement, préférant tenter de régler le problème au fond.

Le rapporteur de la commission de la production, M. Jean-Paul Charrier (RPR, Loiret), en liaison avec les services du ministère de l'Équipement, a négocié longuement avec les différents intéressés pour trouver une solution qu'il a présentée au Palais Bourbon. Il l'a fait en deux étapes : d'abord le 16 juin, puis le mardi 7 juillet, où son texte fut adopté par les voix du RPR, de l'UDF et du FN, contre celles du PS et du PC. M. Philippe Bassinet (PS, Hauts-de-Seine) a, en effet,

fait remarquer que « la négociation n'a pas été équilibrée, puisqu'une des parties - les topographes - était sous la menace de la décision prise par le Sénat ».

Les socialistes, pourtant, auraient pu se rallier à un accord. Dans un premier temps, en commission, M. Charrier avait proposé, à l'initiative de M. Jean-Louis Masson (RPR, Moselle), que le monopole des géomètres-experts ne concerne que les documents annexés « aux actes authentiques ». Apparemment, ce n'était pas assez. En séance publique, le rapporteur revint sur cette suggestion, et fit étendre le monopole à l'étude et aux travaux « qui fixent les limites des biens fonciers ». Au grand désappointement de M. Masson et à la grande colère de M. Guy Malandain (PS, Yvelines) qui expliqua que « la nouvelle définition était plus précise que celle de 1946 et donc ouvrait la porte à de nombreux litiges ».

Pour M. Pierre Méhaignerie, le choix était judicieux « au nom de la défense des consommateurs » : « Pour la définition des limites des biens fonciers, ils doivent être assurés d'une certaine compétence qui garantit l'adhésion à l'ordre des géomètres-experts ; pour le reste, ils doivent pouvoir faire appel à la libre concurrence ». Pour M. Charrier, il s'agissait, surtout, de trancher dans la loi l'accord passé entre les professionnels : les parlementaires, une fois encore, en étaient réduits à valiser les transactions négociées avec les groupes de pression.

La « clef de voûte » de cet accord, de l'aveu même du rapporteur, est la possibilité d'intégration par les géomètres-experts à l'ordre des géomètres-experts dont ceux-ci ne voulaient pas entendre parler jusqu'à maintenant. Mais cette intégration reste soumise à des conditions très strictes et sera contrôlée par les géomètres eux-mêmes. Ce dossier est donc loin d'être clos. Les groupes de pression ont tout fait pour remonter à l'assaut, puisque ce n'est qu'à l'automne que le Sénat se saisira à nouveau de ce projet considérablement modifié par les députés. En plus, M. Bassinet a prévenu que, dès qu'ils en auront la possibilité, les socialistes reviendront sur le sujet « pour que la profession de topographe ne soit pas condamnée à mort ».

Th. B.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 8 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

LE GÉNÉRAL D'HONNEUR

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la Justice, le conseil des ministres a adopté un décret modifiant l'article 212 du code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

Ce décret élargit, à titre exceptionnel, les conditions d'accès aux deux maisons d'éducation de la Légion d'honneur afin de remédier à l'insuffisance actuelle des effectifs de leurs classes de sixième et de cinquième. Il permet aux filles de membres français de l'ordre national

du Mérite et aux filles et petites-filles de légionnaires étrangers d'y être admises dans la limite des places disponibles.

PROFESSEURS DES UNIVERSITÉS ET MAÎTRES DE CONFÉRENCES

Sur proposition du ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, le conseil des ministres a adopté un décret relatif aux statuts du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences.

Ce décret vise :

— en premier lieu, à alléger et accélérer les procédures de recrutement des professeurs et maîtres de conférences, notamment en simplifiant les règles de constitution des jurys et en diminuant les délais nécessaires pour pourvoir les postes vacants ;

LA RÉUSSITE SCOLAIRE

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

MANCHE : M. Georges Peyronne

M. Georges Peyronne, préfet, commissaire de la République de la Haute-Loire, est nommé préfet, commissaire de la République de la Manche. [Né le 10 octobre 1934 à Limoges (Haute-Vienne), ancien élève de l'ENA, M. Breuil commence sa carrière au ministère de l'Intérieur avant d'être détaché en juillet 1968 en qualité de sous-préfet de deuxième classe, directeur du cabinet du préfet du Lot-et-Garonne. Il occupe ensuite les mêmes fonctions auprès du préfet de la Réunion. Sous-préfet de Briançon en 1971, secrétaire général de la Haute-Marne en 1974, puis du Tarn en 1976, M. Breuil est sous-préfet de Provins de janvier 1979 à octobre 1980. D'octobre 1980 à mai 1981, il est conseiller technique au cabinet de M. Alain Peyrefitte,

— en deuxième lieu, à réformer le système de la mobilité dont la rigidité soulevait des difficultés d'application : seules sont maintenues des incitations à la mobilité dont il sera tenu compte pour l'avancement des maîtres de conférences et des professeurs ;

— enfin, à supprimer la date limite du 30 septembre 1987, précédemment fixée par le décret du 6 juin 1984, avant laquelle devaient être obtenus les diplômes nécessaires pour être candidat au recrutement de professeurs des universités et de maîtres de conférences.

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Nominations individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la Justice, M. Michel Bernard, conseiller d'État, est nommé président de la section de l'intérieur du Conseil d'État.

[M. Michel Bernard est âgé de cinquante-neuf ans. Ancien élève de l'ENA, M. Bernard fut nommé en 1988 maître des requêtes au Conseil d'État en 1988 et conseiller d'État en 1977. Il était depuis 1985 président adjoint de la section du contentieux du Conseil d'État.]

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale, M. Jean Favard est nommé inspecteur général de l'éducation nationale ; M. Serrin Rouane est nommé inspecteur général de l'éducation nationale ; M. Michel Poupin est nommé inspecteur général de l'éducation nationale ; M. Emile Serna est nommé inspecteur général de l'éducation nationale.

Sur proposition du ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Annie Lesur est nommée inspecteur général de la santé publique et de la population.

Sur proposition du ministre de l'agriculture, M. Georges Durtre-Roussat, ingénieur général du génie rural, des eaux et forêts, est nommé directeur de l'Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.

Sur proposition du ministre délégué chargé des P et T, M. Jean Grenier, ingénieur général des télécommunications, est nommé directeur des affaires industrielles et internationales à la direction générale des télécommunications.

Enfin, sur proposition du ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a prononcé la dissolution du conseil municipal des communes de Dracy-les-Couches (Saône-et-Loire), Lambach (Moselle) et Saint-Pellerin (Manche).

A. Ch.

هكذا من الامل

حکذا من الاصل

Politique

Conflit dans la fédération PR du Vaucluse

Trois élus et quatre militants du Parti républicain du Vaucluse ont fait l'objet le mercredi 8 juillet de « mesures de suspension » décidées par M. François Léotard, secrétaire général du PR, à la suite d'incidents survenus le 3 juillet au cours d'élections fédérales.

Ces incidents avaient eu lieu à Avignon, à Orange et à Pertuis. Ils avaient opposé des militants baristes et léotardiens sur l'opportunité de participer à des élections anticipées internes au PR au niveau régional après création d'une nouvelle circonscription, alors qu'un vote était régulièrement prévu en octobre. Le scrutin n'avait pu se tenir en raison des bagarres.

M. Albert Mercury, adjoint au maire d'Avignon, son fils Eugène et sa femme Lucienne, M. Jean Desaud, conseiller municipal d'Orange, M. Jean-Claude Duguy, conseiller municipal d'Avignon, M. Samir Allet, fils du président du comité musulman du Vaucluse, et M. Catherine Fregières, sont suspendus. Toutes ces personnes devraient être déferées devant la commission de contrôle national du PR.

M. Giscard d'Estaing : silence et « bonnes vacances »

Cela est trop rare en politique pour ne pas mériter d'être relevé : M. Giscard d'Estaing a décidé de se tenir co pendant les vacances. Il le fait savoir dans le n° 5 de la Lettre du VGE. « Sur les prochaines échéances politiques, écrit-il, j'ai des choses à dire. Mais il n'est pas utile d'en parler maintenant : cela ne ferait qu'ajouter à la confusion. Je parlerai lorsque ce sera utile, afin de contribuer à la réflexion des Français, dans l'union et pour le progrès libéral de la France. D'ici là, bonnes vacances ! »

Nouvelles réactions contre le Front national

M. Malhuret : des solutions brutales

« Le problème posé à la droite par Le Pen est d'une double nature, il est d'abord moral, éthique et ensuite politique, dans un domaine de tactique », a déclaré, le mardi 7 juillet, M. Claude Malhuret. Pour le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, qui était l'invité de la presse anglo-américaine, « les positions du Front national sont différentes des positions de la droite démocratique, elles visent à des solutions brutales, de masse qui nous entraîneraient dans une dérive dangereuse ».

Le secrétaire d'Etat a d'autre part indiqué que la présence du Front national sur l'échiquier politique français pourrait donner lieu à « un phénomène en miroir de ce qu'a été ».

Le Parti communiste pour la gauche : « pendant vingt ans, le PC a empêché les socialistes d'arriver au pouvoir, en effrayant les électeurs centristes. La droite libérale, si elle ne comprend pas qu'il ne doit pas y avoir d'alliance, commettra l'erreur qui pourrait l'entraîner sur la même voie. (...) Si la majorité fait silence, elle ne regagnera pas ses électeurs ».

Le sort des anciens harkis : des précisions du maire de Rians. — A la suite du reportage de J.-P. Péronel-Hugoz sur les pieds-noirs et les harkis à Rians (le Monde du 25 juin), le maire de cette localité du Var, M. Suzanne Janetti (PS), nous indique que c'est par erreur qu'elle a été attribuée à M. Courrière, ancien secrétaire d'Etat socialiste aux rapatriés les propos tenus en réalité par son successeur, M. Sarri, sur la nécessité de ne pas attribuer aux fils de harkis les emplois de leurs pères à l'Office national des forêts. De même, précise M. Janetti, ce n'est pas pendant le mandat de M. Arreckx (UDF) actuel président du conseil général du Var, mais à l'époque de son prédécesseur, M. Soudani (PS) que ledit conseil a refusé de subventionner un cimetière particulier pour les musulmans de Rians.

CORRESPONDANCE

La situation au RPR dans les Hautes-Pyrénées

M. Patrick Devedjian, secrétaire national du RPR aux fédérations, nous prie de publier, à la suite de notre article du 8 juillet sur les remous qui agitent la fédération RPR des Hautes-Pyrénées, les précisions suivantes :

« M. Marthe n'a pas été « démissionné » du poste qu'il occupait, mais, en revanche, il a présenté sa démission par lettre du 1^{er} juillet. M. Marthe a été élu président du comité départemental et cela est parfaitement normal dans la mesure où il accède à un poste honorifique qui revient habituellement à celui qui est pourvu du plus grand nombre de mandats électoraux dans un département. J'observe d'ailleurs qu'il n'a pas été élu à l'unanimité, ce qui est un détail. »

« Il est certain que nos militants des Hautes-Pyrénées mènent un combat difficile dans un département où ils n'ont guère été avantagés dans les luttes électorales. Il est néanmoins vrai qu'une unanimité indiscutable rassemble tout le monde pour une campagne active en faveur de Jacques Chirac lorsqu'il sera candidat. »

M. Lajoie : un pseudo-oppo-

Interrogé le mardi 7 juillet par Antenne 2 à propos du débat qui doit l'opposer, le 21 septembre, à M. Jean-Marie Le Pen, M. André Lajoie, candidat communiste à l'élection présidentielle, a expliqué :

« Je lui ai lancé un défi pour deux raisons. D'abord, nous avons été contre sa promotion dans les médias. Mais elle a été faite par le gouvernement socialiste et maintenant par la droite. Une seule indication : Le Pen est passé trois fois à « L'heure de vérité », et moi, qui suis président du groupe communiste à l'Assemblée depuis sept ans, je n'y suis jamais passé. Il est promu et je vais aller le combattre sur son terrain pour le démasquer. Parce qu'il prétend être un opposant et que, en réalité, il enfonce les travailleurs, les petites gens dans les difficultés. C'est lui qui en rajoute sur le démantèlement de la Sécurité sociale, la hausse des loyers, la politique réactionnaire de course aux armements, d'intégration européenne. Il essaie de couvrir sa face par le racisme, la xénophobie, de faire se battre les ouvriers français contre les ouvriers immigrés depuis son château de Saint-Cloud. Alors, je vais le démasquer. »

DÉFENSE

Mort du général de Crèvecoeur L'homme de la colonne de Dien-Bien-Phu

Le général Jean Boucher de Crèvecoeur est mort d'un cancer, mercredi 8 juillet, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Né le 17 décembre 1906 à Pont-a-Mousson (Meurthe-et-Moselle) et ancien élève de Saint-Cyr, Jean Boucher de Crèvecoeur a longuement servi, en 1940, à la campagne de France contre l'envahisseur allemand. Fait prisonnier en juin 1940, il parvient à s'évader et, en novembre 1942, il est auprès du général Frère, qui organise les réseaux de résistance de l'armée. Lui-même franchit la frontière espagnole pour servir, en 1943, dans le corps expéditionnaire français avant d'être envoyé aux Indes britanniques pour créer un service d'action clandestine en Indochine française, occupée par les Japonais.

En 1945, le colonel de Crèvecoeur sert au cabinet du futur maréchal Leclerc, commandant supérieur des Forces françaises en Extrême-Orient, et il assure la liaison avec l'amiral Thierry d'Argenlieu, haut-commissaire de France en Indochine. Avant d'être rapatrié en France, il commande les forces fran-

çaises qui mènent les opérations de libération du Laos.

Après plusieurs séjours tant à Paris qu'à Saigon, Jean Boucher de Crèvecoeur sert, en 1953, auprès du général Henri Navarre, commandant en chef en Indochine. A la tête d'une colonne qui portera son nom, il opère dans la région de Dien-Bien-Phu et combat autour de cette place sans parvenir, toutefois, à rompre l'encerclement du camp retranché, dont la plupart des défenseurs sont faits prisonniers par le Viêtminh. Avant le cessez-le-feu de 1954, il parvient avec ses hommes à rétablir l'intégrité du Laos. Il sera rapatrié en 1955 en France, après avoir reçu le commandement de la 1^{re} division d'Extrême-Orient, qui aura jusqu'au bout assuré la défense de la presqu'île du cap Saint-Jacques.

En 1956, Jean Boucher de Crèvecoeur est affecté en Algérie. Il y organise, notamment, le « verrouillage » de la frontière algéro-marocaine avant d'être nommé préfet du département de la Saoura, où il est chargé du maintien de l'ordre. En 1958, il est adjoint au délégué général de l'organisation commune des régions sahariennes, M. Max Lejeune, et prend part pour l'Algérie française aux côtés du général Raoul Salan. Il est ensuite commandant de la zone des Aurès-Nemencha (Est algérien) et préfet, avant d'être muté en 1960 en France, en raison de son action en faveur de l'Algérie française. Ce qui lui vaudra de demeurer sans affectation jusqu'en février 1961, date à laquelle il est élevé à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur, et il est nommé commandant des réserves stratégiques du Centre-Europe.

En septembre 1961, le général de Crèvecoeur est gardé au secret pendant un mois, à la suite de certaines opérations lancées contre l'Organisation armée secrète (OAS) en France. Remis en liberté, il est placé en disponibilité, mais, en 1965, le Conseil d'Etat annule cette décision, la mesure le concernant ayant été prise dans des conditions irrégulières.

L'« affaire » du lycée militaire d'Aix-en-Provence

Un « Comité pour la vérité et la justice » est constitué

M. Georges Sarre, député et conseiller socialiste de Paris, a présenté à la presse, mercredi 8 juillet, un « comité pour la vérité et la justice », qui souhaite « prendre à témoin l'opinion » au sujet de l'affaire du lycée militaire d'Aix-en-Provence.

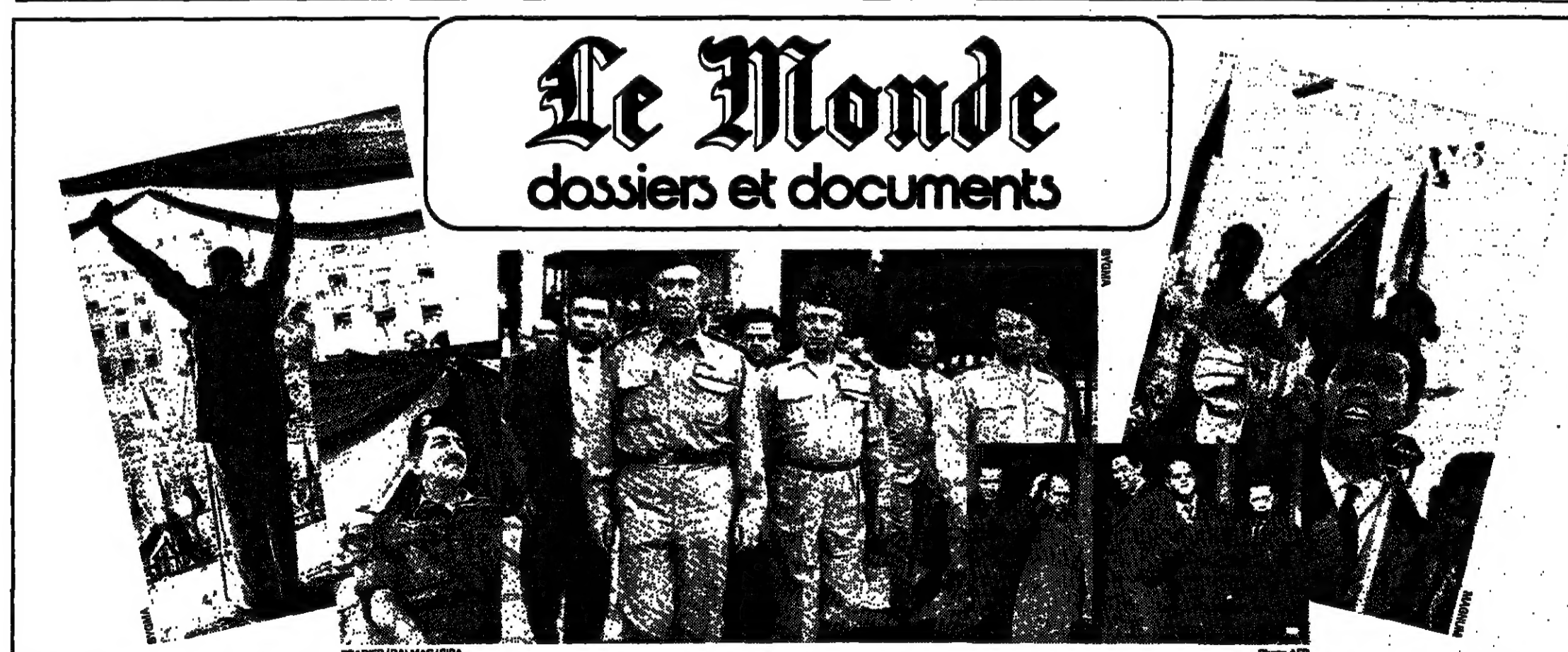
En juillet 1986, deux enseignants de cet établissement, MM. Maignant et Warton, avaient été « remis à la disposition de l'éducation nationale » après une campagne

organisée contre eux par des élèves et des parents.

Les deux professeurs avaient alors dénoncé le climat malsain créé dans le lycée par des militants d'extrême droite ouvertement partisans de l'idéologie nazie. Malgré l'annulation de cette décision par le tribunal administratif de Marseille le 5 février 1987 (le Monde du 11 avril 1987), les deux enseignants n'ont toujours pas été réintégré.

Le comité de soutien présidé par M. Sarre rassemble des élus socia-

listes, des écrivains (François Sagan, Marguerite Duras, Jean Lacouture, Yves Navarre), des artistes (Juliette Gréco, Enrico Macias), des responsables syndicaux (Jean-Claude Barbarant (SNJ), Philippe Daurial (UNEP-ID), Jacques Fombrun (FEN) et des historiens (Antoine Prost, Madeleine Rebérioux). « Cette affaire ne doit pas être enterrée, a affirmé M. Georges Sarre, ce serait permettre à l'institution militaire de se placer au-dessus des lois et de la justice ».



LA GUERRE D'ALGERIE

Il y eut d'abord la conquête, l'installation des colons et l'annexion sous couleur de départementalisation. Le 1^{er} novembre 1954, un petit groupe de conjurés sonne la révolte. La France va s'enliser dans la guerre. Pour faire revivre l'histoire de la tragédie

algérienne, le Monde Dossiers et documents a fouillé ses archives et sélectionné ses articles les plus significatifs. Il en raconte tous les épisodes : le proconsulat de Jacques Soustelle, les échecs de Guy Mollet, la « paix des braves » du général de Gaulle, la France au bord de la guerre civile, les « ultras » de

l'OAS, la longue négociation d'Évian et le drame des harkis.

Le Monde Dossiers et documents rappelle également la chronologie détaillée des événements algériens et publie les portraits des principaux protagonistes.

14 F chez votre marchand de journaux
... ou par correspondance ►

Le Monde
dossiers et documents

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Nombre d'exemplaires : _____ x 18 F (frais d'expédition inclus) _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à : Journal le Monde, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

SPÉCIAL GUERRE D'ALGÉRIE

UN DOSSIER HISTORIQUE SPECIAL

54 000 réponses à l'enquête de la FASP

58 % des policiers jugent « mauvaises » leurs conditions de travail

M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la fédération autonome des syndicats de police (FASP), a présenté à la presse, mercredi 8 juillet, l'enquête effectuée par son organisation auprès des cinquante quatre mille policiers sur l'application de la loi de modernisation de la police nationale. Selon M. Deleplace, l'enquête montre que la modernisation « est en panne » ; les résultats constituent « un véritable signal d'alarme ».

L'un des enseignements les plus importants de l'enquête procède du constat porté par les fonctionnaires sur leurs conditions de travail : à une forte majorité, elles sont jugées mauvaises ou très mauvaises. Si l'on entre dans ce jugement une part d'attitudes convenues, la ventilation des résultats par corps, régions et âges révèle néanmoins des disparités qui soulignent bien des problèmes anciens.

Les CRS sont ainsi — et de loin — les plus mécontents de leur sort. Les conditions d'hébergement, traditionnellement assez médiocres lors de leurs déplacements, en sont l'une des explications (66 % des CRS interrogés à ce sujet estiment que l'hébergement ne s'est pas amélioré de façon sensible au cours des dernières années).

De même, le policier parisien est plus insatisfait que son collègue de province, constat qui se confirme sous les jours en observant le nombre de policiers de la capitale qui, dès leur entrée en fonction, demandent leur mutation en province, quitte à l'attendre une bonne dizaine d'années.

Ce sentiment de travailler dans de mauvaises conditions est à rapprocher du jugement porté sur les locaux (56 % en sont mécontents).

Conditions de travail

D'un point de vue général, comment qualifiez-vous vos conditions de travail ?

Très bonnes	1
Plutôt bonnes	39
Plutôt mauvaises	48
Très mauvaises	10
Ne se prononcent pas	2

Les policiers parisiens et les CRS sont les plus insatisfaits (64 %). La province (57 %) ressent moins les mauvaises conditions de travail.

De façon générale, le degré d'insatisfaction est plus fort chez les jeunes que chez les anciens. De même, les hommes sont plus critiques que les femmes.

Le secrétaire général de la FASP a souligné pourtant que l'argent de la modernisation existait, qu'il avait été voté par le Parlement, mais qu'il était « bloqué », non utilisé « pour des raisons obscures ».

« Pourquoi ne pas utiliser une partie des ressources qui proviennent des privatisations ? », a demandé M. Deleplace avant d'expliquer que, selon lui, il manquait au gouvernement « une volonté politique » pour vaincre les résistances au changement à l'intérieur de la police nationale.

« Le gouvernement n'a pas de projet pour la police », a ajouté le responsable syndical avant d'annoncer que son organisation allait bientôt proposer un plan de réforme des structures policières qui favoriserait « le rapprochement avec la population, l'unification des corps, la formation et l'ouverture, le contrôle et la transparence, la modernisation et la rationalisation ».

Un stage de formation l'ont suivi dans le domaine des relations publiques. Malgré cela, le scepticisme, là encore, domine puisque 63 % des sondés ne voient pas de changement notable dans les relations entre la population et la police, et 55 % restent du même avis lorsqu'on leur demande de pronostiquer l'évolution future.

L'enquête de la FASP aborde également le problème des relations hiérarchiques au sein de la police nationale. Sans doute, comme on peut s'y attendre, la base ne manque pas de critiquer le sommet. Toutefois, c'est ce qui est significatif, la frontière entre l'un et l'autre s'estompe au sommet — les quelque 2 000 commissaires (sur 126 000 officiers).

Si 59 % de tous les policiers (tous corps et grades confondus) qui ont répondu au questionnaire estiment que le système hiérarchique actuel est préjudiciable à l'accomplissement des missions de police, ils ne sont que 29 % à le penser chez les commissaires, alors qu'ils sont 64 % à le dire chez les gardiens de la paix.

Chez les CRS, le pourcentage atteint son plus haut sommet : 81 % sont mécontents de leurs relations hiérarchiques.

Par ailleurs, le manque de concertation est le plus souvent invoqué (60 %), suivi de la mauvaise organisation du commandement (49 %) et, réponse voisine au manque de concertation, de l'absence d'autorité (26 %). Seuls 4 % des sondés avancent le rôle excessif des syndicats. Ventilés par corps d'origine, les réponses expriment la même rupture que celle qui a été constatée plus haut : les commissaires mécontents des relations hiérarchiques en rendent d'abord responsables les syndicats (44 %), les autres corps avançant comme première raison le manque de concertation et la mauvaise organisation du commandement. Les positions semblent, là, inconciliables.

G. M.

Relations hiérarchiques

Actuellement, vos relations hiérarchiques fonctionnent-elles, ou non, de façon satisfaisante ?

Oui	37
Non	59
Ne se prononcent pas	4

La hiérarchie des personnels en tenue est, en règle générale, la plus critiquée (62 % de « non »). Les CRS sont particulièrement mécontents : 81 %. Les personnels en civil, en revanche, sont moins sévères : 51 %.

G. M.

Moral bas

À plus d'un titre, l'enquête menée sous la responsabilité de la fédération autonome des syndicats de police (FASP) — les résultats seront prochainement communiqués à MM. Pasquet et Pandraud — devrait susciter l'intérêt des deux ministères. La FASP en avait décidé le principe en 1985, alors que le plan de modernisation de la police nationale conçu par l'équipe de M. Pierre Joxe commençait à peine à sortir des limbes.

Un an plus tard, lors de son congrès du Bourget, l'organisation de M. Bernard Deleplace réaffirmait que, ayant été un peu à l'origine de la loi de modernisation, elle entendait bien en contrôler l'application. Cette enquête en est la première manifestation. Elle sera suivie, à l'automne prochain, lors de la discussion du budget, d'une journée « portes ouvertes aux élus ». Les militants de la FASP entendent montrer aux parlementaires qu'il y a loin de la coupe aux lèvres et encore plus loin d'une loi votée à sa mise en œuvre.

C'est en effet le principal enseignement de l'enquête de la FASP que de montrer la résistance de l'institution à une modernisation que tout le monde estimait nécessaire et appelait de ses vœux.

L'enquête n'en donne pas l'explication : elle se contente de photographier à l'état brut ce qu'en perçoivent les fonctionnaires qui devraient en bénéficier. Le constat est général : le mécontentement face aux conditions de travail est largement répandu. Il est même plus important chez les jeunes que chez les « anciens ». A moins d'être assurés qu'avec l'âge et sa leur pas-

sage, l'administration devrait y voir une sérieuse source de revendications pour l'avenir.

Deuxième enseignement : l'insatisfaction « qualitative » est aussi mal ressentie que l'insatisfaction « quantitative ». Le temps est vraisemblablement en train de disparaître où, à l'exemple de ces étudiants qui défilaient pour réclamer « des gommes et des crayons », les syndicalistes policiers revendiquaient surtout primes et jours de compensation. A dose homéopathique, une nouvelle conscience émerge, une conscience de service public.

Le jeune policier entend faire correctement le « boulot » et résiste devant ce qui y fait obstacle : mauvais équipements ou mauvaises habitudes. Particulièrement lourde de conséquences est ainsi la véritable fracture qui s'est créée entre la hiérarchie et la base et dont plusieurs éléments de l'enquête témoignent.

De façon générale, le diagnostic est sévère : que ce soit au niveau matériel ou à celui des pratiques professionnelles, qu'il s'agisse des relations internes au corps ou de celles tissées avec la population, le policier 1987 est un fonctionnaire mal dans sa peau. Les policiers ne sont certes pas prêts à descendre dans la rue, mais il est d'autres moyens, moins spectaculaires, pour manifester son mécontentement. Que les fonctionnaires de police, désabusés, bâclent le travail ou traînent les pieds, et les succès auxquels le gouvernement aspire en matière de sécurité pourraient être compromis.

GEORGES MARION.

Une enquête sans précédent

L'enquête organisée par la FASP est sans équivalent dans la police nationale. Les questionnaires ont été distribués dans tous les services de police, sans distinction d'appartenance syndicale, à quelque 120 000 exemplaires, au début de janvier dernier. En deux mois, 54 000 d'entre eux avaient été renvoyés, ce qui témoigne de l'intérêt qu'y ont porté les policiers.

L'institut de sondage IPSOS en a tiré un échantillon de 5 017 questionnaires, pondéré selon

des critères de sexe, de corps (commissaires, inspecteurs, gardiens, etc.), d'appartenance (personnel en tenue ou en civil, et de lieu d'exercice).

En 1982, une enquête d'importance similaire avait été menée par l'administration, mais elle ne portait que sur les problèmes de formation. 70 000 questionnaires avaient été analysés qui avaient donné lieu à une charta de la formation élaborée par le ministère de l'intérieur.

Ni agent secret ni nageur de combat

« Morne Vert » à visage découvert

Patrick du Morne Vert, l'auteur de *Mission oxygène*, un livre consacré principalement à l'affaire Greenpeace, s'appelle Patrick Amory. Il a trente ans et a été successivement professeur d'éducation physique, mannequin, journaliste et écrivain. Il est apparu pour la première fois à visage découvert, le mercredi 8 juillet, sur Antenne 2, au cours du journal de 20 heures.

Les indications qu'il a données ensuite au *Monde* permettent, sinon de faire la lumière sur l'affaire, du moins de mieux cerner le personnage.

Mission oxygène se présente comme un livre à la gloire des nageurs de combat et des agents de la DGSE (services secrets), qui se sont mal remis de l'échec de l'opération *Rainbow Warrior* à Auckland (Nouvelle-Zélande). Deux agents des services secrets, les faux époux « Turenga », furent arrêtés et l'identité d'autres exécutants rapidement dévoilée.

Le fiasco

L'échec était complet et explique la genèse de *Mission oxygène*. Selon son titre, M. Amory, en séjour à y a plusieurs mois en Corse, serait entré en contact avec des proches d'anciens nageurs de combat de la base d'Aspretto, une unité aujourd'hui dissoute. Il aurait petit à petit gagné la confiance des exécutants de l'opération *Rainbow Warrior* et accumulé de nombreux documents sur cette mission et d'autres, réalisées par les services secrets français.

Mission oxygène entend dénoncer l'impérialisme des supérieurs hiérarchiques des agents envoyés en Nouvelle-Zélande. Une série d'erreurs auraient été commises par cette hiérarchie, qui expliquent le fiasco. Porteur de la confiance des exécutants de base, M. Amory met aussi en cause le gouvernement socialiste de l'époque, accusé de n'avoir pas « couvert » après coup les exécutants de l'opération

Rainbow Warrior. Toujours pour la défense de ses amis agents secrets, M. Amory promet pour bientôt des « révélations » sur d'autres missions de la DGSE, réussies ou non.

Contrairement à ce qu'il raconte dans son livre, M. Amory n'a jamais été un agent des services secrets. Pas davantage, assure-t-il, un nageur de combat. A côté de détails vrais sur l'opération *Rainbow Warrior*, *Mission oxygène* contient des contre-vérités manifestes (le *Monde* du 9 juillet), destinées, selon M. Amory, à brouiller les pistes et à « séduire ».

C'est une autre facette du personnage, visiblement ravi d'avoir vu les médias en haleine depuis ses premières « révélations » dans *Paris-Match* (daté 3 juillet). De cette expérience, M. Amory tire la conclusion que la presse est « fragile », prêtant le spectacle à l'information en profondeur.

François de métropole, martiniquais par sa grand-mère paternelle, M. Amory, dont les parents sont enseignants dans le Var, assure avoir plutôt une personnalité de « gauche ». Il en veut pour preuve une photo parue à la « une » de *France-Soir* le 2 mai 1980, où on le voit manifester devant l'ambassade d'URSS à Paris aux côtés, notamment, de M. Jacques Attali, aujourd'hui conseiller spécial du président de la République, et de l'écrivain Bernard-Henri Lévy.

M. Amory est l'auteur d'une thèse d'anthropologie, « *Jamais soutenue* », assure-t-il, sur « l'image du corps du mannequin ». Devenu mannequin lui-même, d'abord pour Doronensis et Saint Laurent, il collabore ensuite à divers journaux, le *Matin* magazine, *Libération*, *VSD* et l'*Événement* du jeudi en particulier. Il a publié, en 1986 aux éditions Robert Laffont, un livre intitulé *Le Grand Jeu de la séduction* en collaboration avec M^{me} Claude Debry.

BERTRAND LE GENDRE.

A la suite d'un différend avec la chancellerie

Le directeur de la prison de Fleury-Mérogis est relevé de ses fonctions et muté à Rennes

Le directeur du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, M. Dominique Fétrot, a reçu le 6 juillet une lettre l'informant de sa mutation à Rennes à partir du 15 juillet. Motif de la sanction : la direction de l'administration pénitentiaire a peu apprécié les termes d'un télégramme que M. Fétrot lui a adressé le 30 juin. Dans ce télégramme, le directeur de Fleury-Mérogis s'exprimait que la chancellerie ait renoncé à un projet d'extension de la maison d'arrêt des femmes. Des études avaient été engagées en ce sens et M. Fétrot comptait ainsi désencombrer cette maison d'arrêt qui abrite cinq cent cinquante détenues pour deux cent vingt places.

Dans son télégramme, qui a déclenché les foudres de M. Arsène Lux, directeur de l'administration pénitentiaire, M. Fétrot se plaignait de « l'atmosphère d'indécision, de contradiction et d'incohérence » qui entourait cette affaire. Il ajoutait : « En conséquence, je vous informe que mes collaborateurs n'agissent plus désormais que sur instructions écrites et définitives de votre part. » Sous-entendu : que la chancellerie fasse dorénavant connaître ses projets et qu'elle nous dise ce qu'elle attend d'un personnel déconcentré par l'abandon du projet d'extension de la maison d'arrêt.

La chancellerie justifie cet abandon en expliquant que chaque place supplémentaire à Fleury-Mérogis coûterait 450 000 francs environ. Or, l'ambitieux programme de nouvelles prisons qu'elle s'apprête à lancer va lui permettre, affirme-t-elle, d'abaisser ce coût à 270 000 francs. Si la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis doit être désencombrée, souligne-t-elle, c'est par des transferts des détenues en nombre dans ces nouveaux établissements.

Qui plus est, ajoute la chancellerie, le quartier des femmes de Fleury-Mérogis compte une moitié de condamnées qui, pour une grande part, ne devraient pas être incarcérées dans une maison d'arrêt si les règles de code de procédure pénale étaient respectées.

A propos de la sanction infligée à M. Fétrot, la chancellerie n'exclut pas totalement qu'elle soit rapportée. « La décision appartient au ministre », disait-on mercredi 8 juillet à son cabinet. Cependant le garde des sceaux, interrogé jeudi

sur Europe 1, a déclaré qu'il approuvait la décision du directeur de l'administration pénitentiaire et qu'il jugerait les propos de M. Fétrot « inadmissibles ».

Une délégation de la CFDT, dont M. Fétrot est membre, a été reçue mercredi par M. Paul-André Sédou, directeur du cabinet. Les membres de cette délégation ont plaidé en faveur d'une mesure de clémence.

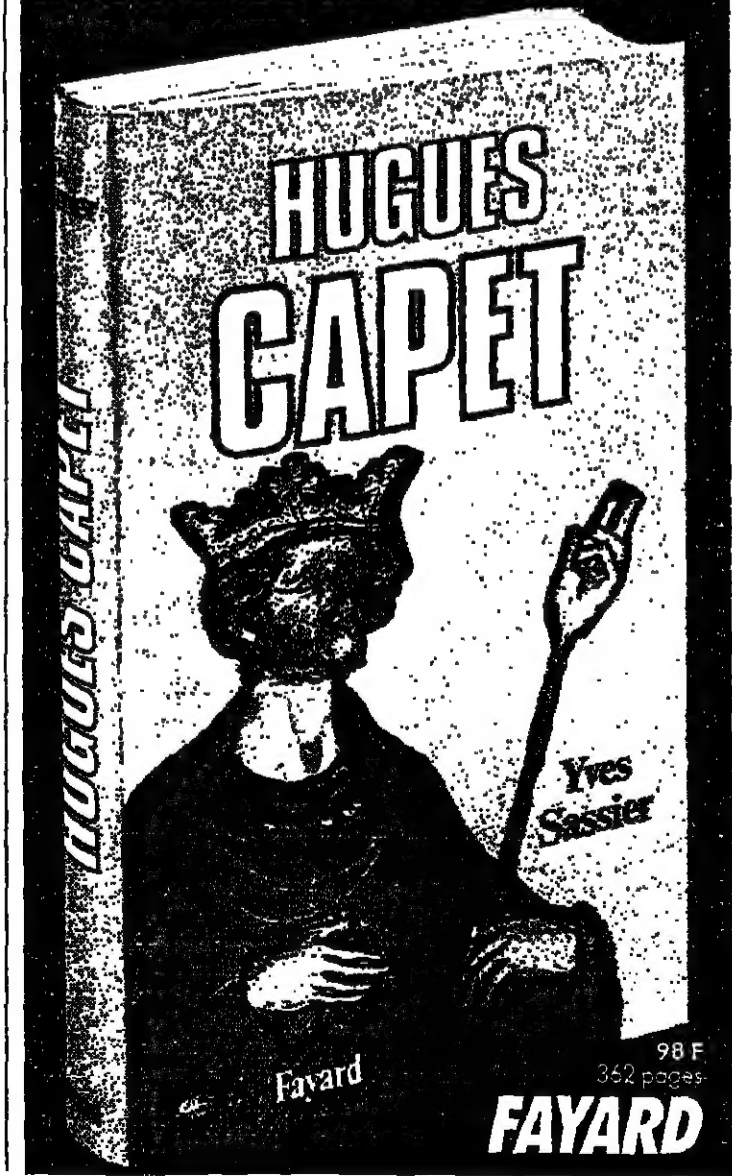
Agé de trente-huit ans, M. Fétrot dirige depuis le mois de février 1984 le centre de Fleury-Mérogis. C'est la plus grande prison d'Europe : 5 200 détenus au total pour 4 300 places. Considéré comme l'un des éléments les plus brillants de l'administration pénitentiaire, M. Fétrot a été promu directeur régional de Rennes en qualité de directeur adjoint. Ce n'est pas une rétrogradation d'échelon, mais ce n'est pas non plus la promotion à laquelle M. Fétrot serait en droit de prétendre. Ses prédécesseurs les plus récents à la tête de Fleury-Mérogis ont tous quitté l'établissement après avoir été promus directeurs régionaux de l'administration pénitentiaire.

B. L. G.

■ M. Yves Chailier a interrompu sa grève de la faim. — M. Yves Chailier, principal inculpé de l'affaire Carrefour du développement, a interrompu « depuis cinq ou six jours », selon son avocat M^{re} Xavier de Roux, la grève de la faim qu'il avait commencée le 19 juin dernier. M. Chailier a été interrogé mercredi 8 juillet pendant une heure et demie par le juge d'instruction.

HUGUES CAPET

L'avènement d'une dynastie qui régna pendant huit siècles sur la France.



هكذا من الاجل

Société

JUSTICE

Avocate de Jean-Marc Rouillon

M^{re} Marie-Christine Etelin réagit vivement aux propos du ministre de la justice

TOULOUSE
de notre correspondant

Se sentant visée par les propos tenus par M. Alain Chalon, le mercredi 8 juillet, sur les antennes de RTL (le Monde du 9 juillet), M^{re} Marie-Christine Etelin, avocate toulousaine de Jean-Marc Rouillon, l'un des chefs présumés d'Action directe, a réagi vivement en cours d'après-midi.

Selon elle, l'attitude du ministre tend à faire des avocats des « boucs émissaires » pour peu que se présentent des difficultés avec les détenus. Sur le fond, M^{re} Etelin, qui s'est exprimée après avoir pris conseil auprès du bâtonnier du barreau de Toulouse, estime que les propos de M. Chalon « traduisent une méconnaissance des règles qui gouvernent les relations entre avocats et clients, la correspondance étant couverte par le secret le plus absolu ». « Cela participe des droits de la défense », a-t-elle ajouté.

« D'après les indications qui m'ont été données », a souligné M^{re} Etelin, les forces de police qui effectuent la perquisition se préparent à prendre connaissance d'un courrier qui m'était adressé et la réaction de mon client a été tout à fait saine car il s'est opposé physiquement à une perquisition. Il s'agit bien de cela. »

Le 24 novembre 1985, M^{re} Etelin avait été interpellée et gardée à vue au commissariat central de Toulouse pendant une partie de la nuit dans le cadre de l'enquête sur Action

directe. « Je mets quiconque au défi de rapporter la preuve que j'ai commis un jour dans l'exercice de ma profession un quelconque délit... » Fataliste, l'avocate conclut : « J'ai le tort d'être le défenseur de Rouillon depuis une douzaine d'années. »

G.V.

Le bâtonnier Stasi : « des suppositions »

De son côté, le bâtonnier Mario Stasi déclare nettement dans un entretien accordé au Figaro du 9 juillet : « Dans cette affaire, le ministre de la justice a fait des suppositions. Il considère que des avocats ont pu devenir complices de leur client. Nous n'en savons rien. Si des avocats avaient manqué à leur devoir, nous en aurions été les premiers avertis. Or nous ne l'avons pas été. Nous n'avons été saisis d'aucune plainte. Aucun avocat ne m'a fait part du moindre fait permettant de croire qu'il y a eu irrégularité. »

« (...) Je tiens trop à l'immunité de l'avocat comme défenseur pour permettre qu'un seul avocat puisse, par son comportement, la remettre en cause. Il ne faut pas remettre en cause la fonction de l'avocat par rapport du prévenu. La justice a tout à y perdre. »

Enfin, M. Alain Chalon lui-même est revenu jeudi matin sur Europe 1 sur ses déclarations en indiquant qu'il avait été « mal compris par les avocats ».

SPORTS

CYCLISME : Tour de France

Jules-César dans la plaine

Deuxième sprint massif en deux jours. Le Néerlandais Jean-Paul Van Poppel a remporté, le mercredi 8 juillet, la huitième étape Troyes-Epinau-Sénart, en réglant tout le peloton au terme d'une course essentiellement marquée par la longue échappée solitaire du jeune Colombien Jules-César Cadena (vingt-trois ans). Van Poppel, qui présentait avec l'Italien Guido Bontempi le privilège d'être actuellement le routier le plus rapide, consolide son maillot vert de classement par points, tandis que le Suisse Eric Maechler conserve le maillot jaune.

ÉPINAU-SÉNART
de notre envoyé spécial

Que se passe-t-il ? Ce Tour de France de l'après-Hinault s'éloigne des schémas traditionnels et bouscule les idées reçues, nous le savons. Mais cette fois-ci c'est à n'y rien comprendre. Voilà que le grimpeur colombien attaque sur le plat, et pas seulement pour faire diversion.

Echappé seul pendant 170 kilomètres entre Troyes et Epinau-Sénart, Jules-César Cadena a porté son avance à plus de 13 minutes, il a vraisemblablement possédé le maillot jaune deux heures durant — une première pour le cyclisme sud-américain — et n'a été rejoint que 11 kilomètres de l'arrivée, un saut de chaîne l'ayant immobilisé alors qu'il était toujours en tête.

Nous commissions cet escaladeur de poche au début de l'après-midi pour passer cinq cols en tête dans les Ardennes l'an dernier, au cours du Critérium du Dauphiné libéré. Cependant, nous pensions que son talent s'exprimerait surtout dans la montagne. Or, hier, il s'est détaché sur une route de plaine rectiligne, balayée par le vent, à 180 kilomètres du but. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'a pas choisi la facilité. Jean-René Bernaudeau, qui s'était lancé à ses trousses, reconnaît à poursuivre son effort, estimant qu'une telle entreprise, fatalement vouée à l'échec, constituait une folie.

Jules-César, lui, s'est battu jusqu'au bout. Jusqu'à ce malencontreux saut de chaîne qui l'obligea à mettre pied à terre alors qu'il ne possédait plus que 50 secondes d'avance après avoir couru une marge de sécurité de 7 minutes à 40 kilomètres d'Epinau-Sénart. Autant dire que l'affaire était classée.

De cette longue escapade menée à vive allure, il ne récolta qu'un bénéfice dérisoire : 30 secondes de bonification glanées à la faveur de classements intermédiaires. Mais, en réalité, il a gagné beaucoup plus, car il s'est attiré la considération générale, l'estime de tous, y compris celle d'un Bernard Hinault admiratif. Il a imposé l'image d'un cyclisme colombien en pleine évolution. Cela préfigure-t-il, à moyen terme, un victoire latino-américaine dans le Tour de France ?

La très longue étape contre la montre (87 kilomètres), vendredi 10 juillet, fournira quelques éclaircissements sur ces points obscurs et apportera les éléments de réponse aux questions que nous nous posons. C'est une étape essentielle. Et qui fait peur.

JACQUES AUGENDRE.

● Classement de la huitième étape, Troyes-Epinau-Sénart. — 1. Van Poppel (P-B, Superconfes), les 205,5 km en 5 h 23 min. 53 sec. (moyenne 38,069 km/h); 2. Vermotte (Bel.); 3. Capiot (Bel.); 4. Wojtinek (Fra.); 5. Lieckens (Bel.), tous même temps.

● Classement général. — 1. Maechler (Sul, Carrera) en 27 h 42 min. 59 sec.; 2. Lavaine (Fra.) à 36 sec.; 3. Müller (Sui.) à 44 sec.; 4. Petini (Ita.) à 1 min. 16 sec.; 5. De Silva (Por.) à 1 min. 35 sec.; 6. Motter (Fra.) à 1 min. 36 sec.

TOUR DE FRANCE FÉMININ ● Prologue à Sable-sur-Sarthe. — 1. Longo (Fra. A), les 2,900 km en 3 min. 42 sec. (moyenne 46,936 km/h); 2. Canins (Ita.) à 5 sec.; 3. Niehaus (RFA) à 11 sec.; 4. Simonnet (Fra B) à 11 sec.; 5. Lafargue (Fra A) à 11 sec., etc.

ÉDUCATION

Les inscriptions dans les universités parisiennes

Listes ouvertes et guichets fermés

Les inscriptions dans les universités parisiennes ont continué à se dérouler dans le calme, le mercredi 8 juillet. Comme on s'y attendait, la situation est délicate dans les universités du centre de Paris pour trois disciplines : droit, administration économique et sociale (AES) et langues étrangères appliquées (LEA). Elle est également tendue en économie. Jeudi matin, il restait cependant des places pour toutes ces disciplines (sauf LEA anglais-espagnol) dans les universités périphériques.

En réalité, la véritable surprise de ces inscriptions 1987 reste l'absence de gros problèmes dans toutes les autres disciplines. Contre toute attente, il restait encore, jeudi matin, près d'une centaine de places en histoire à la Sorbonne, d'habitude

très demandée. Des centaines de places dans les disciplines scientifiques sont encore disponibles sur les trois principales universités concernées (Paris-VI, Paris-VII et Paris-XI-Orsay). Plus étonnant encore : après deux jours d'inscriptions, il reste une centaine de places à Dauphine en gestion, d'habitude submergée de demandes et qui sélectionne les candidats en fonction de leurs notes au bac.

Administration des universités, rectorat ou syndicats étudiants attendaient de voir, jeudi et vendredi, comment se dérouleront les inscriptions des bacheliers rattrapés à Poral, pour essayer d'élucider ce qui apparaît un peu comme un mystère.

Un jeu de piste piégé

« L'université appartient à ceux qui se lèvent tôt. C'était le dicton du jour, mercredi 8 juillet, pour les candidats à l'inscription en première année de droit et d'administration économique et sociale (AES) à l'université Paris-I.

Armés de sacs de couchage, de boissons fraîches et surtout de l'indispensable collante du bac, les plus anxieux avaient pris place devant les grilles du centre Panthéon dès le milieu de la nuit. Les plus malins ou les plus chanceux ont attendu les premières lueurs de l'aube pour déferler, les yeux embrumés, rue Saint-Jacques. Ceux-ci auront été quittes pour quatre ou cinq heures d'attente, le prix à payer pour décrocher l'un des 630 dossiers d'inscription (680 en droit et 150 en AES) distribués par Paris-I à partir de 8 heures tapant.

« Cela n'a duré que deux minutes, le temps d'un coup de tampon sur mon certificat de bac, et on m'a donné l'enveloppe », remarque une lycéenne arrivée du Val-de-Marne à 4 heures du matin, visiblement désoyée d'avoir cédé à la tentation panique des inscriptions.

« Je me suis réveillé tôt pour faire comme tout le monde. » Mais, à quelques heures près, elle se serait trouvée un peu plus loin dans la longue file d'attente et aurait raté le coche. Ouvertes à 8 heures, les inscriptions ont été closes une heure plus tard en AES, laissant près d'une centaine de bacheliers sur le carreau. A 9 h 45, une pancarte « droits complets » était plantée, semant la consternation parmi les deux cents personnes encore massées sur le trottoir. « Cette sélection

par la course est injuste. Seuls ceux qui ont une voiture peuvent s'inscrire », protestait une jeune banlieusarde arrivée par le premier métro du matin, mais trop tard. Opposée à la loi Devoquet en décembre, elle en venait presque à réclamer une sélection par examen.

Vicimes ou bénéficiaires, les étudiants auront en tout cas quitté les lieux avec la conviction de s'être frottés à un système truqué, irrationnel. Des bacheliers de province théoriquement non admis à Paris-I, mais arrivés sur place très tôt, ont pu obtenir des dossiers contre la promesse d'une prochaine domiciliation parisienne. Des banlieusards mal informés sont en revanche arrivés trop tard après un détour par la rue de Tolbiac. Les inscriptions ressemblent trop à un jeu de piste piégé pour ne pas susciter bien des amertumes.

Mais les difficultés de Paris-I s'expliquent en partie par le refus de cette université de présélectionner

ses nouveaux étudiants à l'aide des renseignements fournis par l'opération télématique Ravel. Paris-II (Assas), la fac rivale du quartier Latin, qui n'avait pas eu les mêmes scrupules, a déversé son trop-plein d'étudiants sur elle. Reste qu'une fois dispersés les hordes d'assailants, Paris-I pouvait pousser un soupir de soulagement.

Le recensement télématique amoncelait des inscriptions beaucoup plus dures. 540 étudiants avaient choisi Paris-I en AES pour une capacité de 180. Heureusement, la moitié d'entre eux n'ont pas été présentés. En revanche, en droit, 900 des 1 100 candidats recensés se sont présentés dès le premier jour d'inscription, pour 780 dossiers distribués. Même à l'heure de la télématique, les lois des inscriptions à l'université demeurent impénétrables.

PHILIPPE BERNARD.

Simplification des procédures de recrutement dans l'enseignement supérieur

M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, a fait adopter par le conseil des ministres du 8 juillet un décret sur le statut des professeurs d'université et des maîtres de conférences.

Ce texte apporte des modifications techniques au décret du 6 juin 1984. Il simplifie les règles de recrutement puisque les sections du Conseil national des universités auront statut de jurys et pourront

examiner en même temps les candidatures au recrutement et à la mutation pour pourvoir aux postes vacants. Cela devrait permettre un gain de temps très sensible par rapport à la procédure actuelle.

D'autre part, l'obligation de mobilité est supprimée pour le recrutement des professeurs. Enfin, le délai ultime fixé au 30 septembre prochain pour la soumission des anciennes thèses de doctorat d'Etat est supprimé.

Un rendez-vous du souvenir dans la Drôme

Dieulefit à l'heure allemande

DIEULEFIT (Drôme)
de notre envoyé spécial

C'était bien elle, Jeanne, secrétaire de mairie, vingt et un ans à l'époque. Jeanne Bernier. Quand on l'a montrée tout à l'heure à Pascaline, l'émotion les a toutes deux submergées. Pascaline Cohen, la petite fille de quatorze ans, arrivée à Dieulefit en août 1943, s'est, un beau jour, appelée Colomb puisque Jeanne, très doucement, sans manière, lui avait demandé : « Quel nom veux-tu porter ? Quelle est la couleur de tes yeux ? », avant de lui confier une fausse carte d'identité qui devait la sauver.

Décidément Pascaline remuait à pleins froids ce passé trop présent. Quelques heures plus tôt, elle avait retrouvé une autre amie. Trente-sept ans sans se revoir, mais un attachement à toute épreuve à cause de Beauvallon.

Ces anciens élèves ou professeurs de l'école Beauvallon s'étaient donné rendez-vous mercredi 8 juillet en compagnie de quelques habitants du bourg. Beauvallon, situé à 2 kilomètres au-dessus de Dieulefit, n'est pas une école comme les autres. Elle a été fondée en 1929 par Marguerite Soubeyran, « Tante Marguerite », pour accueillir des enfants à l'air pur et les faire grandir grâce aux méthodes inspirées de l'institut Jean-Jacques-Rousseau de Genève.

Piaget, Claparède sont venus guider ses pas. Pour finir les trois directrices, Tante Marguerite, Simone Monnier et Catherine Krafft ont elles dû à leurs racines protestantes de marquer ce lieu de générosité et de tolérance. Des réfugiés républicains espagnols, avant la guerre, puis des juifs, enfants ou adultes, des résis-

tants, des communistes allemands y ont trouvé asile.

« On arrivait à Beauvallon, racontent-ils, et l'on n'était plus juif, ni Allemand, ni exilé, ni traqué. Simplement on existait comme des êtres humains. » Beauvallon forme et attire des personnes de grand rayonnement. Pierre Emmanuel, Aragon, Pierre Seghers, Emmanuel Moulinier, la pianiste Yvonne Lefebvre entre autres y ont enseigné, s'y sont cachés, reposés.

La couverture rouge

Tante Marguerite savait s'y prendre. Elle était très connue ; des lettres lui parvenaient, libellées à l'adresse : « Marguerite, de la Drôme. » Elle avait hérité de l'affection portée par les Dieulefitois protestants ou non à son père, cet homme qui avait créé la bibliothèque et, se souvient Simone Monnier, « offrait toujours des fleurs à ses visiteurs ». Elle remuait ciel et terre pour obtenir de l'argent, de l'aide, ou de faux papiers, ou pour sauver une vie.

Helmut Meyer et Matzdorff Werner en savent quelque chose. Réunis ici aujourd'hui, ils sont venus, le premier d'Iraël où il vit depuis 1949, le second de Paris, pour tomber dans les bras l'un de l'autre. Ils se remémorent ce jour de l'été 42 où les gendarmes de Chabreuil avaient encerclé l'école et demandé qu'on amène les enfants juifs. Réfugiés tout net des directives qui se précipitaient à la poste. Vite : prévenir les paysans chez qui les petits ont été placés. « Mais la poste ferme à midi. » Enrage encore aujourd'hui Simone. Les enfants sont retrouvés et embarqués à Vénissieux, près de Lyon.

Alors Marguerite et Simone vont se battre. Elles courent à

Lyon, vont jusqu'à l'organisation juive OSE (Œuvre de secours aux enfants), voient des femmes dévouées confier leur enfant et s'enfuit. Puis les deux directrices arrivent à Vénissieux, parlent, insistent, s'accrochent. A minuit, elles ont « les cinq enfants de Beauvallon ». Elles leur font faire de faux papiers tellement faux dans la hâte que, l'année suivante, on s'aperçoit que l'un d'eux passe le brevet à l'âge de trois ans. Ils sont sautés, « ratés », dit un ancien élève, par les chevronnés à la porte du crématorium.

A Beauvallon, à Dieulefit, personne ne parlera. Les protestants, rappelle Jeanne Bernier, « ont gardé une vieille méfiance envers l'Etat ».

Il y aura d'autres alertes pourtant. Après la rafle d'Izieu le 6 août 1944, la prudence redouble. Les enfants juifs dorment la nuit dans les grottes proches. Ils doivent s'assurer, avant de revenir à l'école au petit matin, qu'une couverture rouge n'a pas été nouée sur la terrasse en signe de danger.

Ces jours d'angoisse, les anciens de Beauvallon les revivent aujourd'hui dans un étrange sentiment. Comme si trop de beaux souvenirs s'y mêlaient encore.

Cette soirée, par exemple, qu'évoque Pascaline, où un professeur paralysé à la fin du Silence de la mer de Verconsin, d'une traite, et où tout le monde ensuite est allé se coucher sans un mot.

C'était un soir de l'hiver 1943-1944, dans un coin perdu, au milieu des collines violentes où les chaînes-rouvres ne consentaient à perdre leurs feuilles qu'au premier vent du printemps, quand de nouvelles sont toutes prêtes à les remplacer.

CHARLES VIAL.

RELIGION

Les congés du pape

CITÉ DU VATICAN
de notre correspondant

Le pape va prendre des vacances à Fort pau à la vérité, moins d'une semaine du 9 au 14 juillet. Cette parenthèse dans une vie que tous s'accordent à reconnaître très active, est pourtant une obsolète nouveauté officiellement confirmée, le mardi 7 juillet, par la salle de presse du Vatican.

Jusqu'à Jean-Paul II s'était consacré à des escapades. L'une, en 1984 avait été la plus spectaculaire : le pontife était allé skier quelques heures, en compagnie, du président de la République italienne, le vieux socialiste M. Sandro Pertini, sur les pentes de l'Adamello dans les Dolomites.

En 1985 il avait effectué une randonnée inconnue sur le Grand Sasso, dans les Abruzzes. On se souvient d'une photographie parue dans la presse où l'on voyait le pape portant bécot et cape de berger, endormi la tête sur une pierre. Une nouvelle escapade à ski l'année suivante est considérée comme probable, mais n'a jamais reçu confirmation. L'an passé, le pape avait également fait quelques pas sur les neiges du massif du Mont Blanc, mais c'était alors au cours de la visite officielle au Val d'Aoste.

Cette fois, c'est un séjour un peu plus long qui est prévu, et annoncé à l'avance. Jean-Paul II a répondu à l'invitation des prêtres du diocèse de Belluno, chef lieu de province de la région du Veneto, dans les pré-Alpes italiennes orientales. Le pape sera hébergé dans le manoir de rapace de l'écluse située à Lomazzo, au cœur du massif du Cadore. Le pape interrompra ses vacances le dimanche 12 juillet d'une part pour une visite aux ouvriers forestiers de la région et d'autre part pour la messe célébrée à la mémoire des victimes de la rupture du barrage du Vajont qui en 1969 avait rasé cinq villages et provoqué la mort de deux mille personnes.

Rapportons que Jean-Paul II, grand sportif, s'était dès le début de son pontificat fait installer une piscine dans la résidence, d'été des papes à Castelgandolfo à une trentaine de kilomètres au sud de Rome.

JEAN-PIERRE CLERC.

MÉDECINE

Le gouvernement danois indemnifie les hémophiles contaminés par le virus du SIDA

COPENHAGUE
de notre correspondant

Le gouvernement danois a décidé d'accorder une somme de 100 000 couronnes (environ 85 000 F) net d'impôts à tous les hémophiles du pays qui ont contracté le virus du SIDA.

Jusqu'à présent, le tiers des deux cent vingt-cinq hémophiles danois qui ont été testés se sont déclarés séropositifs. La maladie s'est déclarée chez treize d'entre eux. Quatre, dont un enfant de neuf ans, sont déjà morts, et deux se sont suicidés en apprenant qu'ils étaient atteints.

M. Karst Andersen, qui préside l'association nationale des hémophiles danois, après avoir dans un premier temps essuyé un refus du ministre de l'Intérieur, M. Enggaard (libéral), dont dépend la direction de la santé, a donc finalement obtenu gain de cause.

C. O.

[La décision des autorités danoises constitue un précédent important dans la mesure où l'Assemblée des gouvernements, en particulier européens et américains, ne trouvent pas de consensus sur la question. En RFA, une vingtaine de patients hémophiles ont pu obtenir une indemnité de 100 000 marks (100 000 F) contre la firme pharmaceutique Bayer (le Monde du 19 mars). En France, on estime que plus d'un hémophile sur deux — c'est-à-dire environ mille cinq cents personnes — a été contaminé par le virus du SIDA.]

● La séropositivité au fichier de la police fédérale allemande. — Un porte-parole de la police judiciaire ouest-allemande (BKA) a confirmé, le mercredi 8 juillet, une information de la chaîne de télévision ARD selon laquelle l'ordinateur central de la police, qui recueille des données sur les personnes recherchées ou suspectées, précise également si elles sont porteuses du virus du SIDA. Selon la BKA, la décision de signaler les personnes séropositives a été prise lors d'une conférence des ministres régionaux de l'Intérieur au début de 1986. Cette mesure, toujours selon la police ouest-allemande, est destinée à préserver d'une éventuelle contamination les policiers lors d'arrestations ou de bagarres. — (AFP)

Le Monde DES LIVRES

Duras, la vie comme elle va

Marguerite Duras est devenue le « personnage-clé », « référence obligée » de la revue de presse non conformiste de Philippe Aubert sur Europe 1. Privé de micro — donc d'allusions durassiennes — pendant les vacances, celui-ci a lu pour nous le dernier Duras, la Vie matérielle.

ELLE déteste les citations tronquées, les extraits sortis de leur contexte, tout ce qui n'est pas son œuvre entière ; elle sera donc fâchée, forcément, que nous résumions cent soixante-dix pages de la Vie matérielle par une phrase (page 76) : « Comme ça, vous savez tout. » Oui, comme ça nous savons tout de Marguerite Duras, au long d'un essai-patchwork, un tricot de réflexions, « des aller et retour entre moi et moi » comme elle le formule simplement, en préface.

Restons sobre : c'est donc un livre, tant elle s'y livre. Voilà enfin le point sur les idées durassiennes à l'heure où l'ouvrage a été imprimé. Il faut bien reconnaître, de nous à nous dans le dedans de nous, que nous sommes fascinés, intrigués et passionnés par le bouillonnement idéologique de ses idées sur tout. C'est une suite de petits chapitres (ne dites pas d'articles, elle refuse le journalisme), de digressions sur la vie, l'amour, l'alcool... Rien ne manque à ce catalogue des idées introuvables. Carleman ou Topor aimeraient sûrement son goût du paradoxe et la poésie qui s'en dégage, telle l'odeur de la cire-audessus du plancher : oui, Marguerite Duras, très terre à terre, nous offre même la liste des provisions qu'il faut toujours avoir à la maison ! C'est l'irruption surréaliste de l'Ajax et du Nésacé dans la cosmogonie de Marguerite Duras. Lorsque la superstar de la littérature nous vante les mérites des

« spontanés », elle oublie la majuscule. Il ne s'agit pourtant pas d'un groupe maotiste particulièrement souple, mais bel et bien d'une éponge pour la vaisselle.

Étonnante Duras qui sait parler avec tant de facilité, et autrement, de tout, de rien et d'elle. Elle peut passer d'un chapitre — dur et bouleversant — sur l'alcoolisme à une étude exhaustive sur le « look M. D. », entendez les cols roulés de Duras, sur lesquels elle souhaiterait toucher des droits d'auteur.

A petits pas glissés

On attend quelques commentaires saugrenus sur les jeux stupides de la « 5 », qu'elle adorait, et voici la réflexion lucide d'une téléspectatrice qui garde les yeux ouverts : la télé ne cesse de couvrir la voix des autres. « C'est devenu la règle à chaque décès de personnalité, l'image parlante du défunt est recouverte par celle du journaliste qui dit que ce qu'on entend, c'est bien entendu la voix d'un tel ou d'un tel qui vient de mourir. » Dans les bistrots, où elle est célèbre depuis qu'elle a vendu plus d'un million d'exemplaires de L'Amant (1), on ajoute : « Elle le leur envoie pas dire, la Duras ! »

Mais peut-on cultiver l'irrespect face à un tel auteur, qui part dans toutes les directions et nous laisse parfois au bord de la route ? Oui, bien sûr. Car Marguerite Duras est devenue une star.



Marguerite Duras vue par Xavier Lambour.

Arrive-t-elle à Europe 1, pour répondre à l'invitation matinale de Jean-Pierre Elkabbach, et la voilà qui rassemble photographes et groupies. Elle s'avance à petits pas glissés comme les moines tibétains, regarde le micro derrière ses lunettes trop grosses et prépare ses silences. A l'heure où la pub radio est si chère, elle ponctue de longs silences ses rares mots soigneusement préparés pendant le « blanc » précédent. Le silence qui suit est destiné, lui, à permettre au public de noter la phrase prononcée, de la transformer en réflexion écrite. « J'ai beaucoup parlé de l'écrit. Je ne sais pas ce que c'est », feint-elle de croire dans la Vie matérielle. En tout cas elle l'écrit. Oui, elle parle comme un livre et c'est l'un des traits de son essai : ce sont des « textes dits » à Jérôme Beaujour, puis transcrits. Nous n'oserons pas écrire qu'ils ont été alors réécrits.

Ce qui fait le charme, par son absence de préciosité, de la Vie matérielle, c'est qu'on y cause comme vous et moi, enfin presque. M.D., comme l'a décrite son compagnon-biographe Y.A. (2), laisse sa trace dans le langage quotidien. Aujourd'hui encore, dans les journaux, le moindre chiffre du commerce extérieur est « sublime, forcément sublime », et un cadre moyen, avant d'aller chasser les taupes de son jardin un dimanche matin, jette à ses enfants ébahis : « Détruire, dit-il ! » Marguerite Duras veut ici nous distraire. Ne commencent-elle pas la Vie matérielle par cette phrase (encore une citation détournée elle sera très fâchée, mais c'est le meilleur compliment qu'on puisse lui retourner) : « Ce livre nous a fait passer le temps. »

PHILIPPE AUBERT.

* LA VIE MATÉRIELLE, de Marguerite Duras, POL, 170 p., 69 F.

(1) Ed. de Minuit, prix Goncourt 1984.

(2) M.D., de Yann André, Ed. de Minuit (1983).

La rage de comprendre d'un savant méconnu

De la botanique à la linguistique, la leçon d'André-Georges Haudricourt

Par Claude Hagège

UN étonnant savant. Comment définir autrement, malgré les connotations désuètes du terme, cet homme peu ordinaire qu'une consécration tardive et insuffisante commence de révéler au-delà du cercle des spécialistes et qui publie aujourd'hui un passionnant ouvrage, les Pieds sur terre (1), retraçant son itinéraire intellectuel ? Né en 1911 et ayant grandi dans une ferme, André-Georges Haudricourt apprend à observer la nature, ses espèces, les techniques humaines qui les domestiquent.

Mais, assoiffé de comprendre, il vit aussi dans l'univers des idées et, très jeune, il scrute les causes de la diversité des civilisations. Il puise dans la découverte des convergences insolites, des préjugés racistes, des absurdités tenaces, cet anticonformisme serein et cet humour du bon sens (une facette peut-être de ce qu'on nomme le génie) qui, organisant de fabuleuses connaissances en un tout dominé, feront la fascination de l'homme, un des rares dont l'entretien enrichisse toujours celui qui en a eu le privilège. Jeune ingénieur agronome en 1931, il rencontre de grands maîtres : l'ethnologue Marcel Mauss, puis Nicolas Vavilov, dont il va suivre à Leningrad les travaux de génétique botanique.

Aux dons s'ajoutent les lectures avides (son appartement est aujourd'hui un antre où l'on trebuchait sur des monceaux de livres qui, vomis par des étagères saturées, ne ménagent sur le sol que d'étroits et périlleux sentiers). Un premier maître-ouvrage paraît en 1943 (2). Il retrace l'histoire des plantes cultivées, que seuls font survivre les soins de l'homme, soucieux de préserver ce qui le nourrit, l'habille et le guérit. De la

Transcaucasie au bassin du fleuve Jaune, du Mexique aux Rocheuses, ce livre explique la sélection des formes les plus fécondes, précieux patrimoine génétique où se lit l'histoire des hommes à travers celle des plantes, jetant ainsi les fondements de l'ethno-botanique. Un deuxième livre suit, qui exploite une fascinante collection de documents (3), traçant encore un nouveau champ de recherche : l'étude des outils vitaux de l'homme. Haudricourt déploie l'histoire et la géographie de l'airain, ce prolongement du corps humain, les formes d'attelage, les types d'âge et de reille, en cent lieux divers, dont la Scandinavie, le Louristan, l'Éthiopie, la Corée...

En Albanie

Dès 1932 cependant, au cours d'un voyage en Albanie, où il avait été saisi par l'étrangeté de la langue et des gestes, il avait eu la révélation de la nécessité des sciences humaines pour comprendre les civilisations et leur diversité. Il avait donc suivi les cours des phonéticiens de l'époque, le temps de découvrir que ceux-ci n'avaient aucune idée de ce qu'est une loi scientifique. De là son premier article de linguistique, accepté par Marcel Cohen, autre maître séduisant par ce jeune chercheur surdoué auquel il confia même sa bibliothèque quand il prit le maquis en 1940.

(Lire la suite page 12.)

(1) En collaboration avec P. Dible, éd. A.-M. Métailié, 5, rue de Savoie, 75006 Paris (187 p., 70 F.).

(2) L'Homme et les Plantes cultivées, en coll. avec L. Hédin, NRF, Rééd. en 1987, éd. A.-M. Métailié.

(3) L'Homme et la Charrue à travers le monde, en coll. avec M. Jean Brunhes-Delamarre, NRF, 1955. Rééd. en 1987, éd. La Manufacture, 13, rue de la Bonnardie, 69005 Lyon, et 52, rue de Vauveuil, 75007 Paris (410 p., 130 F.).

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Mauriac et la jeune fille, de Suzanne Prou L'auberge espagnole

ON peut se passionner pour ce petit livre sans avoir lu une ligne de Mauriac ni une ligne de Suzanne Prou, et sans être curieux de l'un ou de l'autre. Que l'auteur de la Terrasse des Bernardini (prix Renaudot) ait reçu ses premiers chocs littéraires et conçu sa vocation d'écrivain, dans les années 30, en découvrant l'auteur de Thérèse Desqueyroux (prix Nobel), de quarante ans son aîné ; qu'elle vienne, comme lui, de la bourgeoisie provinciale et catholique, avec des souvenirs comparables — ici, la Provence ; là, le Bordelais — de vieilles demeures sentant le rideau et la confiture, ce n'est pas encore cela qui compte, ni l'essai que la cadette finit par esquiver autour des romans, des personnages et des thèmes de l'aîné. Une fois de plus, comme dans chacun de nos comptes rendus, il s'agit d'un texte sur... ce qui se passe quand on lit un texte, sur ces drôles de joies qui n'auraient pas lieu sans l'auteur et qui, pourtant, tiennent surtout à ce que le lecteur tire de lui-même à l'occasion de ce qu'il lit, sur l'auberge espagnole qu'est la lecture, sur ces projections indéfinies, ces souvenirs partagés sans avoir été réellement vécus ensemble, cette espèce de mémoire communicante sans limites de temps ni de lieu...

LES dispositions pour l'activité magique de la lecture s'acquièrent moins qu'elles ne se cultivent. On naît, ou non, avec dans le nez l'odeur particulière des librairies, des colles de brochage. Ce goût ressemble dès l'origine à une reminiscence, à une reconnaissance. Il se satisfait de n'importe quel objet, ou presque, et il ne prédispose pas forcément à les bien choisir.

Ce fut le cas pour Suzanne Prou. C'est le hasard d'un soldat qui l'a plongée, vers quatorze ans, dans l'Enfant chargé de chaînes. Elle est la première à trouver que l'occasion de s'enflammer n'était pas si bonne ; et l'auteur n'aurait pas été le

demier à l'admettre, lui qui a relégué ce titre de ses débuts à la fin de ses Œuvres complètes et qui en soulignait, je me souviens, les imperfections.

La jeune Suzanne Prou est irritée — comment ne pas l'être ? — par le nommé Jean-Paul, petit chrétien du début du siècle qui met beaucoup d'esthétisme à « aller au peuple » et de dédain à se laisser aimer par une cousine à robes pastel, de la pire espèce. L'auteur lui-même n'a pas de mots assez roses pour qualifier l'humilité popote de Marthe.

Et, pourtant, la lectrice d'alors s'identifie à Jean-Paul. Elle se retrouve dans l'univers du brumeux et de l'inachevé où le héros se meurt, dans sa conviction fière d'être le seul élément intelligent de la famille. Elle adopte ses lectures préférées, le Gide des Nouritures, Francis Jammes, le Barrès du Jardin de Bérénice — tant il est vrai qu'un roman conduit, comme les dictionnaires, d'un texte à l'autre. Elle passe sur la sottise de Marthe par tendresse pour son « air de jeune fille qui va aux messes matinales et que le jeune pâlit ».

C'est plus que de la sottise que Mauriac reproche à la cousine. Avec une misogynie qui ne fera que croître et que le féminisme n'ébranlera jamais, il trouve à son personnage la « petite âme ménagère » propre à « toute jeune fille ». « Rien n'intéresse les femmes que leurs servantes », assure encore le jeune Bordelais élevé dans les jupes de veuves parlant de leurs bonnes...

LES hommes ne sont pas mieux servis. Mauriac ne s'est pas caché de peindre, avec Servet, Marc Sangnier et d'avoir exhalé à ce propos son dépit personnel de n'avoir pas retenu l'attention de l'animateur du Sillon.

(Lire la suite page 12.)

JACQUELINE CAUÛ

Les caméts rouges d'Alma
Roman

79 F

Se mère meurt. Aurora bascule. Elle rejoint Alma, l'aïeule, et suit son errance jusqu'au cœur rouge de l'Australie. Elle écrit l'histoire de ses femmes, femmes de passage, migrantes qui se débattaient comme des poupées gigognes.

S E U I L

هكذا من الازل

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ÉCRITS INTIMES

Louis Chadourne

le sursitaire

Enseveli par l'effacement d'une tranchée à Metz, en Alsace, durant les combats de l'été 1915, Louis Chadourne (1890-1925) se considéra dès lors comme un sursitaire, et les troubles nerveux dont il souffrait ne firent que renforcer le sentiment qu'il avait d'être désormais un homme en trop dans un monde en ruines. Son ami Valéry Larbaud se battit pour que son œuvre fût reconnue, mais rien n'y fit, et ce poète, novelliste, essayiste et romancier (1) demeura méconnu malgré deux publications posthumes (2). Les pages inédites — nouvelles et ébauches de roman — réunies sous le titre de *Journal d'un homme tombé de la lune* esquissent le portrait d'un auteur écrivant sous la dictée de ses angosties.

« La guerre donnera peut-être aux peuples le loisir de se connaître. La guerre est une manière d'internationalisme : elle nous a contraints, nous Français, à nous occuper d'autres objets que nous-mêmes », disait Louis Chadourne, qui, sans illusion sur l'avenir, dressait l'inventaire de toutes les formes et mauvaises raisons qu'ont les peuples de s'étriper à intervalles réguliers.

Ce texte et d'autres prouvent que cet écrivain n'était pas le nihiliste et le cynique que certains crurent déceler en lui en lisant le préface de son « *État dépressif* ». Louis Chadourne, tout simplement, souffrait d'une maladie incurable : la lucidité.

PIERRE DRACHLINE.

★ JOURNAL D'UN HOMME TOMBÉ DE LA LUNE, de Louis Chadourne, éditions des Césaires (8, rue des Césaires, 75028 Paris), 61 p., 78 F.

(1) *Le Maître du navire*, édition française illustrée (1919) ; *l'Inquiète Adolescence*, Albin Michel (1920) ; *Terre de Chanaan*, Albin Michel (1921) ; *le Feu-au-noir*, Albin Michel (1923).

(2) *Conquérant du dernier jour*, préface de Valéry Larbaud, éditions de la Nouvelle Revue française (1928) ; *Accords*, préface de Benjamin Crémieux, éditions de la Nouvelle Revue française (1929).

LE CHATEAU EN FRANCE

Direction : J.P. BABELON

Co-édition : Collège Nationale des Documents Historiques et Sites

21 x 30 cm - 440 p. - 350 F.

Berger-Levrault

UN GRAND NOM DE FRANCE

Christophe Colomb juif

Défense et illustrations

Sarah LEIBOVICI

Une véritable enquête dans l'univers apparemment innocent des illustrations, à la découverte de signes et de symboles irrationnels, de folie masquée, d'espérances messianiques...

Un volume 14,5x21, 28 illustrations, 224 pages — 140 FF

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

VOS COMPÉTENCES POUR LE MARKETING DE NOS COLLECTIONS

Dans l'édition, nous occupons une place de premier plan.

Nos produits touchent des secteurs variés : littérature générale, guides, ouvrages pratiques... et possèdent une solide notoriété.

Votre rôle : participer à l'élaboration d'une stratégie marketing et la mettre en place. Pour cela, vous prendrez en charge l'étude des nouveaux projets, les opérations publicitaires, la conception et la réalisation des documents commerciaux.

Nous confierons cette fonction clé à un professionnel de la promotion du livre capable de s'adapter à une production éditoriale très variée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous réf. 280/M à CURRICULUM, 6, passage Lathuille 75018 PARIS.

ROMAN

Une résistance

de tous les temps

Jacques Drouet, retraité de la banque, n'est pas homme à se promener, une nuit de Noël, avec une jeune femme dont il ne sait que le prénom et deux hommes qui ont, comme lui, un cocktail Molotov dans la poche. Pour qu'il en arrive là, il a fallu qu'un 8 octobre les mots « *loyalisme, démocratie, solidarité* » lui parussent essentiels et s'apprêtait à danser devant la tour Eiffel ; pour qu'il en arrive là, il a fallu que le Front fit son putsch et que, parvenant les premiers sauts, l'ONU envoyât du côté d'Alençon des casques bleus japonais et danois. Et voici Drouet non seulement rattaché à l'Union populaire mais, malgré son âge, combattant dans les milices normandes.

Ce récit d'un conflit franco-français présenté sans ambiguïté — Frontistes ou miliciens, chacun reconnaît les siens et les autres — aurait pu n'être qu'une autre façon de raconter une fois de plus le temps des Moulin et des Barbès ; mais l'auteur de la *Ligne verte* (à la fois rempart et seuil d'espérance) est celui des *Reins et les Coeurs*, celui de la *Vie de Guillaume Perier*, un personnage que le romancier Paul-André Lesort présentait en soulignant qu'il « se méfiait des tentatives pour réduire un être à une définition, à quelques fixelles ».

Drouet n'est pas réduit. Sa complexité n'est pas d'un hésitant, d'un tiède — la tiédeur ne s'engage pas — mais d'un homme qui ne se contente pas des formules, fustigeant l'expression de ses fidélités.

Opposant au front, il veut que sa vie et les mots aient un sens et il ne peut pas ne pas craindre l'oubli de cette vie et de ces mots par les générations (nous ?) trop enclines à la somnolence alors que veille inlassablement la fureur des liberticides.

C'est dire que ce récit d'une résistance, s'il ne néglige ni l'action ni la complexité de la question de la liberté — belle fable qu'une rivière normande devant un Rhin, un Oder... un Mur ! — fait sa part à ce qui est la vie d'un homme, et aussi bien à ses souvenirs sentimentaux qu'à ses angosties quand l'événement le plonge dans l'histoire toujours recommencée, quand d'un côté et de l'autre de la ligne les mêmes mots n'ont pas la même signification, quand sa propre morale est déjouée parce que l'intolérance est baptisée ordre.

PIERRE-ROBERT LECLERCO.

★ LA LIGNE VERTE, de Paul-André Lesort, Le Seuil, 316 p., 99 F.

HISTOIRE

1940 : l'effondrement

au microscope

Avant que témoins et acteurs entrent dans le silence, la défaite de 1940 suscite un redoublement d'attention chez les historiens et les chercheurs. Ils reconstituent pièce à pièce l'immense puzzle de ce mal et de ce juin de l'effondrement, accumulent les témoignages. L'invasion libératrice de la Normandie en 1944 a été maintes fois contée. La raz de marée allemande de 1940 beaucoup moins. R.-G. Nobécourt, qui l'a vécu à Rouen, reconstitue au jour le jour, et même d'heure en heure, les événements. Passionné de la chose militaire, il connaît toutes les unités, la carrière de tous les généraux. Il décrit les tribulations et les combats des uns, les décisions — et les incertitudes — des autres, les réactions des notables, celles de la population. Récit minutieux ; alerte, cependant. Au détour d'une phrase, malgré le recul volontaire, le témoin passe la tête avec humour ou amertume. Un général exige que l'on balise le pont Boieldieu à Rouen pendant qu'on en barrait les accès : « Ce pont est sale... ». A côté des fuyards, des imbéciles et des éperdus, des hommes tombent dans des combats désespérés.

Désespérés aussi ceux que retrace, avec la même abondance de témoignages, Roger Bruce, qui poursuit sa monumentale reconstitution des « combattants du 18 juin » démolie par l'annonce par le maréchal Pétain de la demande d'armistice. On fuit sans vergogne ou on meurt « pour l'honneur ».

JEAN PLANCHAIS.

★ LES SOLDATS DE 1940 DANS LA BATAILLE DE NORMANDIE, de R.-G. Nobécourt, éditions Berrout, rue Gutenberg, 76810 Lannoy, 396 p., 118 F.

★ LES COMBATTANTS DU 18 JUIN, t. III, L'ARMÉE BROUË, de Roger Bruce, Fayard, 435 p., 120 F.

La Femme pressée

se vend bien

Sept semaines après sa parution, le livre de Paul-Loup Sulitzer, *la Femme pressée* (Stock-Éditions n° 1), vient de franchir le cap des 200 000 exemplaires vendus. Ainsi, la polémique soulevée à propos de la paternité de ce roman n'a-t-elle pas eu — c'est le moins qu'on puisse dire — à son succès. Le 15 mai, au cours de l'émission « *Apogées* », sur Antenne 2, Bernard Pivot avait présenté l'écrivain Paul-Loup Sulitzer, l'auteur de *la Femme pressée*. L'ouvrage avait été présenté comme la véritable sœur de *la Femme pressée*. L'ouvrage avait été présenté comme la véritable sœur de *la Femme pressée*. L'ouvrage avait été présenté comme la véritable sœur de *la Femme pressée*.

L'œil du Vatican

sur l'islam

Au firmement de l'islamologie en français, il faut désormais compter avec une étoile inattendue : l'Institut pontifical des études arabes et islamiques (I). On connaît déjà, de cette institution, la revue *Islamica*, publiée depuis 1975, avec également des textes en arabe et en anglais, et dont la teneur scientifique et critique ne n'est pas démentie. Elle est aujourd'hui animée par un religieux français islamisant, le Père Maurice Bormann.

L'Institut a désormais un service de librairie par correspondance qui fournit même des cassettes pour apprendre l'arabe. Les ouvrages et dossiers disponibles concernent aussi bien des textes musulmans fondamentaux en arabe et français (les *Quarante Hadiths*, d'El-Nacoussi, le *Credo des imammes*, de Muzaffar, etc.) que des études orientalistes inédites (la *Magie arabe*, de M. Lagarde, *Textes de figh*, de M. Bormann, *Traité de théologie musulmane* de R. Caspar, etc.).

Le Vatican aussi a l'œil sur l'islam...

J. P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Institut pontifical des études arabes et islamiques, 49, place Saint-Apollinaire, 00186 Rome.

DERNIÈRES LIVRAISONS

CRITIQUE LITTÉRAIRE

★ DANIEL FREY : *Brecht, un poète politique*. La poésie peut-elle être politique ? A travers « les images, symboles et métaphores dans l'œuvre de Bertold Brecht », l'auteur s'efforce de montrer que poésie et révolution sont étroitement liées chez Brecht. Il nous fait découvrir des poèmes peu connus. (L'Age d'homme, 288 p., 140 F.)

★ CHRISTINE DUPOUY : *René Char*. Un livre d'analyse plus qu'une simple biographie. L'auteur s'intéresse à la genèse de l'œuvre et la suit dans sa croissance organique. Présentation des principaux recueils du poète. (« Les dossiers » Belfond, 348 p., 120 F.)

ESSAIS

★ JEANNE HYVRARD : *le Cercen*. Derrière ce titre en vers, le témoignage d'une femme sur « la longue et douloureuse maladie ». Dialogues de femmes qui cherchent à nommer l'innommable, « dialogue de sourds » entre la société et ses « boucs émissaires ». (Editions Des femmes, 244 p., 79 F.)

HISTOIRE

★ FRANCO ADRAVANTI : *Gengis Khan, premier empereur du « Mirabile Dominum »*. — « En sept ans, j'ai accompli une grande œuvre et formé un empire », disait celui qui fut, avec Attila, l'un des conquérants les plus craints de l'histoire. Franco Adravanti a écrit le récit épique des guerres menées par Gengis Khan. Traduit de l'italien par Raymond Couvreur, 363 p., 150 F.)

★ DANIEL BERESNIAK : *Franc-maçonnerie et romantisme*. L'auteur, franc-maçon lui-même, dresse un panorama complet des principales idéologies générées par les différentes loges depuis la fin du dix-huitième siècle et analyse leurs interactions avec les thèmes romantiques. (Chiron, collection « Janus », dirigée par Daniel Beresniak, 138 p., 110 F.)

NOUVELLES

★ BRUNO DAUDIN : *A la dérive des continents*. Onze nouvelles qui nous mènent aux quatre coins de la Terre, des dunes sahariennes aux glaces antarctiques. Avec des personnages fragiles, blessés par leurs rencontres avec le monde. Bruno Daudin est physicien de formation. Son recueil vient de recevoir le prix Stendhal de la nouvelle 1987. (Génart, 152 p., 66 F.)

ORIENTALISME

★ VINCENT-MANSOUR MONTEIL : *le Lincoln de feu*. Louis Massignon 1883-1962. Étroitement mêlée et superbement traitée, la magistrale du maître, Massignon, et l'itinéraire du disciple, Monteil. Du Sahara du Père de Foucauld à Gandhi en passant par la guerre d'Algérie et Jérusalem, une somme de culture, d'expériences spirituelles et

d'actions politiques. (Ed. Vegepress, 30, rue René-Boulanger, 75010 Paris, 296 p., 120 F.)

PHILOSOPHIE

★ JAN PATOCKA : *la Crise du sens (II)*, *Masaryk et l'action*. Professeur de philosophie à l'université de Prague avant de devenir président de la République tchécoslovaque en 1918, T.G. Masaryk a toujours vu dans son action la mise en œuvre de sa philosophie. Les articles réunis dans ce volume témoignent de l'intérêt du philosophe tchèque pour l'itinéraire de Masaryk et d'un soul commun des deux hommes de repérer la sens et la liberté jusqu'à dans les absurdités de l'histoire. Traduit du tchèque par Erika Abrams. Postface d'Henri Declève. (Ousia, diffusion Urin, 264 p., 90 F.)

POÉSIE

★ NAJOUA AOUN ANHOURY : *Panorama de la poésie libanaise d'expression française*. Il y a longtemps qu'on aime en français, au Liban, pays du monde arabe, et cela continue. L'auteur a passé au peigne fin ce patrimoine original, de 1890 à 1986, qui a donné aussi bien Nadia Tuani que Georges Schehadeh, Grand Prix de la francophonie 1987. Préface du président Charles Hélou. (Ed. Dar-el-Machreq, Beyrouth, diff. Librairie orientale, 200 p., 80 F.)

ROMANS

★ JACQUES BELLEFROID : *La grande porte est ouverte à deux battants*. Ouverte ou fermée ? Jacques Bellefroid a choisi : il ouvre largement sa porte, sur les mots et les choses, et nous invite à en passer le seuil. Rédaction d'un roman paru en 1964. (La Différence, 136 p., 49 F.)

★ JEAN HUGUET : *Enlila*. Sur les « deux grandes voies d'accès à l'improbable vérité de l'histoire, celle des chiffres et celle des hommes », Jean Huguet a choisi la seconde pour relater les heures les plus violentes de la Révolution française, entre le printemps 1793 et 1794, en Vendée. *Enlila* est la suite des *Tambours de la Bourguignonne*, publié en 1986. (Robert Laffont, 400 p., 95 F.)

SOCIÉTÉ

★ GÉRARD BOUTET : *Petits métiers oubliés*. Les gagne-misère, volume III. L'auteur a parcouru la Sologne, la Beauce, le val de Loire, le Perche, le Gâtinais et le Berry pour raconter quelques-uns de ces « gagne-misère » dont l'identité professionnelle n'évoque plus rien, ou presque : coupeur de cochon, caillouteur, fouilleur d'argile... (Jean-Cyrille Godefroy, 256 p., 110 F.) Du côté de ces métiers perdus ou en voie de l'être, Mick Fouricot raconte l'histoire de Marie la dentellière. (France-Empire, 232 p., 75 F.)

LA VIE LITTÉRAIRE

Une revue francophone en Terre sainte

Kountrass signifie, en hébreu, « Carnets ». C'est le titre d'un bimestriel « de pensée juive et d'information », édité à Jérusalem par une équipe de rabbins orthodoxes à l'intention d'un public francophone. Cette revue, qui se veut un outil de réflexion spirituelle et religieuse, participe pleinement de la renaissance du judaïsme traditionnel en Israël, mais aussi en France. En l'espace de quatre numéros, elle a trouvé son audience et son style.

Chaque sommaire étant axé sur un dossier historique, *Kountrass* a raconté, par exemple, l'aventure extraordinaire et peu connue de cette communauté juive lituanienne qui, fuyant les nazis puis leurs alliés japonais alors que la guerre faisait rage, finit, après un long périple via Vladivostok et Kobié, par échouer à Shanghai pendant l'été de 1941. Dans son der-

nier numéro (mai-juin 1987), *Kountrass* retrace par le menu le passage à la cour de Louis XVI d'un kabbaliste et grand voyageur venu de Jérusalem, le rabbin Yossef David Asoula.

★ KOUNTRASS est publiée par l'Institut Raché (BP 5553, 91054, Jérusalem) et distribuée par une librairie française de Jérusalem, le Centre Galila, 8, rue Mitz-Chérim.

Mort du traducteur

Mogens Boisen

Le colonel Mogens Boisen, que ses compatriotes avaient baptisé « le traducteur de tous les temps », est décédé à Copenhague à l'âge de soixante-dix ans.

Cet officier de carrière, d'une personnalité hors du commun, aura battu un record, en Scandinavie du moins. Les lecteurs danois lui doivent près de neuf cents traductions d'œuvres littéraires, classiques et modernes, anglaises, américaines,

allemandes, autrichiennes, françaises, suédoises et norvégiennes. La grande des auteurs va de Chaucer à Günther Grass, de Melville à Freud et à Musil.

C'est pour occuper ses loisirs en dehors de ses heures de service qu'il avait commencé à traduire certaines pages d'auteurs étrangers qui l'intéressaient. Rapidement il s'était pris au jeu et, en 1968, il demandait à bénéficier d'une pré-retraite pour s'adonner en professionnel à ce qui était devenu son unique passion. Travailler acharné, soucieux de précision autant que d'élégance, il s'était attaqué aux textes les plus difficiles. Sa traduction de l'*Ulysse* de James Joyce, qu'il introduisait, comme tant d'autres livres, au Danemark, restait un modèle du genre. A chaque édition, il résistait profondément à sa version initiale. Traducteur de de Gaulle et de Malraux, il avait commencé, peu avant sa mort, une nouvelle version de *la Recherche* du temps perdu de Proust.

CAMILLE OLSEN.

EN BREF

★ Deux distinctions concernant le roman policier viennent d'être attribuées : le prix du Sursis 1987 est allé à GILLES PERLAULT pour *le Dérangement* (Mercure de France, coll. « Crise par-fait », voir « Le Monde des Livres » du 13 mars 1987) et le prix Moncey, qui récompense un ouvrage « mettant en valeur l'action de la gendarmerie », à MAURICE PÉRISSET pour *le Cahier de confessions* (Le Rocher).

★ GEORGES-OLIVIER CHATEAUREYNAUD a reçu le prix de la nouvelle décerné par le Rotary-Club de Paris, pour son recueil *le Héros blessé au bras* (Grasset).

★ Le biologiste JACQUES TESTART vient de recevoir le quatrième prix littéraire des droits de l'homme pour son livre *l'Œuf transparent* (Flammarion).

★ Le 36^e prix Antoine Armand a été décerné à JACQUES LOVICHIL pour son recueil *Fractures du silence* (Ed. Sud), à l'occasion des Journées internationales de la poésie qui se sont tenues récemment à Rodéz. Deux cents poètes venus de France, Belgique, Suisse, États-Unis et URSS étaient présents à ces journées, consacrées plus particu-

lièrement cette année à Blaise Cendrars. Deux autres prix ont été attribués : le prix Marie Veronca a été décerné à JACQUES GASC pour son manuscrit : *Procédure des lieux d'appel* et le poète belge JACQUES VANDEBROUCK a reçu le prix Claude Sarrat pour son recueil *Vers l'épave obscure*, publié par l'imprimerie du Cheyre.

★ Le Grand Prix des jeunes lecteurs de la FEEP (Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public) a été attribué à ODILE WEULERESSE pour son livre *le Serment des catacombes*, édité par le Livre de Poche.

★ Le prix Fénéon de littérature, décerné par l'université de Paris à « un jeune écrivain de conditions modestes afin de l'aider à poursuivre sa formation littéraire », a été attribué à LAURENCE GUILLON pour *le Tsar Hérode* (Mercure de France).

★ GILBERT SINOUE vient de recevoir, pour son roman *la Pourpre et l'Or* (Olivier Orban), le prix Jeand'Hérou. Ce prix, décerné pour la première fois, est destiné à récompenser le meilleur roman historique.

★ La Fondation de France a décerné ses prix, qui récompensent des ouvrages français et étrangers pour les enfants. ANNE BOZELLE a remporté le prix du meilleur album illustré pour son livre *Liberté toujours* (collection « Le scribe qui mord » chez Gallimard). Dans la catégorie Première Lecture, le jury a récompensé JANOSH pour son album *Je te guéris, dit Proust* chez Castorina (traduit du polonais par Barbara Schild). Dans la catégorie Contes, romans, récits, ESTHER HAUTZIG a été distinguée pour son récit *la Stupe infante*, édité par l'École des loisirs (traduit de l'anglais par Vivian de Dina). Enfin, parmi les documentaires, le prix a été décerné à JEAN VERCOUTTER, pour son livre *A la recherche de l'Égypte oubliée*, dans la nouvelle collection « Découvertes » de Gallimard.

★ PRÉCISION. — A propos du colloque de Cerisy-la-Salle consacré à Blaise Cendrars, annoncé dans « Le Monde des Livres » du 26 juin, on doit s'adresser au CCE, 27, rue Boulardière, 75016 Paris. Par ailleurs plusieurs manifestations sont organisées au Centre Georges-Pompidou à l'occasion du centenaire de la naissance de l'écrivain.

ans de rec
La première bi
laudataire dep
ne œuvre mon

Claude FK
Jean ZIE

laude

Biagri
Julli

ÉDITION

CE QUE LES FRANÇAIS ONT LU CETTE ANNÉE

Une saison morose

APRÈS l'«année Duras» (1984-1985), où le million d'exemplaires vendus — avec l'*Amant* (prix Goncourt 1984) — par un écrivain considéré comme voué aux petits tirages était réconfortant pour tous, puis l'année des «gros» prix littéraires (1985-1986), la saison qui s'achève n'a pas fière allure. A part l'interallé avec l'*Étudiant étranger*, de Philippe Labro (Gallimard, autour de deux cent mille exemplaires), les prix littéraires n'ont guère brillé, notamment le Goncourt, *Valet de nuit*, de Michel Host (Grasset), qui n'a pas dépassé les cent cinquante mille exemplaires.

Même Pierre Belfond, qui a pour habitude de moquer ses confrères quand ils se plaignent, se montre déçu, en dépit de sa satisfaction «d'avoir un prix Nobel, avec Soyinka». «Presque tous nos livres sont loin de leur objectif, précise-t-il, notamment les Dames de Missalough, de Colleen McCullough, qui, avec ses cent mille exemplaires, n'a pas comblé notre attente». Chez Laffont, autre maison de traditionnels best-sellers, le ton est le même, et on ne se félicite que de «la bonne tenue du fond et du succès croissant de la collection Bouquins».

Seul Fayard, sans triomphalisme, affiche une certaine sérénité, due en particulier à la stabilité des ventes de ses biographies historiques (autour de douze mille) agrémentées cette année de beaux succès : le *Louis XIV* de François Bluche (cent cinquante mille) ainsi que *Fouquet*, de Daniel Dessert, *Capet*, d'Yves Sassi, *Pétain*, de Marc Ferro (tous trois autour de vingt-cinq mille). Outre un joli «coup» éditorial avec l'autobiographie de Lech Wałęsa, *Un Chemin d'espoir*, Fayard peut ajouter à son bilan le nouveau Christiane Collange, *Chers enfants* (quatre-vingt mille), et le très beau conte moral de Patrick Süskind, *Le Pigeon*.

Dans le groupe des Presses de la cité, en pleine réorganisation, il est très difficile d'obtenir des informations précises. Dans les différentes maisons, on affirme laconiquement que l'année a été «satisfaisante» et on se garde de donner des chiffres. Signalons tout de même, chez Julliard, les succès du *Jean de Florette*, de Pagnol, de *Blandine de Lyon*, de

François Fontaine, et de l'*Ame désarmée*, l'essai sur la culture de l'Américain Allan Bloom. Dans la production de la librairie académique Perrin, il faut distinguer le remarquable livre de Laurence Schifano sur Luchino Visconti, paru il y a peu.

On a cependant le sentiment qu'il y a soudain dans ce groupe pléthore de managers et de carente d'éditeurs. Heureusement, il reste Christian Bourgois, dont la rigueur et le goût ne se démentent pas (que ceux qui ne les ont pas lui emportent vite en vacances les livres de Traven et de Tabucchi qu'il a sortis voilà quelque temps). Il va être rejoint par Ivan Nabokov, dont le talent avait fait la réputation de la collection étrangère d'Albin Michel (cette maison, qui a beaucoup modifié son équipe éditoriale, mais tarde à en communiquer la composition définitive, perd là son meilleur directeur littéraire).

Comme toujours dans les mauvaises passes, il y a eu cette saison quelques triomphes : Dans le secret des princes, d'Alexandre de Marechies et Christine Ockrent (Stock, plus de quatre cent mille); la *Maison de Jade*, de Madeleine Chapsal (Grasset, deux cent mille), un livre pas tout à fait à la hauteur de la bouleversante apparition de son auteur à «Apostrophes»; Fayard vient de sortir, toujours de Madeleine Chapsal, *Adieu l'amour*, qui a déjà atteint les cinquante mille exemplaires.

Valeurs-refuges

Les «valeurs sûres» devenant, dans les moments difficiles, des valeurs-refuges, les écrivains confirmés ont tous retrouvé leur public : Patrick Modiano (*Dimanches d'août*), Françoise Sagan (*Un sang d'aquarelle*), Frédéric Marceau (*Les Passions partagées*), Michel Déon (*La Montée du soir*) (tous chez Gallimard); Jean d'Ormesson (*Le Bonheur à San Miniato*, Lattès); Jean Duvour (*Le Séminaire de Bordeaux*), Henri Troyat (*Le Troisième Bonheur*) (tous deux chez Flammarion); Maurice Denzère (*L'Adieu au Sud*, Denoël); Bernard Clavel (*Amorok*, Albin Michel); Jeanne Bourria (*Les Amours blessées*, La Table ronde); Elie Wiesel (*Le Crépuscule au loin*), Gabriel

A l'heure du premier bilan de la saison qui s'achève (septembre-juin), les éditeurs sont plus que moroses : sinistres. Diminution globale des ventes, augmentation des retours (les libraires peuvent renvoyer les nouveautés qui leur avaient été adressées d'office), baisse de tirage des traditionnels best-sellers, vente médiocre des prix littéraires... On pourrait encore allonger la liste. Seules manquent les vraies raisons : l'agitation du PAF (paysage audiovisuel français) ? Probablement. Un désintérêt croissant pour la lecture ? Peut-être pas. Une incapacité à choisir dans une production pléthorique relayée par une promotion médiatique où l'on parle moins du livre que de la personne de son auteur ? Certainement. Alors, si elle se s'éternise pas, la crise sera sans doute salubre...



CAGNAT.

García Marquez (*Le Temps du choléra*) (tous deux chez Grasset); Marguerite Duras (*Les Yeux bleus chevelus noirs*, Minuit); la *Vie matérielle*, POL; Julien Green (*Les Pays lointains*), Jean Lacouture, pour le troisième tome de son *De Gaulle* (tous deux au Seuil).

Parmi ceux qui ont rejoint ce «peloton» de tête, on remarque France Huser (*La Chambre ouverte*) et Didier Van Cauwelaert (*Les Vacances du fantôme*), tous deux au Seuil. Il faut relever aussi le retour, après un prix Goncourt et plus de dix ans de silence, de Jean Carrière (*Les Années sauvages*, Laffont), ainsi que celui d'Yves Berger, avec l'un des meilleurs romans de la production annuelle de Grasset, *Les Mains du nouveau monde* (Yves Berger a en outre obtenu le grand prix

d'André Frossard (Laffont); le témoignage de Miep Gies, *Elle s'appelait Anne Frank* (Calmann-Lévy); l'autobiographie du footballeur Joël Bats, *Gardien de ma vie*; le *Viol du silence*, d'Eva Thomas, un témoignage sur l'inceste (tous deux chez Aubier); le «redoutable», *Heureuse et pas fâchée de l'être*, de Nadine de Rothschild (Lattès); le très déplaçant *Un petit juge*, de Jean-Michel Lambert (Albin Michel).

Les essais n'ont guère dépassé ou même atteint les cinquante mille exemplaires, si l'on excepte *l'Identité de la France*, de Fernand Braudel (tomes II et III); *L'Écuf transparent*, de Jacques Testart (tous deux chez Flammarion); *Génération*, de Hamon et Rotman (Seuil); Raymond Barre, d'Henri Amouroux (Laffont); *le Cinquième Président*, d'Alain Duhamel (Gallimard). Derrière, on relève, pêle-mêle : *le Mariage blanc*, de Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhommeau; *Ce que je crois*, de Paul Milliez; *la Barbarie*, de Michel Henry; *l'Éloge des intellectuels*, de Bernard-Henri Lévy (tous chez Grasset); *Les Français sont formidables*, de Jean-François Kahn (Bailand); *l'Ari du roman*, de Milan Kundera (Gallimard); *la Femme au temps des pharaons*, de Christiane Desroches-Noblecourt (Stock); *l'Érotisme*, de Francesco Alberoni (Ramsay), qui illustre parfaitement la médiocrité de l'année avec ses quinze mille exemplaires, contre les trente mille du précédent essai de l'auteur du *Choc amoureux* (Ramsay).

Parmi les livres que les éditeurs aimeraient voir «hanter» les plages cet été et dont certains se sont déjà très bien vendus, comme *Allô Lotolite*, c'est *Coco*, de Claude Sarraute, Flammarion, quatre-vingt-dix mille exemplaires, ou *Pour un arpent de terre*, de Claude Michelet (Laffont, cent dix mille), citons : *le Crime de Combe-Jadoulle*, de Brigitte Le Varlet (Albin Michel); *Terre violente*, de Jacqueline Sèné (Hachette littéraire, prix RTL); *De la part de la princesse morte*, le beau récit de Kénizé Mourad (Laffont); *Meurtre à l'Élysée*, de Jean Duchâteau (Calmann-Lévy); *les Nouveaux Contes de ma Provence*, d'Yvan Audouard, le *Messager d'arc-en-ciel*, d'Edgar

Faure (tous deux au Pré aux Clercs); *la Parité*, d'Alberto Ongaro (Sylvie Messinger); *Karl-Marx Avenue*, d'Eric Laurent (Orban); *la Naine*, de Pierre Magnan (Denoël).

Réjouissant et moral

Pour terminer sur ce qui est réjouissant et «moral», notons que les «oubliés» des prix d'automne se sont bien vengés : Pascal Quignard (*le Salon du Wurtemberg*, Gallimard, cent mille); Jean Vautrin (*la Vie Ripolin*, Mazarine, soixante-dix mille); Sébastien Japrisot (*la Passion des femmes*, Denoël, cent cinquante mille). En outre, Gallimard a très bien vendu le passionnant essai d'Alain Finkielkraut, *la Défaite de la pensée*, ainsi que *Une Vie de flic*, de Bernard Deleplace, dans la collection lancée à la rentrée par Bertrand Le Gendre et Edwy Plenel, «Au vif du sujet». Les premiers romans sont restés dans des tirages confidentiels, mais à part *Bille en tête*, d'Alexandre Jardin (Gallimard, plus de soixante mille exemplaires), *Koiel*, d'Avigal Amar (Buchet-Chastel) ainsi que les huit mille exemplaires d'encouragement de *Condamné amour*, de Cyril Collard, et de *la Société des femmes*, de Thierry Lévy (tous deux chez Flammarion).

Enfin, pour tempérer la morosité, signalons que plusieurs livres de qualité ont, chacun à son niveau, donné des résultats satisfaisants, notamment : *le Cœur absolu*, de Philippe Solers (Gallimard); *la Vie fantôme*, de Danièle Sallenave (P.O.L.); *Moi, Tituba, sorcière noire de Salem*, de Maryse Condé (Mercure de France); la remise en vente du *Nom de la rose* d'Umberto Eco (Grasset), à l'occasion du film de Jean-Jacques Annaud; la nouvelle traduction de Malcom Lowry, *Sous le volcan* (Grasset); la réimpression de *Septentrion*, de Louis Calaferte (Denoël); *la Neige de Saint-Pierre et Turlupin*, de Leo Perutz (Fayard); *le Mystère Waldheim*, de Bernard Cohen et Luc Rosenzweig (Gallimard, «Au vif du sujet»); les nouvelles de Noëlle Châtelet, *Histoires de bouche*, Mercure de France (bourse Goncourt de la nouvelle), et l'*Anthologie des nouvelles japonaises*, que Gallimard a réimprimée.

JOYANE SAVIGNEAU.

30 ans de recherches !
La première biographie
de Baudelaire depuis un siècle.
Une œuvre monumentale !

Claude PICHOLS
Jean ZIEGLER
Baudelaire



Biographie
Julliard

La rigueur des «petits»

SANS aller jusqu'à dire «vive la crise», Bernard Barrault affirme tranquillement : «Ce va mal, mais ça peut-être une chance. Si on veut regagner le public, il va falloir se battre, débattre, en finir avec ce système qui tourne sur lui-même. L'avenir appartient peut-être à ceux qui auront envie de défendre des textes. On a toujours raison de rêver. Après avoir longtemps soutenu Philippe Djan, Bernard Barrault a enfin été récompensé. Il mise maintenant sur Armand Faraïchi, Jacques A. Bertrand et Jean-Daniel Baltasset, notamment. De ce dernier, il a publié cette année, sans succès, le premier roman, *la Falsité*, et un recueil de nouvelles, *l'Orage des chiens*.

Parmi les autres éditeurs qui, avec des ambitions et des réussites diverses, s'en tiennent à une politique où le goût littéraire et la réflexion intellectuelle prennent le pas sur les «coups», citons, dans le désordre, avec un exemple de leur production : Lieu commun (*le Livre brûlé*, lire le Talmud, de Marc-Alain Ouaknin); Alinéa (*la Fin de Horn*, de Christoph Hein); Ombres, à Toulouse, et Arléa, à Paris, qui perpétuent la tradition du libraire éditeur (*Enfants et meurtriers* et *les Mutilés*, d'Hermann Ungar pour le premier — lire en page 14 — *la Dame du Job*, d'Alexandre Viatlatte, pour le second); Actes Sud, qui continue sa politique de fond (*le Laquis* et *la putain*,

de Nina Berberova, *Requiem pour Fanny Goldman*, Berlin un lieu de hasard, d'Ingeborg Bachmann); La Différence (*les Souffrances du prince Stenarhoch*, de Ladislav Kirm); les Éditions des femmes (*Femmes de la rive gauche*, de Shari Benstock); Liens Lévi (le premier roman d'Ibrahim Souss, *Loïn de Jérusalem*); les Lettres nouvelles (*le Llano en flammes*, de Juan Rufo); Luneau-Ascot (*Côté jardin*, de Gino Lagorio); Galilée (*Cool memories*, de Jean Baudrillard); Desjonquères (*Enquête sur un sabre*, de Claudio Magris); Champ Vallon (une excellente collection sur les villes : Maren Sell, dont c'était la première saison (*Ailes de plomb*, de Zhang Jie); la Découverte (*Regardez-moi*, d'Arta Brooker); Phébus (*la Rédaction des Mémoires inutilés* de Carlo Gozzi, de la *Route de Silverado* de Stevenson et le dernier volume de la nouvelle traduction des *Mille et une nuits*); Odile Jacob (*le Statu*, d'intérieur, de François Jacob, la *Force de l'amour*, de Michel Baroni); Picquier (*Lauré Wilowes*, de Sylvia Townsend Warner); Rivages (un inédit de Nabokov, *l'Enchanteur*, des nouvelles de Steven Millhauser, *Histoire des larmes*, d'Anne Vincent Buffaut, *l'Identité masculine en crise*, d'Annelise Maurgue); enfin, le tout nouveau Quai Voltaire (*Tanger*, de Daniel Rondeau, *Réveil à Tanger*, de Paul Bowles).

Jo. S.

Michèle Bleustein-Blanchet - Gunilla Fridén

RUPTURES
RUPTURES

QUAND L'AMOUR
ÉTOUFFE
LE BEST C'EST L'AIR !



Michel Lajoin

CARRERE

هكذا من الالحاح

سكزا من الاحل

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

L'auberge espagnole

(Suite de la page 9.)

Les pauvres sont regardés avec la condescendance dégoûtée d'un bourgeois de province du début du siècle. Les adjectifs « morne », « trivial », « ignoble », leur sont couramment associés. « On voyait, dans le jour terni, des équipes de balayeurs sordides. » Les ouvriers sont laids; on leur voit des « dents blanches », la peau grise, des « grosses mains gercées aux ongles noirs ». L'écoulement mêlé de suspicion... suspecte culmine à propos des garçons coiffeurs, aux cheveux « luisants de tous les fonds de pot du patron ».

Malgré ces préjugés pas nets, Suzanne Prou se laisse séduire par les passages moins atteints par l'air du temps parce qu'ils concernent la nature : « l'herbe mouillée des jardins endormis », « les tournoisements d'alcovettes ». On peut se mettre à aimer un livre, et la littérature, pour une seule image qui nous fait songer, qui a éveillé notre perception, nous aide à l'évoquer, à la convoquer de nouveau... Cocteau racontait qu'une spectatrice ingénue voyait régulièrement Phèdre pour le vers où l'héroïne rêve d'être assise avec Hippolyte « à l'ombre des forêts », vers qui résumait d'après elle, non sans pertinence, toute la pièce de Racine...

A Robe prétexte, aussi, Suzanne Prou en voit les défauts. Mais elle doit à ce roman de s'être mise à apprécier des visites à une tante, visites qui, jusque-là, l'assommaient. Par ressemblance avec le livre, elle a pris goût à la maison de sa parente. Elle s'est ouverte à des sensations qu'il lui échappaient. De lire qu'une lampe met « sur le perron une tache de lumière » nous rend apte à changer un souvenir similaire en objet d'art, de culte.

Mauriac n'a pas été le seul « catélysateur » rencontré par Suzanne Prou. Comme beaucoup de jeunes femmes des années 40, elle a dévoré Giraudoux, Rosemond Lehmann, Charles Morgan, puis Joyce, Proust, Claudel. Elle a ignoré le Mauriac engagé de la guerre d'Espagne et de la Résistance. Elle en tenait pour les romans, seules lectures avec lesquelles joue à plein la béatitude de vies par procuration. Et cela, même si elle n'adhère pas pleinement à la vision du narrateur.

Les femmes, dont on a toujours dit qu'elles étaient les meilleures réussites de Mauriac, ne quittent la piété naïve de l'adolescence que pour tomber dans les délires de l'amour maternel dévoyé ou les âpres transmissions de patrimoines. En simplifiant, on pourrait dire

que, selon l'auteur de *Genitrix* et de la *Pharisienne*, il n'y a de femme que mère et de mère qu'insatisfaite, desséchée. La plupart des épouses sont enjuguées dans des vies de ménage sans issue. Elles n'ont pas plus droit au plaisir qu'à l'accomplissement professionnel, tout métier les vouant à perdre beauté et féminité.

SEULES les pécheuses ont quelque personnalité et l'éclat trouble qui manque aux dévotes ainsi qu'aux vieilles filles furtives qui glissent en arrière-plan. Le risque pris n'est pas mince. L'acte de chair, alors, engage corps et âme. Qualité de l'œuvre, il expose au feu éternel, ou pis : à la condamnation des voisins. Desquoyroux respirent de ce que l'auteur n'a pas réussi à l'amener à son Dieu. Car il y a du berger sauveur de brebis égarées dans le romancier catholique selon Mauriac !

Les maris sont le plus souvent épais, bêtement satisfaits. Seul le jeune homme garde ses chances et ses charmes aux yeux de celui qui disait n'avoir jamais quitté la patrie de son « adolescence d'autrefois ». Et cette patrie est inséparable d'un paysage, d'une saison, d'un climat.

Ainsi s'expliquent les rendez-vous quelque peu manqués de Mauriac avec le théâtre. L'indication scénique d'Asmodée précisait : « La pièce donne directement sur une vaste terrasse au-delà de laquelle on doit pressentir la forêt landaise. » Comment « pressentir » les odeurs de pins, les vols de pelombes, les grands vents atlantiques chassant les tourtereaux d'orage comme la contrition effaçant le péché, alors que le support de nos sensations n'est qu'une toile peinte ondulant au gré des courants d'air de coulisse ? Le roman, lui, autorise le rêve, l'entretien, la rêverie.

Suzanne Prou raconte qu'au moment de se mettre à écrire elle s'est souvenue des atmosphères mauriaciennes. On veut bien le croire, car ses livres dégagent un parfum proche, ils supposent la même foi dans les âmes, même si l'auteur ne se préoccupe pas, comme son devancier, de sauver ses âmes, mais seulement d'observer leurs souffrances.

Je le répète : ce petit livre de confiance peut être lu dans l'indifférence à Mauriac et à Suzanne Prou. Seule raison d'être — et il parvient à ses fins : que, l'ayant lu, on ait hâte de lire autre chose comme Suzanne Prou à la Mauriac, c'est-à-dire dans la jouissance.

★ MAURIAC ET LA JEUNE FILLE, de Suzanne Prou, Ramsay, 132 p., 79 F.

● SOCIÉTÉ

La dernière vie d'Emilie et de Mélanie

Le Bois du seigneur : un premier roman de Denise Avenas à la gloire de ses aïeules anonymes qui ont su « résister »

L'AN 1956 : Emilie Tussord meurt à quatre-vingt six ans. Elle avait eu onze enfants entre 1891 et 1915. Elle en avait perdu quatre. Sur sa tombe, Eugène, son petit-fils, « sanglote (...). Pleure également sur son enfance, sa vie ratée, trop de promesses non tenues, cette terre qui meurt. Regarde les châtaigneraies à l'abandon, les champs qui s'effondrent, la masse des broussailles qui peu à peu envahit tout, la petite maison vide depuis des années... » Que ceux qui n'ont jamais éprouvé cette détresse s'interrogent au plus vite sur eux-mêmes. Denise Avenas, voyant ces châtaigneraies désertées, a compris qu'il lui fallait écrire *Le Bois du seigneur*, parler de ce coin du Vivarais où tout ce qui devait conduire à sa naissance s'était noyé.

Dans ce pays de Huguenots, dur, aride, où l'austérité calviniste tentait de donner à la misère une dignité, sont nées Mélanie Rouveyre, en 1867, et Emilie Tussord, en 1870. Elles ne devaient jamais se rencontrer. Mais la petite-fille de Mélanie, Léa, épouse le petit-fils d'Emilie, Eugène. Ce sont les parents de Denise Avenas. Ces arrière-grands-mères inconnues ou entrevues, ces grand-mères mal aimées ou négligées, qui ont traversé le siècle sans être vues, subissant les hommes, les grossesses, la pauvreté, les enfants (onze pour Emilie, huit pour Mélanie), Denise Avenas a voulu leur restituer un destin, leur redonner une enfance, un pays,

des espérances. Et sans doute les retrouver pour elle-même. En 1978, Marthe, qui mourra deux ans plus tard, est la seule survivante des enfants d'Emilie. Quant à Fanny, elle ne connaît pas la fin digne de sa mère Mélanie, qui, un jour de décembre 1917, après avoir perdu trois fils à la guerre et vu mourir son mari, marcha, en plein hiver, vers l'église. Quand ses filles arrivèrent, la glace avait déjà cédé sous son poids. Fanny, elle, finit sa vie auprès de son plus jeune fils, Lucien, à la ville. Lorsqu'elle perd la mémoire, on l'emmène dans une de ces maisons dites de retraite, qui, si luxueuses qu'elles soient, ne sont que des mouroirs. Quand elle refuse de s'alimenter, on la met sous une perfusion, pour prolonger, non pas sa vie, mais ses douleurs.

Une violence nue

Certes on connaît ces vieillessees désormais toutes identiques. Mais la pudeur, la retenue de Denise Avenas y ajoute quelque chose : le va-et-vient subtil entre les destins des deux familles, entre le pays sauvage des gènes, de l'inconfort, et le pays dit urbain où l'on meurt comme Fanny, nourrie de force, à peine humaine, dans la peur et la souffrance, l'expression d'une violence nue, celle de ces destinées de femmes, commencées dans le dénuement, à la fin du dix-neuvième siècle, et achevées dans la brutalité de la fin du vingtième siècle.

Ce livre, plus proche du récit que du « roman » (comme il est indiqué sur la couverture) est la dernière vie d'Emilie, de Mélanie, Marthe, Fanny et Ruth, leur revanche sur une existence obscure et une société qui a effacé jusqu'aux traces de leur passage sur terre — les maisons abandonnées du Vivarais ne sont plus que quelques pierres recouvertes de buissons secs.

Malheureusement, il a été publié chez un très petit éditeur, et sa diffusion est probablement confidentielle. Il ne faudra pas craindre d'insister un peu auprès du libraire. *Le Bois du seigneur* en vaut la peine, car cette généalogie, l'histoire rude de ces femmes, leurs douleurs, l'anonymat, le travail dans une campagne parcimonieuse sont retracés sans mièvrerie, sans nostalgie factice, sans épanchement.

Nous sommes nombreuses à avoir nos Marthe et nos Fanny. Lire Denise Avenas, c'est savoir qu'il faut courir leur dire, s'il en est encore temps, que nous avons échappé à leur sort, nous sommes vraiment leurs petites-filles. En silence, elle ont transmis leur courage, leur obstination et leur maître mot : « résister ».

★ LE BOIS DU SEIGNEUR, de Denise Avenas, éditions Joseph Cles, 5, rue de la Claf, 75005 Paris, 232 p., 98 F.

La rage de comprendre

(Suite de la page 9.)

Handricourt passa donc les années de guerre à dévorer des livres de linguistique. Pour cet esprit universel, la conversion était naturelle : il savait que l'histoire des mots reflète celle des mœurs et des techniques.

Il suit donc les cours de phonologie du linguiste André Martinet et présente en 1947 une thèse des Hautes Etudes sur les parlers gallo-romans, que les autorités d'alors, effarouchées par son esprit novateur, prirent le prudent parti d'ajourner. Ainsi dissuadé, et bien que ce livre (3) fût appelé à faire date en linguistique, Handricourt part pour l'Indochine, non sans avoir étudié le siamois et le khmer. Alors commence la longue série des travaux, dont certains révolutionnaires, sur les rapports entre le thaï et le vietnamien, sur la branche mon-khmer, sur les chinois archaïques, sur les tons (variations mélodiques modifiant le sens des mots) dans les langues d'Asie du Sud-Est.

Handricourt avait (aussi) étudié le « bouaïou », langue néo-caldonienne. Attiré par les possibilités qu'offraient les idiomes austronésiens pour la reconstitution d'un passé que les sciences autres que la linguistique (archéologie, anthropologie) ne permettaient qu'à peine de sonder, il décide de se consacrer à cette famille, dont le territoire, de Madagascar à l'île de Pâques, dépasse en immensité celui de toutes les autres. Il obtient en 1959 une mission en Nouvelle-Calédonie. Il y retournera trois fois et en rapportera des études décisives sur les principales langues de l'île, leurs liens de parenté, et les riches enseignements que la linguistique générale peut tirer de l'examen de leurs structures et de leurs types d'évolution. De ce travail de tant d'années et des recherches sur les langues d'Asie du Sud-Est, il recueille de précieux échos, qui donnent envie d'en entendre d'autres encore, dans un livre magistral à l'érudition maîtrisée (4).



André-Georges Handricourt : un « génial clochard ».

Il y a fort à craindre que l'on ne retrouve pas avant longtemps d'homme capable de couvrir d'une seule haleine, en une puissante synthèse, autant de champs du savoir que ce génial clochard (il ne désavouerait pas le second terme ; au contraire, il confie qu'il s'est plus parfois à en rêver). D'un itinéraire aussi riche, et non encore clos, on peut du moins retenir quelques idées qui devraient inspirer ceux qui se sentent une vocation de recherche en sciences humaines. Le fait social, d'abord, doit être reconnu dans son importance, et sa vertu explicative épuisée avant que l'on ait recours aux étiologies génétiques.

D'autre part, toute conclusion hâtive doit être évitée tant que l'on n'a pas recueilli un nombre important de données soigneusement contrôlées et observées sans les a priori qui tendent indéfiniment à domestiquer des corpus récalcitrants. Ensuite, il faut respecter l'altérité du prochain, de sa culture, de sa langue, de ses usages, sans le réduire en le contraignant, parfois avec de bonnes intentions, à se dissoudre dans la ressemblance.

Enfin, les langues sont des organismes dynamiques et non des systèmes figés dans une intemporalité totalement formalisable. Le même qui tient sous son regard aigu les plantes que l'homme cultive est aussi celui

pour qui les langues ressemblent à des espèces vivantes. Il nous rappelle donc une vérité féconde : qu'on le veuille ou non, qu'on se laisse ou non tenter par les spéculations logico-philosophiques ou par la séduction de mainte dérive contemporaine, la linguistique est, entre autres choses, une science d'observation. L'exemple d'Handricourt trace une conduite : à légèreté présomptueuse des généralisations sur quelques données anémiques ni accumulation besogneuse de savoirs invertébrés ; mais effort opiniâtre d'une pensée scientifique qui synthétise et prédit, parce qu'elle exploite à fond le terrain factuel et observe sans schèmes préformés.

Quand on a eu la bonne fortune d'être l'élève ou l'interlocuteur d'Handricourt, on en vient à regretter qu'il ait tant esquivé la notoriété, et que de bons esprits voués à l'étude du langage qui se dépriment aujourd'hui de modes naguère dominantes n'aient pas entendu plus tôt cette voix où l'ironie, bémolisant sans cesse le propos, en accuse encore la limpide profondeur.

CLAUDE HAGÈGE.

(3) *Essai pour une histoire structurale du phonétisme français*, Klincksieck, 1949. Rééd. en 1970, éd. Mouton, Paris-La Haye.

(4) *Problèmes de phonologie diachronique*, Société d'études linguistiques et anthropologiques de France (SELAF), 5, rue de Marseille, 75010 Paris), coll. « Langues et civilisations à tradition orale », 1972.

Faire parler Barbie

(Suite de la première page.)

On passe, en route vers Izieu, près de Brangues, où Paul Claudel se prépare à passer de l'Ode au maréchal à l'Ode à Gaulle... Rosserie de l'académicien-potache à un prédécesseur trop imbu de son lyrisme et de sa gloire. Mais qui, rappelons-le, avait écrit au grand rabbin son indignation devant la persécution. Izieu, dans le soleil d'un matin d'avril, avec un Barbie en chapeau mou, et qui rêve sans com-

plex. Léa, aussi, en contrepoint, la pauvre Léa semi-gâteuse, quarante-quatre ans après, devant le tribunal. Cette même Léa, prise à Izieu avec ses enfants qui l'appelaient « maman » et qui a voulu les suivre jusqu'à Auschwitz.

Cette vieille femme divagante, à l'accent impossible, c'est le témoin le plus émouvant et, avec ses à peu près, le plus convaincant.

Des seconds rôles un peu ridicules, Français moyens comme le Poirot-Delpech de *L'Été 36* aime à les décrire. Entrent un valet de comédie, imaginaire huissier, pourvu d'une fille fêlée de sociolinguistique, puis une jurée suppléante appliquée, un peu nanaïche, et qui prend des notes. Sans parler du nazillon de service, de deux journalistes, l'oncle et le neveu.

Le jargon de la fille de l'huissier n'est qu'apparence. Nous ne sommes pas au *Séminaire de Bordeaux* (2) de Jean Dutourd. Sous la cuistrerie appliquée surgit une analyse subtile de « ce procès de ce qui ne peut être dit ni par le bourreau ni par les victimes ». Et à travers les notes de la jurée suppléante, la bêtise, l'abjection, la honte, l'héroïsme, en quelques phrases pieusement recueillies. La petite dame, elle aussi, s'appelle souvent Poirot-Delpech. « La tripe, dit-elle (dit-il), a remplacé le catéchisme. » La conscience du ventre : le choc affectif s'est substitué aux principes.

Quant au militant nazifiant, il fait son petit éditorial. Suivez son regard.

Les deux journalistes ? Le vieux cherche à expliquer, le jeune s'indigne. Les Français savaient-ils quel était le sort des

juifs que refaient les Barbie ? Échange verbal sans résultat. Sans doute parce qu'il n'y a pas vraiment de réponse. Quelques-uns savaient, quelques-uns ne voulaient pas savoir : la plupart ignoraient. Aujourd'hui où les informations se bousculent et s'annulent (« Noah contre Shoa ») il est difficile de concevoir qu'il y en ait si peu à l'époque et si contradictoires, si poussées par les propagandes, que ce qui s'échangeait, ce qui circulait, ce qu'on croyait, c'était le bobard. Comment expliquer que, dans les procès de la Libération et des années encore après, on ait si peu parlé du génocide ?

Le livre a été écrit avant que ne fût connu le verdict de la cour de Lyon. L'écrivain Poirot-Delpech n'en parle pas dans son « procès-roman ». Ce qui n'a rigoureusement aucune importance.

Barbie à Lyon, avant la sentence, a fini par lâcher trois phrases. Est-ce lui que Bertrand Poirot-Delpech a fait parler ? Un peu moins, un peu plus monstrueux ? Peu importe. A travers le livre, c'est un Barbie qui s'exprime, le symbole de tous les Barbie passés, présents et à venir. Mais en face de lui, en face d'eux, il y aura toujours des Léa ignorées qui un jour suivront « leurs enfants » jusqu'au bout.

JEAN FLANCHAIL.

(2) Flammarion.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Jean-Loup Bemanos
Luc Balbont

Bemanos
aujourd'hui

Après la
Palme d'Or à Cannes
du film
« Sous le Soleil de Satan »
et pour le centenaire de
BERNANOS,
le journal d'une vie
qui ne cesse de se donner

180 p. 98 F.

nouvelle cité, paris

LES ÉCOLES

Ilslav Klima
-dessus du volca

Jan Treifulka, l'in

Les éditions Gallimard ont
un Hommage aux Écoles

L

Il y a une école de la langue, une école de la culture, une école de la pensée. C'est pourquoi les Écoles de la langue ont été créées. Elles ont pour but de donner à nos enfants une formation linguistique et culturelle de qualité. Elles ont pour but de leur faire découvrir la richesse de notre langue et de leur transmettre les valeurs de notre culture. Elles ont pour but de leur donner les outils nécessaires pour comprendre le monde et pour agir dans la société. Elles ont pour but de leur faire découvrir la beauté de la langue et de leur transmettre les valeurs de la culture. Elles ont pour but de leur donner les outils nécessaires pour comprendre le monde et pour agir dans la société. Elles ont pour but de leur faire découvrir la beauté de la langue et de leur transmettre les valeurs de la culture. Elles ont pour but de leur donner les outils nécessaires pour comprendre le monde et pour agir dans la société.

● LETTRES TCHÈQUES

Ladislav Klima
au-dessus du volcanL'extravagant roman d'un vagabond éthylique
apôtre, au tournant du siècle, de la « grande santé nietzschéenne »

LA vie du philosophe tchèque Ladislav Klima (1878-1928) est à elle seule un étonnant poème (1) : ce vagabond éthylique fut exclu de tous les établissements d'enseignement de l'empire pour avoir insulté la dynastie au pouvoir ; il tenta de gagner sa vie comme conducteur de machines à vapeur, puis comme gardien d'une usine désaffectée avant de se lancer dans la fabrication d'un ersatz de tabac... Penseur du vécu, dramaturge et journaliste, il ne prit rien tant que les brevages amers de Schopenhauer et les élixirs divins de Nietzsche. Chaque homme devait, selon lui, devenir Dieu, en dehors de toute logique, par un acte souverain de volonté.

Entre 1906 et 1909, pour se « désenivrer », Ladislav Klima rédigea, dans un état d'ébriété mentale confinant à la « stupidité », une dizaine de romans « fantastiques » et « grotesques », dont les *Souffrances du prince Sternenhoch*, qui fut publié après sa mort, non sans avoir été auparavant tripoté par un dentiste et éditeur praguais. A propos de ce roman, il donnait à d'éventuels lecteurs cet excellent conseil : « Pourquoi se laisser arrêter par les culbutes, les paradoxes, les erreurs, les absurdités ? Le monde lui-même est un paradoxe et une cabriole, une erreur et une absurdité. Le lecteur qui craignait les faux pas de l'auteur ressemblerait à celui qui, s'étant égaré de son long dans une fosse à purin, aurait honte d'une poussière sur la manche de son habit. »

Suivons donc les recommandations de Ladislav Klima et observons la princesse Helga, qui conduira aux dernières extrémités — le meurtre, la folie — le prince Sternenhoch. Enfant, Helga vent de toute son âme réaliser les idéaux nietzschéens de son père. Ce dernier ne la punit d'ailleurs que lorsqu'il la juge trop docile, trop dévouée, trop pudique. Mais arrive le jour fatal. Elle a dix ans. A la suite d'un pari avec des amis, elle traverse la grande place à midi, toute nue. Son père la fouette, ce qui ne la trouble guère. Mais elle s'effondre en l'entendant débiter les mêmes inepties sentencieuses que toute la gent vertueuse dépeinte par lui comme une vermine ne méritant que d'être foulée aux pieds.

« Dans la crière
du lion »

Ve-t-elle se ressaisir ? Oui, mais seulement lorsque, mariée au prince Sternenhoch, elle aura goûté aux voluptés de l'infantile. « Tu m'as souillée pour toujours, jette-toi à son époux, non par le côté, mais parce que tu m'as obligée à porter neuf mois ta merde en moi ! » Dès lors, la princesse, de plus en plus épuisée, ne s'arrête pas en si bon chemin : elle fonde une société secrète composée de la fine fleur de la jeunesse ; on y pratique l'onanisme forcé et la copulation avec d'affroyables poeppes de ciré, et même, paraît-il, avec de vrais revenants.

Décontenancé, et craignant pour sa réputation, le prince Stern-

nenhoch envoie l'intraitable Helga au Cameroun avec une recommandation autographe pour

Ladislav Klima :
grotesque et sublime.

le gouverneur censé lui fournir du « matériel noir » qu'elle pourrait torturer à cœur joie. Mais elle regarde les Noirs comme des demi-singes et se pique de ne jamais faire de mal aux animaux. D'Afrique, elle ramène un lion, un tigre, un léopard et un jaguar. Des heures durant, elle leur fait des cours sur la philosophie, sur Dieu, sur le concept du moi... « Aucun

professeur n'aurait pu souhaiter un auditoire plus attentif, note Klima. Mais, le plus souvent, elle leur fredonnait des mélodies mélancoliques et... elle pleurait ; toute honteuse, elle cachait son visage dans la crinière du lion, s'échappait ses larmes avec les moustaches du tigre. »

La princesse se serait-elle convertie à la pensée de Schopenhauer ? Elle ne mange presque plus, joue avec son revolver, gémit la nuit. Honte d'être une femme, rien qu'une femme. Elle sait, de science sûre et certaine, que l'amour est un abrutissement, le pire qui soit. La volonté se dissout dans le borborygme de l'amour. Une femme pareille, aussi géniale — l'ébauche de ce que deviendront les femmes dans des centaines de milliers d'années, prédit Klima — hantera jusqu'à sa mort le prince Sternenhoch (chauve, myope, imberbe, claudicant, édenté). Le grotesque et le sublime, l'extravagant et le folâtre, traversent ce roman écrit à la hâte par un philosophe qui voulait « se refaire une santé ». Nous garderons de lui l'image d'un homme dansant sur un volcan avec l'envoûtante Helga : rien de tel que d'avoir titubé au bord de l'abîme pour retrouver la « grande santé nietzschéenne ».

ROLAND JACCARD.

★ LES SOUFFRANCES DU PRINCE STERNENHOCH, de Ladislav Klima, traduit du tchèque par Erika Abrams, éd. de la Différence, 206 p., 79 F.

(1) Voir l'article de Petr Král, « Le Monde des livres », 26 octobre 1984.

Jan Trefulka, l'inconnu magnifique

Les éditions Gallimard ont publié l'an dernier, dans la plus grande indifférence, son *Hommage aux fous*. Danièle Sallenave l'a rencontré.

LES visites qu'on rend dans leur pays aux écrivains d'Europe centrale ont toujours une espèce d'intensité joyeuse et mélancolique ; surtout lorsque ce sont des visites sans réciprocity possible. On a presque honte de la liberté de ses mouvements ; de ses projets ; de ses voyages. En même temps, on est toujours réconforté : la conversation y va droit à l'essentiel, on n'a ni le temps ni le goût d'émouvoir, sur le sort de la culture ou la fonction du roman, ces propos élégamment désabusés qui sont de mise chez nous et qui étonnaient déjà si fort Gombrowicz (Paris-Berlin).

Jan Trefulka vit à Brno, en Tchécoslovaquie, où il est né en 1929, comme Milan Kundera (ils sont entrés à l'école primaire le même jour, ils se sont retrouvés plus tard à l'université de Prague). Au printemps de 1986, les éditions Gallimard ont publié de lui un livre discret et magnifique, *Hommage aux fous* (1) (littéralement : *Des fous rien que du bien*, *O blaznech jen dobre*), qui est passé totalement inaperçu.

Faut-il s'en étonner, s'en indigner ? C'est la règle. Le flot des livres recouvre chaque saison, chaque semaine la table des libraires et celle des critiques. Comment veut-on qu'un livre surage par sa propre vertu ? Un livre écrit par un inconnu ; un livre venu d'une région d'Europe qui a cessé progressivement d'être à la mode, et n'intéressera plus personne lorsque la « transparence » décidée à Moscou aura convaincu l'Occident que tout va bien maintenant en Europe centrale.

L'histoire de Trefulka telle qu'il me l'a racontée est celle de bien des écrivains, de bien des intellectuels tchèques. Des études de lettres à l'université de Prague ; un engagement politique qui tourne court et mal ; il est envoyé un an, à l'époque de la collectivisation, comme tracteuriste dans une ferme. Après son service militaire, il renonce aux études supé-

rieures ; il commence à écrire dans la revue *Host do domu* (*l'Hoste dans la maison*) ; il profite des « années de dégel » (les années 60) pour publier un livre en deux récits, *Il leur pleuvait du bonheur*, qui remporte un très gros succès.

La dégradation de sa situation est consécutive aux événements de 1968 et à la « normalisation » : désormais interdit de publication,

Jan Trefulka :
victime de la « normalisation ».

Il mène une existence précaire de réceptionniste dans un hôtel, employé au service des eaux. Quelle histoire monotone ! Combien nous en aurons connus de poètes chauffagistes, de philosophes gardiens de nuit au Musée national ! Puis les premières traductions de ses livres commencent à paraître : en Suède, en Allemagne, où *Hommage aux fous* est devenu *Der Verliebte Narr* (*le Fou amoureux*) sous une surprenante couverture de roman-photo. Maintenant, Trefulka vit un peu mieux, grâce à ses droits étrangers.

Ce qui fait la force et la beauté d'*Hommage aux fous*, ce qui confère au livre son humour et sa gravité, c'est que le personnage

principal en est un « homme ordinaire » un vieil homme, malade et qui se croit condamné, et qui fait à cette occasion sa première expérience de la liberté. Dans une métaphore superbe et naturelle, Trefulka l'endort au début du récit. Ou, plutôt, il le saisit à son réveil, dans une chambre d'hôpital où Dusa, ouvrant les yeux sur un graphique, y déchiffre avec peine et surprise les lettres de son nom. Pour la première fois de sa vie, cette question se pose : qui suis-je ? Qu'ai-je à voir avec cet assemblage arbitraire de voyelles et de consonnes ?

Pour la première fois de sa vie, Dusa se voit et, prenant conscience de lui-même, s'effraie d'avoir existé si longtemps au gré de circonstances involontaires. Tous ont toujours décidé pour lui : l'histoire, le maire du village, sa femme, qui le méprise et l'accable de reproches. Sa vie entière tient là, résumée dans ce point douloureux ; le peu de temps qui lui reste. Mais ce temps est à lui. Surprenante découverte : il était libre et il ne le savait pas !

Une voie
insoupçonnée

Alors Dusa fait ses premiers pas hésitants sur le chemin de l'existence authentique, sans même pouvoir lui donner ce nom. Il s'exile au grenier ; refuse d'ouvrir sa porte ; commence, de son écriture malhabile et sans trop se soucier d'orthographe, à rédiger ses mémoires. Sa femme s'inquiète, heurte à la porte ; il l'envoie promener sans douceur. Ainsi Dusa s'engage sur une voie insoupçonnée. La première poussée ayant été donnée, l'édifice de sa vie s'ébranle et se fissure. Et une femme va l'aider, lui qui n'est ni jeune, ni riche, ni beau ; une fille venue de nulle part et qui repartira avec ses modestes économies, vers les hommes dont elle a l'habitude, qui l'exploitent et l'abandonnent.

DANIELE SALLENAVE.

(1) Gallimard, 1986, 208 p., 95 F.

LA
PERFECTIONJe mets quiconque au
défi de trouver, chez un
romancier français, plus
de perfection.Gilles Barbedette, *L'Express*.Un style élégant, d'une
efficacité redoutable...Une finesse et une
précision peu communes.Décidément, elle a
toutes les qualités, cette
P.D. James ! Mais elle
en possède encore une :
l'art du suspense.Bernard Genès, *Le Nouvel Observateur*.99 F
480 p.

● LETTRES TCHÈQUES

Les terreurs indicibles
de Hermann UngarLa réédition des deux premiers livres
— violents et fous — d'un écrivain
mort à trente-six ans, en 1929.

NÉ en avril 1893, Hermann Ungar, fils d'une famille aisée d'industriels juifs de Moravie, étudia le droit et la philosophie à Berlin, Munich et Prague; sa langue maternelle était le tchèque mais, comme Rilke, Perutz, Kafka, la langue de ses études et de ses écrits fut l'allemand.

En 1922, secrétaire de légation à l'ambassade tchèque de Berlin, il se mêla également de journalisme, de critique littéraire et rencontra, dans les milieux intellectuels de la capitale, Alfred Döblin et Joseph Roth; doublement traumatisé par la guerre, où il fut grièvement blessé, et par la révolution d'Octobre, il se rapprocha alors des intellectuels révolutionnaires du groupe socialiste 1925 et acquit une influence certaine sur les associations d'étudiants juifs. Il se maria, devint père de famille. Jusqu'ici, rien que de très « logique » dans la biographie de Hermann Ungar.

Mais très peu de temps après et sans que l'on sache exactement pourquoi — hypocondrie, détestation de son emploi, volonté de se consacrer à la seule littérature ou quelque secrète fascination pour la démesure ? — il cesse volontairement de travailler le 10 octobre 1929, quelques jours à peine avant la naissance de son second enfant. Son Journal du 30 septembre dit bien à quelle hauteur il avait analysé le risque pris : « J'ai six mois de congés. Personne ne doit rien entendre de moi durant ce temps. Ou bien j'aurai écrit quelque chose de vrai, ou bien j'en aurai fini avec tout. Peut-être pas avec l'existence, mais avec l'art, sûrement... ». Probablement ne faut-il pas créditer l'homme qui se pose une telle alternative d'une lucidité prémonitrice, mais force est de constater que, dix-huit jours après sa démission, Hermann Ungar était mort, bête ment terrassé par une violente crise d'appendicite mal soignée.

Était-ce sa manière de comprendre, dès que son travail ne lui avait plus masqué la réalité du problème, que lui, Hermann Ungar, n'arriverait pas à créer « quelque chose de vrai » ? Pourtant, ses deux premiers livres, publiés respectivement en 1920 et

1923, *Enfants et meurtriers*, et *les Mutués*, que rééditent aujourd'hui et simultanément les éditions Ombres (1), ne sont vraiment pas passés inaperçus en Allemagne et en Autriche : Thomas Mann, dans la préface qu'il donna à la nouvelle intitulée *le Voyage de Colbert* (1924 et 1930), évoquait cet indécrottable monde d'humiliation et de déchéance déjà obsessionnellement construit par l'écrivain, « quelque chose de blafard, stigmatisé, fortement désespéré et voué à la mort ».

Desirs
atroces

Les personnages de Hermann Ungar sont tous misérablement fous, prisonniers de terreurs indicibles, engluis dans des dégoûts sexuels, mortifiés par des attitudes masochistes, ravagés de désirs atroces : dans *Histoire d'un meurtre*, cet adolescent, terrifiant bourreau de chats qui, manipulé et acculé à la vengeance, tire sur un homme étranger au drame de son père mythomane; dans *Un Homme et une servante*, cet orphelin martyrisant, prostitué la chair bonasse et captive de la souillon Stasinka; dans *les Mutués*, Polzer, ce petit rond-de-cuir modèle qui déboussole la capiteuse veuve Clara Forges, ou ce Carl Fanta que la maladie ampute peu à peu de ses membres, aggravant sa paranoïa et sa méchanceté, ou encore cet infirmier mystique, Sonntag, qui fut boucher d'abattoir. Le traducteur Guy Fritsch-Estrangin rapporte que le livre de prédilection de Hermann Ungar fut longtemps *Expression de la folie*, du docteur Prinzhorn.

Quand *Enfants et meurtriers* fut traduit en France en 1926, quelques temps avant *les Mutués* (2), Jean Grenier, dans un article paru dans la NRF de mars 1927, eut alors l'occasion de différencier le sadisme d'Ungar, « offert » sur un plan véritablement humain (et proche par là même de l'œuvre de Dostoevski), d'un certain sadisme intellectuel à visée traîtreusement idéologique ou à fonction égoïstement cérébrale : « Dans ce livre, écrit Jean Grenier, aucune fête pour l'imagination, mais une stricte relation entre les états ».

CLAIRE PAULHAN.

★ ENFANTS ET MEURTRIERS et LES MUTUÉS, de Hermann Ungar, traduits de l'allemand par Guy Fritsch-Estrangin, éditions Ombres, distribution Distique, 132 p. et 196 p., 64 F et 89 F.

(1) Les éditions Ombres, qui ont été créées en 1985 par Christian Thorol, le directeur de la librairie Ombres blanches, à Toulouse, et Jean-Paul Arché, prévoient de publier en 1988 la traduction d'un troisième titre de Hermann Ungar, *la Classe*, paru en 1927, et plus tard encore *le Voyage de Colbert* (1924) et *le Théâtre*. Il est à souhaiter que les prochaines parutions souffrent de moins de coquilles que les *Mutués*.

(2) *Enfants et meurtriers* a été publié chez Gallimard en 1926; les *Mutués* ont été traduits sous le titre *les Sous-hommes*, en 1928, chez le même éditeur. Les éditions Ombres ont repris ces deux traductions de Guy Fritsch-Estrangin. Mais, curieusement, ces deux titres ne figurent pas en catalogue des éditions de la NRF, qui recense en principe tous les ouvrages sortis entre mai 1911 et décembre 1986 !

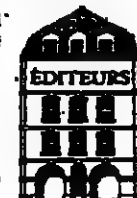
Philippe Alméras
LES IDÉES DE CELINE

Céline dans les tripes à l'air. J.-P. Morel, LE MATIN. Céline devenu plus cohérent n'est pas pour autant blanchi de tout péché de haine. N. Casanova, LE QUOTIDIEN. Plaignons les jeunes lecteurs séduits par Alméras, E. Mazet, LE BULLETIN CELINIEN. M.F.C. Diffusion, Paris VII 2, place Jussieu 75005 Paris

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.67.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

New-York - Metropolis - Cosmopolis

★ METROPOLIS, de Jerome Charyn, traduit de l'anglais par Bernard Genès, Presses de la Renaissance, 308 p., 98 F.

★ LUMIÈRES D'OCTOBRE, de Francine du Plessix-Gray, traduit de l'anglais par Martine Decourt et Jean-Luc Estébe, Presses de la Cité, 246 p., 90 F.

M AIGRE et voûté, sorte de Krazy Kat, ce personnage de bande dessinée qui s'évertue à vivre dans un éternel présent alors que le paysage ne cesse de changer autour de lui, Jerome Charyn est l'auteur de dix-huit romans — dont quinze se passent à New York — depuis *Kermesse à Manhattan* et *Marilyn la dingue* (qui parurent en français dans la « Série noire ») jusqu'à *Panna Maria* (Seuil, 1986) et jusqu'à sa dernière œuvre — non encore traduite — *War Crises Over Avenue C*.

Pour la première fois, il a renoncé à la fiction, pour nous donner un essai passionné, le temps de nous faire mieux connaître cette Grosse Pomme dont se nourrissent presque tous ses livres, cette ville-refuge que ce pionnier infatigable ne cesse de parcourir en tous sens. Dans ce *Metropolis* que tous les amoureux de New-York liront avec plaisir et avec le sentiment d'être initiés aux mystères, aux cauchemars de cette ville mythique, il nous invite à la suivre. Dans le temps et dans l'espace, pour voir, avec lui, ce que d'ordinaire New-York préfère nous cacher.

« Je suis un gosse du Bronx, commence-t-il, comme pour se présenter. J'ai grandi dans un dédale de rues pauvres, un ghetto nommé Morrisania, qui avait son quartier noir à Boston-Road, une rangée de bodegas sous les rails du métro de Southern Boulevard, un rempart d'irlandais autour de Crotona Park et une importante communauté de juifs et d'italiens fauchés comme les blés, à l'exception d'une poignée de fourneurs, de comptables, de scientifiques solitaires et de notre représentant au Congrès, qui vivait à Crotona Park East. »

Fils, petit-fils d'immigrants venus de Pologne, Jerome Charyn resta marqué par la blessure qui trappa à vie son père, arrivé seul à l'âge de huit ans, en traversant Ellis-Island, ce passage obligé des immigrants pauvres, où transitaient quelque dix-sept millions de personnes.

L'Amérique était un refuge, le père ne fit jamais fortune dans cette ville qui est la plus européenne de toutes les villes américaines.

« Nous étions les juifs les plus pauvres de la création, se souvient Jerome Charyn, évoquant son enfance dans les années 50. Le progrès nous était passé sous le nez. (...) Nous étions le revers de l'histoire de la réussite des juifs, de ceux qui, en une seule génération, faisaient le saut d'Ellis-Island à l'École dentaire. »

C'est comme pour effacer ces stigmates d'Ellis-Island que Charyn édifie cette célébration de l'âme de sa ville.

METROPOLIS, Cosmopolis, Pathopolis... Dans cette ville psychopathe, l'enfant du Bronx — émigré aujourd'hui dans le sud de Manhattan — le romancier dont le père parlait à peine l'anglais, retrouve le monde de l'enfance et de la mélancolie avec une langue qui chahute toutes les traditions, réunissant dans un mélange souvent hilarant et follement libre tous les argots new-yorkais, le souvenir des romans de Henry Roth (l'auteur de *l'Or de la*



Manhattan, le Lower East Side.

Terre promise) et d'Isaac Babel, qui savait tout des mafias d'Odesse, la BD et Madonna, une reine du rock.

Surtout, il s'attache à la personnalité du maire actuel, Ed Koch. Parce qu'il a sauvé la ville du chaos après 1975. Parce que, surtout, il est, comme lui, natif de Morrisania dans le Bronx. On n'est pas forcé de partager tous les engouements de Charyn, mais l'histoire d'Ed Koch, l'immigrant, est tout à fait exemplaire : né pauvre et polonais en 1924, ses parents étaient venus en Amérique — par Ellis-Island — vers 1910, et il vécut à deux blocs du quartier où Charyn a passé son enfance. « Son père était fourreur comme le mien. Mais il fit faillite durant la Dépression, et les Koch allèrent s'installer dans un autre ghetto : ils vécurent chez des parents à Newark, à neuf personnes dans deux pièces. » Il travailla jeune, mena des pourboires, devint vendeur de chaussures pour payer ses études, puis, après la guerre, étudia le droit et se lança dans la politique. « Nul ne le voyait réussir. Un vieux canard juif à l'époque des Kennedy et de John V. Lindsay. Il ne pouvait revendiquer aucun ancêtre, aucun lien avec un pays ou un passé. »

Jerome Charyn aussi a sa légende : rejeton de l'école publique, aujourd'hui si décriée, il s'est fait sa place à lui-même parmi les intellectuels new-yorkais, il est devenu professeur d'écriture à Princeton... Son frère, Harvey, a lui aussi réussi : il est devenu flic. « C'était à la fois une disgrâce et une manière de survie. C'est ce qui lui avait permis de sortir du ghetto... »

S'il parle de Brooklyn, de Times Square, du Lower East Side ou de Harlem, Charyn ignore les « beaux quartiers », où nous entraîne une autre émigrée, qui n'a sans doute jamais habité le Bronx : Francine du Plessix-Gray.

Universitaire, américaine de souche russe et française, elle est diplômée de Barnard College et vit dans le Connecticut. Elle écrit dans *Vogue* (notamment un grand reportage sur Klaus Barbie), publie des nouvelles dans le *New Yorker* et des critiques dans la *New York Review of Books*, connaît tout de la 5^e Avenue et de la Jet set society. Sa mère est une mer-

veilleuse dame russe qui fut aimée du poète Vladimir Maïakovski. Un autre monde. Une autre émigration. Une autre littérature « new-yorkaise », que nous retrouvons dans son dernier roman traduit en français : *Lumières d'octobre*.

Je doute que Charyn et Francine du Plessix-Gray aient beaucoup de lecteurs communs : elle n'est pas arrivée par Ellis-Island mais a attendu à New-York vers 1940 sans connaître l'anglais, sa nouvelle langue, qu'elle mit un point d'honneur à maîtriser parfaitement. Jeune fille de la bonne société, ayant grandi dans le monde de la haute couture, elle avait des comptes à régler. Dans ces *Lumières d'octobre*, elle se montre féroce lorsqu'elle décrit le monde d'un grand et célèbre magazine, qu'elle nomme *Best*. Un univers futile et vain dont elle connaît tout et dont elle se moque avec beaucoup de finesse et de délectation.

Pour Nada Fazlmona, directrice de *Best*, « le magazine qui dicte la mode au monde entier », tout n'est qu'élegance, excentricité et snobisme (« Les bijoux ne sont élégants que traités comme de la camelote », professe-t-elle : Ou bien « La classe n'a rien à voir avec la façon dont on s'habille. C'est une émanation de certaines pensées »).

Sa fille Paula se révolte contre elle, sa suite au Crillon, son amie Coco Chanel — qu'elle traite de « vieille collabo pourrie » — son élégance. Pour défrayer sa mère, elle veut le torse à l'air dans la splendeur de sa nouvelle laideur. Le refus de ce monde, ce sera la dépression nerveuse, puis la ronde des paradis terrestres : New-York, Paris, Londres, Rome...

Avec champagne et caviar, voilà une plongée dans l'hyperproblème de la Jet set internationale — qui pourra amuser ceux qui n'ont pas l'occasion de la fréquenter.

EN anglais, non encore traduits, signalons encore deux titres récemment parus aux États-Unis : *Slaves of New York* (« Esclaves de New York ») (1) un recueil de nouvelles de Tama Janowitz, née à San Francisco, émigrée dans le Massachusetts, qui vit maintenant à Manhattan « avec ses deux chiens », et qui traite en punk le monde chic d'avant-garde : palmiers, marchandise de triplex, déserteurs de mode et de bijoux, toute une feune new-yorkaise d'aujourd'hui qui a séduit les critiques littéraires du magazine *Best*. Pardon, du magazine *Vogue*.

Le second, un roman policier de Paul Auster, *City of Glass* (« la Ville de verre ») (2), premier volume d'une trilogie sur New-York, est particulièrement réussi. Son auteur, paraît-il, traduit de nombreux ouvrages du français et édite chez Random House une *Anthologie de la poésie française du vingtième siècle*. La trame policière du roman est le prétexte à une étrange aventure dans laquelle le personnage central est entraîné aux marges du monde logique : Quin, un auteur de romans policiers qu'un interlocuteur prend pour Paul Auster, est engagé par erreur pour protéger un être qui semble fou de son père, qui vient de sortir d'un asile psychiatrique. La filature dans les rues de New-York est tout à fait passionnante.

(1) *Slaves of New York*, de Tama Janowitz. Washington Square Press WSP, 1987.

(2) *City of Glass*, de Paul Auster. Premier volume de la *New York Trilogy*, Penguin Books, 1987.

Seize auteurs américains sous influence

A l'ombre de Salinger, seize nouvelles sur les adolescents.

P EUT-ON aujourd'hui s'aventurer dans l'univers adolescent, essayer d'en capter les myriades d'impressions, les oscillations, les turbulences, sans risquer de parler sous la voix de J. D. Salinger ? Peut-on marcher sur ses traces en évitant le danger de la comparaison, bref l'art de l'auteur de *l'Attrape-cœurs* peut-il être imité, égalé ? Telles sont les questions qui se posent à la lecture de ce recueil où seize (jeunes ?) Américains s'exercent à des variations sur les thèmes de l'adolescence. Amitié, premiers émois amoureux, apprentissage de la séduction, conflits avec les adultes — parents, professeurs — c'est le grand passage initiatique, dont nul ne fait l'économie, qui est ici parcouru et diversement mis en scène.

Apprentissage, maître mot, bannière pédagogique sous laquelle seize écoliers ou disciples de Salinger semblent avoir été invités à « plancher ». L'organisa-

tion même du recueil indique ce parti pris, puisque les textes se placent sous plusieurs rubriques intitulées « Amitiés », « Amours », « Familles », etc. Une brève introduction précède chaque nouvelle et confirme cette intention. Ainsi, par exemple, *4 Juillet*, de Robin F. Brancato, est annoncé par ces lignes : « Un vieil ami vous dérobe une importante somme, mais il ne l'admet jamais et il n'est jamais puni de ce délit. Passez-vous l'éponge ou profitez-vous d'une circonstance exceptionnelle pour prendre votre revanche ? »

Peut-être eût-il été plus judicieux de fournir, en place de ces préambules par trop scolaires, quelques informations biographiques ou bibliographiques qui auraient permis de situer les auteurs dans le paysage littéraire américain.

Hormis cette réserve sur le caractère quelque peu directif de

l'ouvrage, il va sans dire que la nouvelle — territoire petit des grands bouleversements, stigmate discret des blessures profondes, plage étroite où viennent déferler les tempêtes du cœur et de l'âme — s'accommode fort bien des sujets traités et sert parfaitement ces évocations sur le vif. A l'instar de leur maître Salinger, la plupart des écrivains qui s'expriment dans ces pages ont cette écriture incisive, directe, qui assure le maximum d'efficacité : il s'agit de montrer sans démontrer, sans s'appesantir, et, à cet égard, le pari est gagné. Lisant, on songe à certains films intimistes d'outre-Atlantique, et les images qui défilent, images d'un quotidien si ordinaire qu'il en devient universel, suggèrent et chuchotent l'une après l'autre : « That's life, that's life... »

En somme, une bonne façon d'apprendre ou de vérifier qu'en dépit des frontières, des climats, de la diversité des milieux et des particularismes, tous les adoles-

cents se ressemblent. Partout ils connaissent le même lot d'épreuves, d'illusions, d'espoirs et de désespoirs : une vraie vie de chien. Mais c'est la vie.

ANNE BRAGANCE.

★ SEIZE, 16 NOUVELLES PAR 16 AUTEURS AMÉRICAINS. Traduit de l'anglais par Patricia Joffray, Messidor/La Farandole, 214 p., 51 F.

VENDEZ
TOUTE L'ANNÉE
LIVRES, DISQUES

SACELP, société d'achat de la LIBRAIRIE JOSEPH GIBERT

2, rue de l'École-de-Médecine angle 26, BOULEVARD Saint-Michel Tél. : 40-46-02-45, 75006 Paris M^o Odéon - RER Luxembourg

patrimoine de

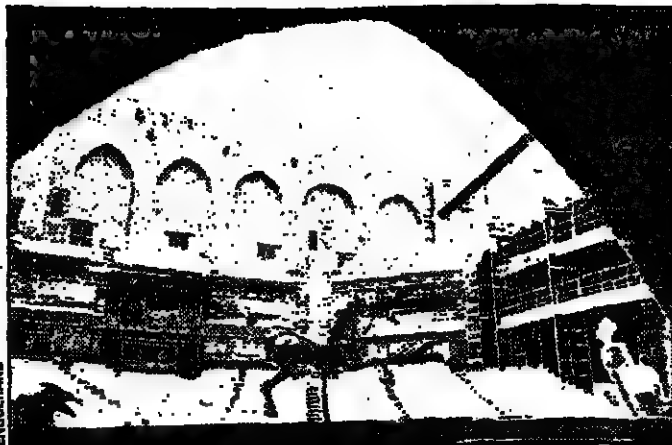
Le Centre américain va déménager à Be...

Le Centre américain va déménager à Be...

Le Centre américain va déménager à Be...

Ouverture du 40^e Festival d'Avignon

La cour !



Jour J moins un. Presque aussi gris que le visage d'Alain Crombecque, directeur du Festival. Nous étions là, lui, Marie-Joséph Lhuillier, qui assure la régie de l'ensemble, et moi, pour parler cour d'honneur forcément. Deux mille deux cents places, les plus éloignées sont à 25 mètres du plateau. Avec le précédent système, ils étaient à 35 mètres, mais il y avait trois mille deux cents places. Au tout début, seulement mille cents. La scène était un simple tréteau, vite installé, vite enlevé. Aujourd'hui, il faut quatre semaines pour aménager les structures, quatre autres pour les démanteler.

« L'espace, reconnaît Alain Crombecque, est épuisant, magique, problématique. » Toujours à l'affût de lieux nouveaux, il dit que l'an prochain il rentabilisera le carreau découvert par Peter Brook pour le *Malabar*, mais, pas plus que les directeurs qui l'ont

précédé, il ne peut faire l'impasse sur la cour. Sans elle, pas de Festival : « J'y emène les metteurs en scène et les scénographes. Je l'ai montrée à Peter Stein, l'attendu Luca Ronconi. Peduzzi est venu. Tous sont envoiés. » Et après ? Après l'envoiment viennent les contraintes. Le répertoire se limite aux grandes œuvres à gros budget, la cour est réservée aux institutions puissantes. C'est ainsi depuis toujours, on n'a pas encore trouvé de solution. Tout est interdit. Marie-Joséph Lhuillier énumère les obstacles : « Le sol est bosselé, l'idée première était un plancher plat, mais on n'a pas le droit de creuser. Donc la scène est

très haute, mais on n'a pas le droit non plus de toucher aux pierres ni au rocher. Les charpentes doivent être indépendantes. On avait imaginé de déplacer la scène, mais soit on reçoit le bruit de la ville, soit la scène est en plein soleil toute la journée, donc impraticable, soit les fenêtres sont bloquées et on ne sait pas comment installer les projecteurs, soit l'architecture est trop présente. Tel qu'il est, théâtralement, le dispositif est modulable, mais avec quelles difficultés ! On ne saurait plus comment faire entrer et sortir les acteurs, et il faudrait adapter l'ensemble des spectacles, parce que, une fois le dispositif fixé, on ne peut plus le changer. »

« Sans la cour pas de Festival, mais la cour n'est pas tout le Festival, dit Crombecque. Elle représente 40 % des recettes. Pour les metteurs en scène, c'est un pari excitant. » Et pour les spectateurs, cela dépend des spectacles.

COLETTE GODARD.

Le patrimoine de Saint-Pierre et le tiroir-caisse

Le Festival a largement contribué à la renommée internationale d'Avignon. Mais la papauté avait entamé cet effort de promotion avec six siècles d'avance. Le maire de la ville, M. Jean-Pierre Roux, entend tirer parti de ce patrimoine.

Le 25 juin, au son des fifres et des tambourins, le député du Vaucluse et maire d'Avignon, M. Jean-Pierre Roux, inaugure la première tranche des travaux de restauration de la tour du Châtelet, bâtie en 1348 pour défendre le pont Bénézet et l'entrée de la cité. Une deuxième tranche de travaux permettra l'aménagement d'un espace d'exposition dans l'édifice médiéval et d'un parcours piétonnier sur le chemin de ronde du rempart, jusqu'au rocher des Doms. Le point de vue sur le Rhône et le Palais des papes est superbe, mais l'addition élevée : treize millions de francs.

D'autres opérations ont été annoncées par le maire, plus

contestables. Il s'agit de relever la tour Jules-II — écroulée depuis le dix-huitième siècle — et de lancer une passerelle pour joindre la tour du Châtelet à la terrasse du Petit Palais. Dans la tour Jules-II sera installé un ascenseur, tandis que la passerelle permettra aux nombreux visiteurs venus admirer le « pont d'Avignon » d'accéder directement et sans fatigue au Petit Palais injustement boudé. En effet, quarante mille curieux seulement viennent regarder les primitifs italiens de la célèbre collection Campana accrochée au Petit Palais alors que près de cinq cent mille personnes défilent chaque année sous les voûtes du Palais des papes, son voisin immédiat. Pour détourner ce flot de visiteurs faut-il défigurer un site ? La commission des monuments historiques donnera ou non son feu-vert, rétorque la municipalité qui oublie de préciser qu'elle ne s'est pas embarrassée de son avis — négatif — quand il s'est agi d'installer un médiocre port de plaisance fluvial au pied du parc des Doms.

Le tourisme « hors festival » est, pour le maire, un impératif

absolu : « Notre ville compte vingt-six bâtiments classés et plus de quatre-vingts sont inscrits à l'inventaire. Je ne parle pas des sites protégés. Vous mesurez l'ampleur de la tâche qui incombe à notre municipalité ! Durant les quatre dernières années, nous avons consacré 32 millions de francs à la conservation de notre patrimoine, avec une aide de l'Etat de l'ordre de 4 millions. Entre 1986 et 1987, le budget que nous consacrons à ce chapitre a progressé de 25 % ».

Un centre d'art contemporain

Pour rentabiliser cet effort, les trois millions de visiteurs d'Avignon ne suffisent pas : la plupart ne font que passer et ne consacrent que quelques heures à la Cité des papes. Pour les inciter à faire des séjours plus longs, il faut multiplier les centres d'intérêt et développer l'équipement hôtelier.

L'aménagement de l'ancien hospice Saint-Louis répond à ces deux objectifs de la municipalité : un hôtel de luxe doit occuper l'une de ses ailes. Le reste de sa surface abritera un centre d'art

contemporain. Le financement de cette thébaïde culturelle reste à définir. Au palais des Papes, point de mire des festivaliers, la restauration se poursuit lentement. On vient d'y découvrir, sous un revêtement d'asphalte posé au siècle dernier, quatre grands caveaux qui devaient dissimuler les pièces les plus précieuses du trésor papal.

La cour d'honneur pose un problème particulier. Elle est occupée pendant six mois de l'année par les gradins où sont assis les spectateurs des grandes messes de juillet. D'un manquement délicat, il ne s'agit pas de démolir en novembre et remonter à partir de mai, au grand dam des visiteurs. Mais qui osera commettre le crime de lèse-festival : en déplaçant son centre de gravité ? Sûrement pas M. Jean-Pierre Roux qui sait pourtant comme tout le monde que le verger d'Urban-V pourrait parfaitement remplir cette fonction. Le fantôme de Vilar hante encore les lieux, interdisant tous changements. Et plus prosaïquement, l'échafaudage qui a coûté 15 millions de francs est loin d'être amorti.

La réhabilitation du musée Calvet

Autre grosse ardoise à venir : la réhabilitation du musée Calvet : 72 millions de francs seront nécessaires pour le remettre en état. L'hôtel Villeneuve-Martignan, qui l'abrite, est délaissé depuis si longtemps que l'on a dû fermer la galerie du dix-neuvième siècle au public. Les œuvres exposées prenaient l'eau et les amateurs de peinture risquaient littéralement de passer à travers le plancher. Bon nombre des superbes boîtes sont pourries au point qu'on ne peut plus y accrocher un tableau. La moitié des collections sont en casse. En particulier celle de la section égyptienne. La nouvelle conservatrice, Mme Foissy-Aufrère, compte bien le rénover de fond en comble pour mettre en valeur ses richesses, notamment les toiles de Breughel, de Ribera, de Magnasco, d'Hubert Robert, de La Nais, de David — la célèbre *Mari de Bara* — de Géricault, de Vuillard et de Soutine.

Emporté par son élan, le maire a annoncé, *in fine*, l'aménagement de la place du palais des papes, du jardin des Carmes et du verger d'Urban-V, sans parler d'une bonne demi-douzaine de rues. Aux dernières nouvelles, il n'était pas encore question de reconstruire les arches manquantes du pont Bénézet.

EMMANUEL DE ROUX.

Le Festival d'Aix-en-Provence

« Le Chevalier à la rose » aixois autant que viennois

Le premier spectacle du Festival d'Aix-en-Provence, a fait son entrée au Théâtre de l'archevêché en présence de M. François Léotard, ministre de la culture.

Bien qu'il ait été créé à Dresde en 1911 et qu'il mette en scène la Vieillesse de Marie-Thérèse, l'ouvrage de Richard Strauss ne pouvait se sentir dépaycé dans ces murs résonnant d'airs de Mozart depuis quelque quarante ans, surtout dans les beaux décors inondés de soleil, à travers de hautes fenêtres, de Gian Maurizio Ferioni : les surfaces blanches ou crème, dépourvues d'ornements, et d'une sobre élégance, pourraient être celles d'un hôtel aixois. Et au troisième acte, lorsque se dissipe la comédie dans l'auberge, cette sorte de corridor aux couleurs douteuses s'envole pour laisser chanter les tristes dames dans la nuit provençale, le théâtre a rejoint l'histoire et la vie de la ville-festival.

Le spectacle est bien digne de la tradition aixoise autant que viennoise, en effet, avec de belles voix, une mise en scène drôle et animée de Tobias Richter, qui brode aimablement sur le livret d'Hofmannsthal sans chercher à lui faire dire autre chose que ce qu'il dit, et la direction amoureuse et lyrique de Semyon Bychkov, aussi à l'aise que ces dernières années dans *Ariane à Naxos*.

On regrette cependant que la formation adoptée (soixante-dix musiciens) réduise la puissance d'intervention et l'éclat de l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, quelque peu étouffé par le plancher scénique dans cette œuvre où il doit envelopper les voix et dialoguer avec elles d'égal à égal. Il reste parfois à ce niveau d'élégance un peu superficielle, plus apollinien que dionysien, et courtisane que vraiment charnel.

La maréchale de Mechthild Gessendorf est jeune, comme le souhaitait Strauss, qui ne voulait pas de

douairière, aimant seulement un peu de jeunesse et de prestige pour ce rôle illustré par tant de « divines ». Mais il faut se concentrer sur la voix, qui est très belle, vivante, intense, avec une diversité de couleurs, une spontanéité, un accent ému qui mettent bien en valeur la complexité du personnage et surtout sa mélancolie ou son abnégation.

Jeanne, l'épouse, acclamée à Aix dans le *Compositeur d'Ariane*, est tout aussi convaincante dans le travesti d'Octavian, impétueuse, frémillante, un peu chien fou, mais droite comme une épée tandis que Christine Barbaux met tout son charme et sa finesse dans le personnage de Sophie, la fille du « Bourgeois gentilhomme ». Un beau trio de dames réunies pour la première fois qui devrait dans les prochaines représentations pour leur accord dans les ensembles que l'on souhaiterait encore plus suaves et cristallins.

Strauss voulait appeler son œuvre *Ochs von Lerchenau*, du nom de ce butor de baron qui veut épouser la malheureuse Sophie pour refaire son blason. Ange Haugland n'aurait pu que lui donner raison tant il est le personnage, jeune, colossal, repêlé, farceur, raide et subtil à la fois, n'écasant jamais le rôle, une voix de tonnerre dont il joue avec la finesse et la pureté de ligne d'un chanteur de lieder. A lui seul il justifierait le spectacle.

Mais autour de ces personnages principaux s'ébattent quantité de protagonistes délicieusement silhouettés et joliment tenus, le Farnal extatique et déçu de Gottfried Hornik, les amoureux intriguants de Steven Cole et Jane Berdell, l'aubergiste Eberhard Katz, les laquais, courtisanes, orphelines et tout le petit peuple, souvent anglais, empruntés aux excellents chœurs de Sixteen.

Avec encore quelques rodages dans les scènes d'action qui doivent se régler plus étroitement sur la musique, ce *Chevalier* pourra figurer parmi les bons classiques aixois.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations : les 10, 12 et 15 juillet, à 20 h 45.

Autour de la planète Verret

Face aux festivals concurrents et néanmoins amis — Montpellier, Châteauneuf, Arles — « Danse à Aix » entame sa dixième session dans la torpeur d'un été orangeux.

Dix ans c'est beaucoup et c'est peu pour s'imposer lorsqu'on vit à l'ombre d'une manifestation aussi prestigieuse que le Festival de musique, quand on est associé dans l'esprit des gens à la Foire aux croûtes ou aux dégustations de vin de Provence, lorsqu'on est pratiquement ignoré du ministère de la culture. « Danse à Aix », soutenu vaillamment par le comité des fêtes, en charge par la ville et aussi par la région, tente d'imposer une image de marque.

Sa directrice, Ginette Escoffier, assistée de Suzan Buige, a axé son action sur les projets de rues et la découverte de jeunes chorégraphes. Mais il faut aussi retenir l'attention du grand public. A Aix, comme ailleurs, on ratasse large ; on équilibre Maguy Martin avec le Pliobolus, le ballet flamenco avec la danse de salon américaine des années 50 et on mise sur les Black-Blanc-Beur pour provoquer la surprise.

Moyennant quoi, Ginette Escoffier peut glisser dans le programme quelques jeunes espoirs et risquer le tout pour le tout avec François Verret. De Barcelone, Joy de création active, elle a ramené Carré Celabert et Lydia Azzopardi, peut-être surestimés et qui ont fait école avant même d'avoir trouvé leur style. Vicente Saez Garcia, passé chez eux, a aussi regardé du côté de Teresa de Keersmaeker. Il utilise ses danseurs comme de boules de flipper. Ses jeux entre l'individu et le groupe sentent encore l'expérimentation, mais il s'en dégage une forte énergie.

C'est aussi l'énergie qui sous-tend le travail du Hongrois Joseph Nadj, découvert cet hiver au théâtre de la Bestille. D'esprit surréaliste, il transporte avec lui la mémoire d'un peu-

ple marqué par les guerres, et les migrations. Sur la place des Cardeurs hérissée de petits cailloux meurtriers, il projette son théâtre ambigu aux images fortes marqué par un passage chez François Verret.

C'est justement à François Verret qu'est réservée la création de l'année, très attendue et entourée de mystère. Ils sont quatre, deux comédiens (Daniel Emirfink, Frédéric Leidgens) et deux danseurs (François Verret, Anne Koren), pour poser en une succession d'images une question : *Quel est le mystère ?*, à laquelle ils ne répondent pas. On sent que le spectacle a été construit, modelé au long d'un travail d'improvisation collective où chacun a apporté sa pierre. Entre les marionnettes de bois de Gouty et les personnages vivants s'ébauchent un théâtre de la dérision. Une sorte de recherche du temps perdu menée par des personnages amnésiques. Dans un halo lumineux, un canard s'ébroue au milieu des livres. Désenchantement baudelaire ? La planète Verret brille devant nous. Loins de nous. Elle transporte des personnages condamnés à tourner éternellement à des années-lumière. Un peu comme le négatif du monde « élan » de Bob Wilson : angostissimo.

MARCELLE MICHEL.

* François Verret, 10 et 11 juillet, Montpellier. Joseph Nadj, 25 et 27 juillet, Arles.

Sur une idée de Jean-Paul II...

Une pièce de théâtre écrite 1960 par Jean-Paul II, alors évêque de Cracovie, le *Magasin de l'orfèvre*, sera adaptée prochainement à l'écran.

Il s'agit d'une histoire d'amour sublimé qui met en scène deux jeunes couples polonais et catholiques à la veille de la deuxième guerre mondiale. Le film tiré de l'œuvre de Karol Wojtyla sera interprété par Ben Cross et Olivia Hussey dans le rôle des jeunes premiers et Burt Lancaster dans celui du vieux orfèvre conseiller en matière conjugale. La star de Hollywood s'est déclarée « impressionnée » par la puissance du théâtre de Wojtyla : « C'est une sorte d'histoire tout à fait nouvelle sur la signification et le pouvoir de l'amour. »

La télévision italienne négocie actuellement les droits de distribution mondiaux du *Magasin de l'orfèvre*.

Le Centre américain va déménager à Bercy

Le Centre américain quitte le boulevard Raspail. Simple déménagement ou changement radical d'orientation ?

L'American Center déménage. Après un peu plus d'un demi-siècle d'activité au cœur de Montparnasse, le Centre culturel du boulevard Raspail émigre vers l'est parisien. Un accord de principe a été conclu avec la Ville de Paris pour son implantation en lisière du parc de Bercy. L'institution n'ouvrira les portes de ses nouveaux bâtiments que dans quelques années, mais ses principaux enseignements artistiques ont déjà été liquidés il y a plusieurs semaines. Les professeurs sont partis. Les salles sont vides. Seul le personnel salarié est maintenu en fonctions. Depuis la venue du New Dance Ensemble de Minneapolis et l'organisation de la grande manifestation vidéo du mois de mai, les spectacles sont également interrompus. De fait, jusqu'à la fin juillet, l'American Center n'assure plus que son programme d'apprentissage de la langue anglaise. Le déficit structurel de l'établissement, l'adaptation et l'exigence des locaux devaient conduire à une mutation générale, souligne son directeur exécutif, Henry Pillsbury.

Ouvert sur son emplacement actuel dès 1932, le Centre tenait lieu à cette époque de structure d'accueil pour les étudiants américains de Paris. Il assurait une mission sociale et religieuse. Il fallut attendre le milieu des années 60 pour que la nouvelle direction, sous la houlette de Jack Eggle, élargisse sa première vocation et développe les activités culturelles qui contribuèrent à donner à l'American Center son caractère expérimental propice aux créations d'avant-garde.

Au-delà de ces bouleversements, le Centre a toujours conservé son statut de fondation strictement privée. Aujourd'hui encore il ne reçoit aucune subvention du gouvernement américain. L'essentiel de ses ressources provient du mécénat et des dotations. A la fin des années 70, lorsque l'inadaptation et l'exigence des locaux commencèrent à poser des problèmes, des difficultés budgétaires empêchèrent la réalisation d'un projet d'extension architecturale sur le terrain du boulevard Raspail. Après l'échec d'une solution interne, les dirigeants ont donc décidé de déménager. L'immeuble et le terrain ont été vendus à une entreprise bancaire : la BAIL (Banque arabe internationale d'investissement). Cette transaction doit assurer le financement du nouveau projet, mais l'American Center va devoir faire face à une situation difficile jusqu'à la fin des travaux de Bercy. Le Centre proposera pendant cette période des manifestations artistiques « hors les murs », des cours de langue américaine et l'accès aux arts technologiques, en soutenant notamment le « Center for media art and photography ». Ces orientations préfigurent d'ailleurs les principaux axes du futur redéploiement, basé sur les nouvelles technologies de la communication, l'univers de la publicité et du design — des activités au prolongement commercial important. La réalisation du projet est confiée à Daniel Janicot, membre du Conseil d'Etat, qui a conduit la rénovation du Musée des arts décoratifs de Paris et a créé la Musée des arts et de la mode. Le choix d'un architecte lui appartient. Il affirme qu'un avant-projet sommaire sera présenté en mai 1988 et que l'ouverture du chantier de Bercy aura lieu en juillet 1989. Quoi qu'il en soit, l'American Center a tourné une page importante de son histoire.

P. M.

CINÉMA Cent vingt films à Jérusalem

Le Festival du film de Jérusalem a rapidement conquis ses lettres de noblesse. Lors de sa quatrième édition, du 27 juin au 4 juillet, quarante mille spectateurs y ont vu cent vingt œuvres représentant trente pays et projetées pour la plupart dans les salles de la Cinémathèque, au pied des remparts de la vieille ville. La richesse de la sélection, la qualité des professionnels invités et l'enthousiasme du public ont fait de ce benjamin des festivals un événement avec lequel le monde du cinéma doit désormais compter.

Fidèles à leur ambition initiale, les organisateurs ont résolument privilégié les films tournés pendant l'année en cours, en particulier par de jeunes réalisateurs. Le festival est également spécialisé dans la présentation d'œuvres classiques restaurées, qu'on croyait perdues ou qui ne furent jamais projetées dans leur version intégrale. Au programme, cette année, figuraient le *Casanova* d'Alexandre Volkoff avec Ivan Mosjoukine (1927), patiemment reconstitué par la monteuse française Renée Lichig, et *Becky Sharp* de Reuben Mamoulian (1935).

Parmi la cinquantaine d'hétes de passage à Jérusalem, Marcello Mastroianni présente *Les Yeux noirs*, le film de Nikita Mikhalkov couronné à Cannes. Il y avait aussi Nagisa Oshima (*Max mon amour*), Krzysztof Zanussi (*Le Pouvoir du mal*), Delphine Seyrig, interprète de *Golden Eighties*, le film de Chantal Akerman. Par un juste retour des choses, les Israéliens ont pu découvrir l'œuvre d'un des leurs, Eyan Sivan, *Aqabat Jaber* (« Vie de passage »), qui obtint au printemps le Grand Prix du Festival du réel au centre Pompidou.

J.-P. L.

AVIGNON 40^{ANS} DE FESTIVAL
VUS PAR **Le Monde**

Numéro spécial hors série 22 F

هكذا من الاجل

Le Monde
sur minitel
CINEMA
Tous les programmes.
Toutes les salles. Tous les horaires.
36.15 **TAPEZ LEMONDE**

Le Carnet du Monde

Naissances

— Jacques MEQUEL
et
M^{me} née Claude Bourvier,
ont la joie de faire part de la naissance de
Juliette,
à Paris, le 3 juillet 1987.

Mariages

— Le professeur René BRUNEL
et
M^{me} née Marie-France Andrieu,
sont heureux de faire part du mariage
de leur fille

Marie-Nathalie
M. Gérard ETTORE,
architecte DPLG,
le 18 juillet 1987.

1125, avenue du Père-Soulas,
34090 Montpellier.

Décès

Aurélien BACZKO,
docteur en médecine,
nous a quittés le 2 juillet 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité à Genève.

Bronislaw Baczko,
Michel Cova et Lucyna Baczko-Cova,
Piotr Zakrzewski
et sa femme Marguerite Baczko,
Toute la famille et ses amis.

— Ceux qui l'ont connu
ont la douleur de faire part du décès,
survenu le 6 juin 1987, de

M^{me} Raymond BARATAUD,
résidente de la première heure,
à dix-sept ans
(manifestation du 11 novembre 1940,
à l'Arc de triomphe),
insérée à Fresnes et Bordeaux,
présidente du comité de soutien
au frontisme-cobain Guingamp,
compagnon de la Libération.

87640 Razis.

— Montpellier. Suzanne. Paris.

M. Gervais Campan,
son épouse,
M^{me} Hélène Campan,
M. et M^{me} Autret,
M. et M^{me} Kriependorf,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne CAMPAN,
née Bergh,
survenue le 7 juillet 1987, à Montpellier,
après une longue et cruelle maladie.

Sa dépouille repose et est visible au
cimetière funéraire de Grammont, de
8 heures à 18 heures sans interruption,
et jusqu'au vendredi 10 juillet, à 9 h 15,
où aura lieu une cérémonie religieuse,
suivie vers 10 h 30 de l'inhumation dans
le caveau familial de Sausson.

1, rue du Commerce,
34570 Sausson,
20, rue de Dourmay,
75013 Paris.

— M^{me} Noël Debet,
son épouse,
Florence, Anne et Aurèle,
ses filles,
M^{me} Thérèse Debet,
sa mère,
M. et M^{me} Albert Vacheyroux,
ses beaux-parents,
Les familles Debet, Vacheyroux,
Brunel, Raynaud et Passaniel,
font part du décès de

M. Noël DEBET,

survenue après une longue et douloureuse
maladie, le 4 juillet 1987, à l'âge de
quarante-quatre ans.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu le 8 juillet dans l'intimité
familiale.

179, boulevard Hausmann,
75008 Paris.
22, rue du Coin-Haslay,
18000 Bourges.
12, rue Wilson,
24000 Périgueux.

— M^{me} Etienne Laumonier,
sa sœur,
M. et M^{me} Georges Desalvres,
son frère et sa belle-sœur,
Christine, Chantal et Marie-Ange
Laumonier,
ses neveux,
Emmanuel et Julien,
ses petits-neveux,
M^{me} Henri Merle,
sa tante,
M. et M^{me} Jean Merle,
M. Pierre Merle,
ses cousins,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marguerite DESALVRES,
endormie dans la paix de Seigneur, dans
sa quatre-vingt-septième année, à
Nantes le 6 juillet 1987.

La cérémonie religieuse s'est déroulée
dans l'intimité de la chapelle de Man-
breuil.

L'inhumation aura lieu dans le
caveau de famille, à Malause (Tarn-et-
Garonne).

Que tous ceux qui l'ont aimée, en par-
ticulier ses fidèles amis de Tunisie, gar-
dent le souvenir de sa bonté.

2 bis, rue Harveys,
44000 Nantes.

— Le professeur Jean Dubergé,
conseiller référendaire honoraire à la
Cour des comptes, professeur honoraire
à l'université de Paris,
son épouse,
M. et M^{me} Marie Catherine Demoulin,
Beaufort, Florence, Guillaume et
Thibaut Dubergé,
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean DUBERGÉ,
née Jeanne Fautou,

survenue le 30 juin 1987, à Toulon.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-

tion ont eu lieu le 2 juillet 1987, à Tou-
lon.

Les Amphores,
4, rue Courteline,
83100 Toulon.
214, rue Taise,
83100 Toulon.

— M^{me} Georges Gabon,
ses enfants et sa petite-fille,
M^{me} André Pohlen,
ses enfants et sa petite-fille,
M^{me} Madeleine Fiecher,
ses enfants et ses petits-enfants,
Sa famille et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges GABON,

survenue à Paris, le vendredi 3 juillet
1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

24, rue des Martyrs,
75009 Paris.
7, rue de Puits-Guyon,
92230 Gennevilliers.
195, avenue Maurice-Thorez,
94200 Ivry.

— La direction
Et tous ses amis de France-Culture
ont la douleur de faire part du décès de

Hubert JUIN,
producteur régulier
de l'émission de France-Culture
« Une vie, une œuvre ».

— Simone Mekler,
Marie-Claude Mekler-Frimband,
Thibault Mekler-Frimband,
Le docteur Jean Rolland et M^{me},
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Noël Lanchon
et leurs enfants,
M. et M^{me} Richard Valentin
et leurs enfants,
M. et M^{me} Daniel Lavignoux
et leurs enfants,
ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
M^{me} Nora Hartmann,
M^{me} René Colin,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques PIERRE MEKLER,
médaille de la Résistance,
croix de guerre avec palmes,
King's Medal For Courage.

L'incinération a eu lieu à Nice, dans
la stricte intimité familiale, le 8 juillet
1987.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Pierre Samier,
son épouse,
Laurence et Daniel,
ses enfants,
M^{me} Odette,
née Mayer,
sa mère,
M^{me} Madeleine Odette,
M. et M^{me} Maxime Delacour,
ses sœurs, son beau-frère,
M^{me} Pauline Jousaud,
M^{me} Hélène Samier,
ses belles-sœurs,
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Simone SAUNIER,
née Odette,

survenue à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de
Saint-Pierre Villes, sa paroisse, à Toulon,
le 3 juillet.

« Je suis la résurrection, celui qui
croit en moi, fait-il mort vivra. »
Saint-Jean, XI, v. 25.

117, rue du Rempart,
37000 Tours.
57, rue Eichenberger,
92800 Puteaux.
Rue Voltaire,
83150 Bandol.

— M^{me} Raymond Sévi,
ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-
enfants,
M. Jean Sévi,
ses neveux et nièces,
M^{me} Marie-Dominique,
ont le chagrin de faire part du décès de

consentement Raymond SEVI,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier dans l'ordre national du Mérite,
croix de guerre,
médaille de la Résistance,

survenue le 5 juillet 1987, dans sa quatre-
vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la
stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean Suard
et leurs enfants,
M^{me} Annie Cassal
et ses enfants,
M^{me} Mathilde Maria,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Victor SUARD,
officier des Palmes académiques,
survenue à Annecy, le 7 juillet 1987.

Les obsèques auront lieu au cimetière
de la Balme de Silingy (près
d'Annecy), le 9 juillet 1987, à 15
heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Gérard Ingold,
leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur Jean Rolland et M^{me},
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Noël Lanchon
et leurs enfants,
M. et M^{me} Richard Valentin
et leurs enfants,
M. et M^{me} Daniel Lavignoux
et leurs enfants,
ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
M^{me} Nora Hartmann,
M^{me} René Colin,
ont la tristesse de faire part du décès de

Germaine
THYSSENS-VALENTIN,

endormie dans la paix de Seigneur, le
7 juillet 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Nicolas-
de-Chardonnet, 23, rue des Bernardins,
Paris-5^e, le vendredi 10 juillet, à
14 heures.

L'inhumation aura lieu dans la plus
stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21 bis, rue Jean-Lockier,
75017 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

Pompes Funèbres
Marbrerie
CAHEN & C^e

43-20-74-52
MINITEL par le 11

— M^{me} Suzanne Trouillet,
son épouse,
M. Bernard Weil
et M^{me} née Sylvie Trouillet,
M. Jean-Marie Fabre
et M^{me} née Corinne Trouillet,
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Denise Trouillet,
sa sœur,
M^{me} veuve J. Roy,
Les familles Roy, Berthet et Lancelotti,
ont la douleur de faire part du décès
accidental de

M. Lucien TROUILLET,
ingénieur ESE,
président fondateur
de la société Trophy,

survenue le 7 juillet 1987, à Cogolin
(Var), à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques seront célébrées le
samedi 11 juillet, à 9 h 30, en l'église de
Saint-Tropez (Var), où l'on se réunira.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

Les Parcs de Saint-Tropez,
83990 Saint-Tropez,
79, rue Claude-Bernard,
75005 Paris.

— M^{me} Maurice Villeneuve,
David et Jeanne Villeneuve,
Eric Villeneuve,
Valérie Villeneuve,
ont la douleur de faire part du décès de

Maurice VILLENEUVE,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
croix de la valeur militaire,

le 7 juillet 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 10 juillet, à 10 heures, en
l'église de l'Immaculée-Conception,
137, rue Pierre-Corneille, Lyon-3^e, sui-
vie de l'inhumation au cimetière de
Loyasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président
Et le conseil d'administration de
l'OPAC du Rhône,
ont le regret de faire part du décès de

M. Maurice VILLENEUVE,
directeur général de l'OPAC du Rhône,
et leurs enfants

survenue le 7 juillet 1987, à l'âge de
cinquante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 10 juillet, à 10 heures, en
l'église de l'Immaculée-Conception,
137, rue Pierre-Corneille, Lyon-3^e, sui-
vie de l'inhumation au cimetière de
Loyasse.

— Le comité de direction
Et le personnel de l'OPAC du Rhône,
ont le regret de faire part du décès de
leur directeur général.

M. Maurice VILLENEUVE.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 10 juillet, à 10 heures, en
l'église de l'Immaculée-Conception,
137, rue Pierre-Corneille, Lyon-3^e, sui-
vie de l'inhumation au cimetière de
Loyasse.

— M. Roger Quilliot,
président de l'Union nationale des
HLM.

M. Roland Pigoul,
délégué général de l'Union nationale des
HLM.

M. Jacques Bedot, président.

CARNET DU MONDE
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 69 F
Abonnés 60 F
Communications diverses 72 F

Renseignements : 42-47-95-43

Et la Fédération nationale des offices
publics d'HLM et des OPAC.
M. Marcel Lair, président.
Et la Fédération nationale des
sociétés anonymes et fondations
d'HLM.

M. Pierre Demont, président.
Et la Fédération des sociétés de crédit
immobilier de France.

M. Daniel Petrequin, président.
Et la Fédération nationale des
sociétés coopératives d'HLM.

M. Pierre Lhuillier, président.
Et la Fédération nationale des asso-
ciations régionales d'organismes
d'HLM.

Et tous ses amis du Mouvement
HLM,
ont la très grande peine d'annoncer le
décès de

M. Maurice VILLENEUVE,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de la valeur militaire,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
médaille d'honneur

départementale et communale,
président de l'Association
notier-logement,

président de l'Association
pour les loisirs et le tourisme
en Rhône-Alpes,

membre du bureau
de la Fédération nationale
des offices publics
d'HLM et des OPAC,

membre du bureau
de la Fédération nationale
des associations régionales d'HLM,
président d'honneur

de la Fédération nationale
des associations
de directeurs d'offices
d'HLM et d'OPAC,
de l'Association régionale
d'HLM de la région Rhône-Alpes,
et de l'Association
des directeurs d'offices
d'HLM et d'OPAC
des régions Rhône-Alpes, Bourgogne,
Franche-Comté,

survenue à Lyon, le 7 juillet 1987.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 juillet 1987, à 10 heures, en
l'église de l'Immaculée-Conception,
34, rue Servient, Lyon-3^e.

Remerciements

— Daniel Baquet-Devart,
René Frédéric Bon
et leurs enfants

Les familles Bon, Devart, Wolf,
Saliba, De Saint-Michel, Barlier,
remercient tous ceux et toutes celles qui
ont marqué leurs amitiés, leur fidélité à

Frédéric BON,

à l'occasion de la disparition.

L'hommage chaleureux de tous ses
amis et les dons très généreux faits au
profit de la recherche médicale seraient
profondément touchés Fred.

Anniversaires

— Une pensée est dédiée pour le
docteur Etienne GRANOTIER,

décédé le 10 juillet 1971.

Communications diverses

— Le Prix du Sagittaire à deux étu-
diants de Clermont-Ferrand. — Lancé
en 1984, à l'initiative d'étudiants de
l'Ecole supérieure de commerce de
Dijon, l'association du Sagittaire orga-
nise chaque année un concours de com-
munication destiné à promouvoir une
association à but humanitaire. En 1987,
le concours portait sur la promotion de
la Société nationale de sauvetage en
mer. Parmi les cent cinquante-trois
équipes d'étudiants qui ont concouru,
le jury a accordé son premier prix à
deux étudiants de l'Ecole supérieure
de commerce de Clermont-Ferrand, Odile
Dubois et Pauline Bechet, et le deuxième
prix à deux étudiants de l'Ecole supé-
rieure de commerce de Montpellier, Is-
abelle Soubre et Sabine Rolland.

* Association du Sagittaire, 29, rue
Sambin, 21000 Dijon.

loterie nationale

TRANCHE (N°68) DU

SUSPENSE

TIRAGE DU JEUDI 9 JUILLET 1987

LE NUMÉRO 215786 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR 463 GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER

TOUS NUMÉROS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

TERMI- NATIONS	FINALES ET BONNUS	BONNUS GAGNÉS	TERMI- NATIONS	FINALES ET BONNUS	BONNUS GAGNÉS
1	0 721 10 361	0 000 0 000	7	0 237 0 167	0 000 0 000
2	0 482 0 342 0 632 0 862 17 182 24 772 11 112	0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000	8	0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000	0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000
3	2 783 07 383	0 000 0 000	9	0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000	0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000
4	0 004 4 004 0 074 24 444	0 000 0 000 0 000 0 000	0	0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000	0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000 0 000
5	1 340 23 865	0 000 0 000			
6	3 330 7 330	0 000 0 000			

TOUS LES BILLETS SE DÉVELOPPANT D'UN CÔTÉ AUTRE LOT HAUT PORTANT LES BILLETS SUIVANTS :

LION BELIER POISSONS

GAGNENT 100,00 F

LOTO

N° 27

TIRAGE
DU MARCHÉ
8 JUILLET 1987

POUR LES TIRAGES DES MARCHÉS 15 ET 22 JUILLET 1987
VALANT JUSQU'AU LUNDI APRÈS-MIDI

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE

TIRAGE DU MARCHÉ 8 JUILLET 1987

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE
AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement de l'ACQ-TAC se trouve sous le code L.O. du 27/12/68

Le numéro 011523 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille

111523	511523	gagnent
211523	611523	40 000,00 F
311523	711523	
411523	811523	

Les numéros approchant aux

Décimes de mille	Centimes	Unités	gagnent
001523	010523	011023	011503
021523	020523	011123	011513
031523	030523	011223	011523
041523	040523	011323	011533
051523	050523	011423	011543
061523	060523	011523	011553
071523	070523	011623	011563
081523	080523	011723	011573
091523	090523	011823	011583
		011923	011593

Tous les billets se terminant par

11523	gagnent
523	4 000,00 F
23	400,00 F
3	200,00 F
	100,00 F

TALOTAC

TIRAGE
DU MARCHÉ
8 JUILLET 1987

Berteil Soldes

3, PLACE ST AUGUSTIN
75008 PARIS

7, RUE DE SOLFERINO
75007 PARIS

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris

Téléphone : 42-48-17-11 - Téléc : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sous indications particulières, * expo le matin de la vente.

VENDEDI 17 JUILLET

S. 8 - Art et publicité - M^{me} CHEVAL, 33, r. du Fg-Montmartre (75009), 47-70-56-26; M. Roudillon, expert.

S. 11 - Tableaux modernes - M^{me} Catherine CHARBONNEAUX, 134, faubourg St-Honoré (75008), 43-59-66-36.

La vague atteint

DEMANDE D'EMPLOI

CHEFS D'ENTREPRISE

Economie

Les prévisions de l'INSEE

La croissance en 1987 sera moins forte que prévu

Recevant les journalistes à déjeuner dans les salons du Louvre, le mercredi 8 juillet, M. Edouard Balladur a commenté la note de conjoncture de l'INSEE, qui devait être rendue publique le lendemain et a présenté un bilan des réformes économiques menées au cours des six derniers mois.

« L'investissement économique et financier est en bonne voie... le moteur de notre économie est reparti », a commenté M. Balladur. L'INSEE

a pourtant confirmé, dans sa note de conjoncture, son diagnostic de mai, plutôt pessimiste, pour l'année 1987 : la croissance ne sera que de 1,3 %, l'inflation atteindra 3,5 %, le nombre des sans-emplois augmentera entre le début et la fin de l'année de cent dix mille personnes, le déficit du commerce extérieur enfin sera d'environ 25 milliards de francs.

A propos de la réforme économique, M. Balladur a souligné que, à ses yeux, « il n'y a

pas eu de pause » dans le mouvement de libéralisation. Comme pour le démontrer, le ministre de l'économie a annoncé de nouvelles mesures en matière de contrôle des changes. L'allocation touristique pour les voyageurs est supprimée. Les particuliers peuvent donc désormais emporter avec eux la somme de leur choix, en francs ou en devises. D'autre part, les restrictions à l'exportation de billets qui pesaient sur les touristes étrangers sont supprimées. Les

voyageurs devront néanmoins déclarer le montant des sommes qu'ils transportent sur eux lorsque celles-ci dépassent le seuil de 50 000 F. Le ministre d'Etat a, en outre, annoncé pour 1988 un allègement des impôts pour les particuliers d'au moins 6 milliards de francs. Cette réduction bénéficiera essentiellement aux cadres, à ceux qui sont dans les tranches du barème de l'impôt comprises entre 20 % et 50 %.

La croissance française ne sera, en 1987, que de 1,3 % (en prix 1980), indique l'INSEE dans sa note de conjoncture publiée le 9 juillet. Si cette prévision est vérifiée, on sera non seulement loin des objectifs gouvernementaux fixés à l'automne dernier, mais également en dessous des rythmes enregistrés au cours des trois années précédentes (1,4 % en 1984 et 1985, puis 2,2 % en 1986). Deux explications principales sont avancées par les experts de l'institut : la faiblesse de la demande étrangère d'une part, le net ralentissement de la demande intérieure d'autre part.

L'INSEE estime qu'après avoir diminué au cours du premier trimestre la demande étrangère adressée à la France devrait progresser d'ici à

la fin de l'année, ce qui devrait permettre une augmentation des exportations, notamment des produits manufacturés. « Le mouvement de dégradation du solde manufacturier pourrait prendre fin sur la seconde partie de l'année », écrivent les conjoncturistes de l'INSEE. Au total, l'excédent serait de 9 milliards de francs, alors qu'il était de 35 milliards en 1986.

Taux de chômage : 11,2

Compte tenu d'une augmentation des importations globales de 3 % et d'une stabilisation des exportations totales (+ 0,3 %), l'année 1987 s'achèverait sur un déficit de 25 mil-

liards de francs, après un quasi-équilibre en 1986. Les transactions courantes (c'est-à-dire compte tenu des échanges de services) ne seraient qu'équilibrées.

La faible croissance attendue pour 1987 provient surtout du « ralentissement de la consommation totale des ménages ». Celle-ci avait crû de 3,5 % l'an dernier, elle n'augmentera cette année que de 1,6 %. Ce freinage de la consommation devrait être plus sensible au second semestre et affecter en particulier les achats de biens de consommation durables. Il est la conséquence d'une baisse attendue du pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux. Malgré ce coup de frein, l'INSEE fait remarquer que, « au quatrième trimestre 1987, la

consommation manufacturière se situerait encore 6 % au-dessus du niveau atteint trois ans auparavant, au dernier trimestre 1984 ».

L'autre composante de la demande intérieure, l'investissement, devrait croître à un « rythme comparable à celui de l'an passé ».

L'investissement productif total devrait croître de 3 % en 1987 (au prix de l'année précédente), avec des rythmes supérieurs dans les industries agro-alimentaires et dans l'automobile, plus modérés dans les autres secteurs industriels. Les commerces et les services seront plus actifs. L'investissement en logement des particuliers semble également amorcer une timide reprise.

Au total, alors que des stocks importants ont été constitués au pre-

mier semestre et que la demande sera faible au second, la production industrielle devrait baisser d'ici à la fin de l'année. « En 1987, la production manufacturière diminuerait de 0,4 % en moyenne annuelle, après une augmentation de 0,9 % en 1986 et une baisse de 0,7 % en 1985 ».

M. Balladur insiste sur « la poursuite de la désinflation »

Dans son commentaire de la note de conjoncture de l'INSEE, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, n'évoque pas la prévision d'une croissance limitée à 1,3 % pour 1987. En revanche, le ministre d'Etat s'attarde sur « la poursuite de la désinflation », l'investissement, le commerce extérieur et les perspectives de l'emploi.

A propos de l'inflation le ministre d'Etat relève que, selon l'INSEE, la hausse des prix à la consommation hors énergie serait plus faible au second semestre 1987 (1,6 %) qu'au cours de chacun des trois semestres précédents. Pour le ministre d'Etat, les estimations actuelles confirment le jugement porté par l'INSEE au mois de mai, selon lequel l'écart d'inflation avec la RFA, de 3,9 points en février 1987, « devrait progressivement se réduire pour se limiter à deux points environ en fin d'année ». L'INSEE n'a pas repris cette prévision dans sa note de juillet.

Sur l'investissement, M. Edouard Balladur constate que l'INSEE confirme ses prévisions du mois de mai. Consé-

quence, « en deux années, 1986 et 1987, le volume de l'investissement productif des entreprises du secteur concurrentiel devrait croître, selon les prévisions de l'institut, plus que sur l'ensemble des huit dernières années ».

A propos du commerce extérieur, le ministre de l'économie retient de la note de l'INSEE la reprise des exportations de biens manufacturés hors biens d'équipement professionnel qui devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année et l'excédent prévu de la balance commerciale en produits manufacturés aux troisième et quatrième trimestres (de près de 3 milliards de francs par mois). Mais le ministre ne commente pas la perspective d'un déficit commercial total pour l'année de 25 milliards.

Sur le front de l'emploi, M. Balladur souligne que « les perspectives pour 1987 apparaissent aujourd'hui à l'INSEE un peu plus favorables qu'en mai ». Les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles diminueraient en 1987 de 60 000 à 70 000 personnes au lieu de 90 000 dans la prévision de mai.

Vivement l'automne !

COMME à son habitude, lorsque revient l'été, l'INSEE a publié sa note de conjoncture et ses prévisions pour les six derniers mois de l'année. Rompant avec les habitudes, le ministre de l'économie et des finances a convoqué la presse pour commenter cette note. C'est de bonne méthode dans la mesure où l'indépendance de l'institut national de la statistique se trouve ainsi confirmée. Son autorité également, car on ne voit pas pourquoi, autrement, un ministre d'Etat chercherait à tirer argument des prévisions de l'INSEE.

Nuages noirs

L'exercice n'est cependant pas sans risques. Que prévoit l'INSEE pour 1987 ? Une croissance inférieure à celle qu'annonce le gouvernement, un taux d'inflation plus élevé, une diminution du nombre des emplois et un déficit commercial de l'ordre de 25 milliards de francs quand on attendait le même résultat qu'en 1986, c'est-à-dire l'équilibre. A cela s'ajoute la perspective d'une production industrielle à nouveau déclinante.

L'accumulation de nuages noirs n'est pas de nature à faire perdre sa sérénité au ministre de l'économie. Fort d'un bilan qui n'est pas sans mérite, M. Balladur s'est efforcé de déceler les moindres signes d'éclosion : la « poursuite de la désinflation » au second semestre, une reprise de l'investissement productif et, à l'intérieur d'un commerce extérieur déficitaire, une amélioration du solde industriel. La suivre toutefois dans cette analyse, ce serait s'égayer dans une vaine querelle de chiffres. Abruptement, on retiendra que ce solde industriel ne sera plus que de 75 millions de francs en moyenne mensuelle en 1987 contre 3 milliards en 1986 et 8,6 milliards en 1984.

C'est cette réalité qu'il faut retenir, car elle rend vain le jeu des comparaisons à la petite semaine. En veut-on une illustration ? On nous répète depuis dix mois que les coûts salariaux augmentent moins vite en France qu'en Allemagne. Mais, sur les six dernières années, l'écart est de 30 % en faveur de la RFA. Les ajustements conjoncturels sont en effet beaucoup plus brutaux outre-Rhin où, par exemple, le pouvoir d'achat des ménages a diminué de 3,6 % en moyenne au cours des

trois années 1981, 1982 et 1983, conséquence d'une rigueur qui permet à nos voisins de repartir du bon pied quand il le faut, mais à laquelle les Français consentiraient de mauvaises grâces.

« Mourir guéri ? »

Bien que ralentie par rapport à l'année dernière, le niveau de consommation reste élevé en France. Peut-être parce que ce qui est retiré aux uns est donné aux autres. Le pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux se stabilise en 1987, mais celui des revenus des entrepreneurs individuels augmentera de 4,6 %. Cette inégalité, masquée pour le moment par le recours au crédit (40 % des Français se sont endettés en 1986 contre 33 % six ans auparavant) est sans doute un choix politique mais le gouvernement n'en tire pas jusqu'ici le profit escompté.

La confiance qu'il espérait obtenir des chefs d'entreprises, ceux-ci la lui mesurent plus que chichement. « Doit-on craindre de mourir guéri ? » s'interroge ce mois-ci la revue de la puissante Union patronale de la métallurgie, M. Claude-

Noël Martin, vice-président du CNPF, n'y va pas non plus de main morte, en déclarant que « le seul consensus qui existe en France, c'est celui de ne rien faire », et en dénonçant « l'actualité politique homéopathique ».

La confiance est également menacée par les tensions sur l'emploi. « Les faibles perspectives de croissance que nous avons pour 1987 et pour 1988 ne laissent rien espérer de bon pour le chômage », va jusqu'à avouer un ministre. A lui, du haut en bas de l'échelle sociale, se restreint le cercle de ceux qui croient à un avenir souriant. Tant il est vrai qu'on juge un arbre à ses fruits, pas à ses bourgeons.

Faute de pouvoir faire état de résultats suffisamment probants, le ministre d'Etat se projette dans l'avenir. Attitude cohérente pour un homme qui multiplie les mesures de libéralisation de l'économie et en espère les bénéfices dans les années à venir. Attitude incohérente pour le commun des mortels qui, percevant mal les difficultés de la tâche, croit toujours que d'autres feront mieux. Et, surtout, imagine difficilement que l'automne sera plus beau que l'été.

FRANÇOIS SIMON.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



PARIBAS

AUGMENTATION DES FONDS PROPRES DE LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIBAS

Le conseil d'administration de la Compagnie financière de Paribas s'est réuni le 2 juillet 1987, sous la présidence de M. Michel François-Poncet.

Lors de cette séance, le conseil a arrêté le principe d'une augmentation prochaine des fonds propres de la Compagnie. Cette opération a pour objet d'assurer le développement des filiales opérationnelles du Groupe Paribas dans leurs différents métiers bancaires et financiers.

Cette augmentation de capital sera réalisée par l'émission de titres appelés actions à bons de souscription d'actions.

Chaque titre à souscrire se compose d'une part, d'une action de la Compagnie, émise jouissance 1^{er} janvier 1987, c'est-à-dire équivalente aux actions cotées à l'heure actuelle à la Bourse de Paris et, d'autre part, d'un bon de souscription. Chaque bon permettra à son porteur de souscrire, à un prix fixe et pendant une période déterminée, à une nouvelle action de la Compagnie.

Les bons de souscription, attachés des titres émis, feront l'objet d'une cotation en Bourse de Paris distincte de celle des actions.


Les actionnaires de la Compagnie bénéficieront d'un droit de priorité leur permettant d'acquiescer à titre nouveau pour huit actions anciennes détachées. En outre, afin de favoriser les petits porteurs, tout actionnaire pourra souscrire

un titre nouveau, même s'il détient moins de huit actions anciennes. Le droit de priorité sera exercable à tout moment entre le 15 juillet et le 31 juillet inclus.

La part de l'émission correspondant aux droits de priorité sera exercée par les actionnaires actuels de la Compagnie. Elle pourra être, le cas échéant, complétée par une émission supplémentaire de titres identiques pour satisfaire, dans une proportion convenable, la demande qui se serait manifestée.

Le nombre exact d'actions à bons de souscription d'actions émis, qui pourront être de l'ordre de 7 millions, sera arrêté lors d'une réunion prochaine du conseil d'administration. Lors de cette séance, les autres conditions définitives de l'opération seront également décidées, notamment le prix d'émission des titres et les caractéristiques des bons de souscription.

NB. — Afin de respecter, conformément à la loi, la proportion existante entre les actions et les certificats d'investissement privilégiés, il sera simultanément procédé à une émission de certificats aux caractéristiques analogues à celles des actions à bons de souscription d'actions. Il est, en effet, rappelé que le capital social de la Compagnie est actuellement représenté par 46 395 792 actions et 258 408 certificats d'investissement privilégiés.



BANQUE TRANSATLANTIQUE

CHARGE J. P. PINATON

Création de « SICAV 90/10 »

Cette Sicav ouverte au public le 7 juillet 1987 est créée à l'occasion de l'ouverture prochaine à Paris des marchés sur options négociables sur actions françaises, sur contrats MATIF et sur indices boursiers. La gestion, qui sera assurée par la BANQUE TRANSATLANTIQUE en association avec les spécialistes de la Charge J.-P. PINATON, visera un rendement supérieur au taux du marché monétaire : une partie des actifs, 10 % au maximum, sera investie sur les marchés des options, 90 % minimum étant placés dans des titres à risque limité, opération de rénération notamment, afin d'assurer au moins le maintien du capital en francs courants.

Le capital initial de 150 millions de francs a été constitué avec la participation d'investisseurs institutionnels, d'entreprises et d'établissements de crédit.

Le conseil d'administration réunit :

Président : M. B. Cambiale, directeur général adjoint de la Banque transatlantique.

Administrateurs :

Charge J.-P. Pinaton, représentée par M. Alain Perles, directeur, BANQUE TRANSATLANTIQUE, représentée par M. Christian de Lime, directeur adjoint.

COTICORA (Compagnie financière de courtages bancaires), représentée par M. Jean-Pierre Lahaye, associé.

Fonds de garantie, représenté par M. Hubert Delisle, gérant.

GTM-Entrepose, représentée par M. Michel du Moutier, chef de service financier.

Le collège des censeurs est constitué par :

M. Jean Gonot, directeur général de la COGEPA (Compagnie générale de participation et d'assistance).

Société de gestion Thorp, représentée par M. Frédéric de Villele, membre du directoire.

SOGEC (Société de gestion et d'études commerciales), représentée par M. Frédéric Godoberge, directeur général adjoint.

La direction est assurée par M. Gilles Cojan, sous-directeur de la Banque transatlantique, assisté des spécialistes de la Société de gestion Thorp, filiale de la charge J.-P. Pinaton.

Un Comité réunira les actionnaires désireux d'être associés à la gestion.

La Banque transatlantique assure les fonctions de banque dépositaire et centralisatrice : les souscriptions et rachats sont également reçus auprès de la charge J.-P. Pinaton.

SOCIAL

Huit mois après la fin de leur stage

31% des jeunes TUC occupent encore un emploi

« Les TUC, c'est du soc », affirmait le Parti communiste après la décision du gouvernement Fabius, le 26 septembre 1984, de lancer des travaux d'utilité collective pour les jeunes de seize à vingt et un ans (élargis ensuite aux jeunes de vingt-cinq ans insérés depuis un an à l'ANPE). A l'heure actuelle, on recense 231 000 TUC. Les TUC ont souvent été présentés comme une façon utile d'occuper des jeunes. Mais après que deviennent-ils ? M. Michel Levallois, chef de la mission pour l'emploi des jeunes, a présenté le 8 juillet les résultats d'une enquête sur le « devenir » des TUC, réalisée auprès de deux mille jeunes de dix-huit à vingt et un ans en décembre 1986, huit mois après leur sortie de stage.

Huit mois après le stage, 31 % occupent un emploi (dont 13 % à durée indéterminée), 48 % sont au chômage (non indemnisés pour 32,7 %), 12,2 % effectuent un autre stage et 8,7 % sont dans une autre situation (générallement service militaire). Ces chiffres sont à comparer avec ceux qui décrivaient la situation de ces jeunes « tucistes », au cours du mois qui avait précédé leur entrée en TUC : 4,7 % avaient un emploi, 87 % étaient au chômage (dont 56,3 % non indemnisés) en stage et 6,3 % se trouvaient dans une autre situation.

Certes, l'étude montre que « le parcours professionnel de ces jeunes après le TUC reste marqué par l'instabilité ». An cours des huit mois qui se sont écoulés entre la fin du stage et l'enquête, 1 258 tucistes, soit 63 % des enquêtés, ont trouvé « au moins un emploi ». Dans 43,3 % des cas, il s'agit d'un contrat à durée déterminée, pour 7,4 % d'un

interim. Il apparaît aussi que 68 % sont entrés « dans le milieu ordinaire de travail privé et concurrentiel », alors que 32 % sont « restés dans le champ des organismes d'accueil » (associations, communes, hôpitaux), près d'un jeune sur cinq s'étant trouvé employé par l'organisme du stage TUC. Sur ces 1258 jeunes, 55 % n'ont plus ce premier emploi, qu'ils ont quitté dans 82 % des cas (fin de contrat ou de période d'essai), ou perdu dans 18 % des cas. Au cours des huit mois observés, sept jeunes sur dix ont connu des périodes de chômage parfois longues.

L'étude souligne que « le TUC ne semble pas introduire de rupture dans la vie de ces jeunes, caractérisée par une alternance de périodes d'emploi et de chômage ». Pendant leur stage — à mi-temps — trois sur cinq continuent, en reconstruisant notamment à l'ANPE, à chercher un emploi ; 18 % des TUC ont trouvé leur stage utile pour « la définition d'un projet professionnel » ; 24 % ont été « confortés » dans un projet antérieur, 40 % n'ont rien modifié à leurs aspirations professionnelles et 18 % n'avaient toujours pas de projet en sortant... Mais il faut encore améliorer la formule en proposant systématiquement une formation complémentaire (qui n'a trouvé, selon l'enquête, que 5,2 % des stagiaires).

Après les TUC, les tentatives d'insertion dans le milieu d'accueil sont plus nombreuses. Et un jeune sur cinq utilise des méthodes différentes pour chercher du travail. En ayant plus confiance en lui et en utilisant mieux les « circuits ».

M. N.

Economie

ÉTRANGER

L'ouverture à Genève de la CNUCED

Une confrontation entre pays pauvres et pays riches

Cinq chefs d'Etat, un chef de gouvernement et soixante-quatre ministres défilèrent à la tribune de la septième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED VII) qui s'est ouverte le jeudi 9 juillet à Genève en présence du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar. M. François Mitterrand devait intervenir le 10 juillet pour mettre l'accent sur la nécessaire diversification des productions de matières premières ainsi que sur la recherche et le développe-

ment. Un mois après le sommet des pays industriels à Venise, ce vaste forum de débats — à défaut de décisions — que constitue la CNUCED sera consacré, jusqu'à la fin du mois de juillet, à un thème qui se veut unificateur entre nations pauvres et riches : « la revitalisation du développement de la croissance et du commerce international ». Mais aussi que le confirme le dernier rapport de l'OCDE sur le financement et la dette du tiers-monde, le chemin à parcourir reste extrêmement long et difficile.

La dette du tiers-monde atteint 1 104 milliards de dollars

Les flux financiers à destination des pays en développement ont baissé, en volume, de 15 % en 1986, alors que leur dette s'alourdissait de près de 100 milliards de dollars, pour représenter 1 104 milliards. A eux seuls, ces deux chiffres résument les « deux facettes » du problème du financement de la croissance du tiers-monde et l'inquiétude des auteurs du dernier rapport de l'OCDE consacré à ce thème.

Le constat des experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) n'est rien d'encourageant. La faible croissance dans les pays industriels, le niveau durablement bas des prix des produits de base et celui durablement élevé des taux d'intérêt ont accru les incertitudes qui pèsent sur les pays en développement et assombri leur espoir de reprise économique et d'allègement du fardeau de la dette. Certes, en termes réels — c'est-à-dire en tenant compte de l'évolution des prix et des monnaies — l'endettement du tiers monde n'a augmenté que de 2 %. Sa progression, de 95 milliards de dollars en termes nominaux (hors inflation), est due, à hauteur de 73 milliards environ, aux évolutions brutales des parités, notamment du dollar. Il n'empêche que, dans leur grande majorité, les pays en développement ne voient pas les moyens d'alléger rapidement une dette globale de 1 104 milliards, dont le remboursement a représenté 152,8 milliards l'an dernier.

La chute des cours des matières premières

Même si elle est due pour moitié à la réduction de la demande de pays solvables comme la Corée du Sud, ou de pays ayant adopté une politique prudente, comme la Chine, la contraction des crédits privés s'est poursuivie en 1986. L'aide publique accordée à des conditions privilégiées se tasse également. Quant aux organismes multilatéraux d'aide, ils ont été amenés à limiter leurs opérations, les politiques de rigueur suivies dans le tiers-monde amenant les gouvernements à réduire sur leurs programmes d'investissement, alors que leurs remboursements à ces mêmes organismes progressaient de 30 %.

Le piège de la situation actuelle, les pays d'Afrique sub-saharienne en constituent toujours la plus écla-

tante illustration, selon les auteurs du rapport : la chute des cours des matières premières a découragé les investisseurs privés étrangers, détruit les fondements mêmes des politiques préconisées par le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale dans la première moitié des années quatre-vingt, réduit au total les recettes extérieures et, par là même, la capacité de remboursement des pays endettés. Ce n'est pas de la crise actuelle qu'il s'agit, mais d'être tranché si l'on croit les experts du châtelet de la Monnaie. Parvenir à une « décompression » du problème de l'endettement s'impose.

Les idées, partielles, ne manquent pas à ce sujet. Elles vont d'options « à la carte » pour les banques attirées par des systèmes comme la

conversion d'une part des créances en actifs dans le tiers-monde, à l'allongement des délais de remboursement pour la dette garantie pour les nations les plus pauvres. Cette décompression pourra-t-elle s'accompagner d'une reprise des prêts aux pays endettés ? L'OCDE ne cache pas sa perplexité et, après avoir souligné le rôle stratégique des financements publics accordés à des conditions douces, se contente de plaider pour une accélération de la coopération qui s'instaure entre gouvernements et organismes multilatéraux d'aide. Les auteurs du rapport n'excluent pas qu'une « nouvelle phase de coopération » ait débuté. Sa portée reste à démontrer.

F. Cr.

Hay Group

Hay European Conference

Paris - October 29-30, 1987



**Strategic Issues for
Human Resources Management**

Compensation - Comparisons and Trends

Palais des Congrès
2, Place de la Porte Maillot
75017 PARIS
Tél. O. Garcin - 42.67.44.64



Les Rêves Deviennent Réalité.

Delta Air Lines Est Le Nouveau Transporteur Officiel De Walt Disney World.

Une nouvelle étoile brille dans le ciel du Magic Kingdom : DELTA. Et nous en sommes fiers : l'attraction préférée des Américains est désormais officiellement unie à la compagnie aérienne la plus appréciée de l'Amérique.

De telles réputations ne se font pas du jour au lendemain ; elles sont le fruit de beaucoup de travail et de passion.

Depuis 1974, Delta détient la première place au classement que le

Département américain des Transports établit parmi l'ensemble des grandes compagnies aériennes américaines selon l'indice de satisfaction des passagers.

Et pour la 5^e année consécutive, les lecteurs du magazine TRAVEL HOLIDAY ont désigné Delta comme la meilleure compagnie aérienne des États-Unis.

Maintenant nous sommes aussi la meilleure compagnie du Monde... de Disney World !

Pour nous le rêve est devenu réalité... Alors suivez-nous !

MICKEY VOUS ATTEND A ORLANDO !

Partez à la découverte des merveilles du Magic Kingdom et d'Epcot Center de Walt Disney !

Pour plus de renseignements sur les voyages organisés ou sur les vols pour ORLANDO, consultez votre agent de voyages ou appelez le NUMÉRO MAGIQUE de DELTA : (1) 43 35 40 80.

Avec Walt Disney World et Delta, les rêves de vacances deviennent réalité !



DELTA
Compagnie Officielle
de Walt Disney World

Bureau de ventes : 24, boulevard des Capucines 75009 PARIS.

©1987 Delta Air Lines, Inc.

EN BREF

● Accord à Marseille pour la réduction des effectifs de dockers. — Un accord a été signé à Marseille entre les entreprises de manutention, le Port autonome et le syndicat des dockers pour réduire le nombre des ouvriers portuaires. Cet accord, qui prend la forme d'un plan social, prévoit une procédure de congés de conversion pour les dockers âgés de plus de cinquante ans et le versement d'indemnités de départ volontaire (200 000 F) pour les plus jeunes.

On estime que près de cinq cents dockers au total pourraient bénéficier dans les prochains mois de cette procédure. Seuls sont concernés pour le moment les dockers de Marseille, ceux des bassins de Fos n'ayant pas encore souscrit à l'accord.

La mise en application de cet accord sur le plan social est toutefois subordonnée à la conclusion avant la fin juillet d'une nouvelle convention collective avec les dockers marseillais.

● Lock-out aux Constructions mécaniques de Normandie, après des incidents à Cherbourg. — La direction des Constructions mécaniques de Normandie (CMN), à Cherbourg (Manche), a prononcé le lock-out du chantier naval, à compter du jeudi 9 juillet, à 7 h 30, après de nouveaux incidents survenus mercredi, lors d'une manifestation du personnel. La réouverture du chantier est prévue le 3 août, après les congés annuels, « dans la mesure où les conditions de travail seront normalement assurées », indique la direction. — (AFP.)

هكذا من الالهي

BOURSE DE PARIS

8 JUILLET

Cours relevés
à 17 h 36

Règlement mensuel

1908	1913	1918	1923	1928	1933	1938	1943	1948	1953	1958	1963	1968	1973	1978	1983	1988	1993	1998	2003	2008	2013	2018	2023	2028	2033	2038	2043	2048	2053	2058	2063	2068	2073	2078	2083	2088	2093	2098	2103	2108	2113	2118	2123	2128	2133	2138	2143	2148	2153	2158	2163	2168	2173	2178	2183	2188	2193	2198	2203	2208	2213	2218	2223	2228	2233	2238	2243	2248	2253	2258	2263	2268	2273	2278	2283	2288	2293	2298	2303	2308	2313	2318	2323	2328	2333	2338	2343	2348	2353	2358	2363	2368	2373	2378	2383	2388	2393	2398	2403	2408	2413	2418	2423	2428	2433	2438	2443	2448	2453	2458	2463	2468	2473	2478	2483	2488	2493	2498	2503	2508	2513	2518	2523	2528	2533	2538	2543	2548	2553	2558	2563	2568	2573	2578	2583	2588	2593	2598	2603	2608	2613	2618	2623	2628	2633	2638	2643	2648	2653	2658	2663	2668	2673	2678	2683	2688	2693	2698	2703	2708	2713	2718	2723	2728	2733	2738	2743	2748	2753	2758	2763	2768	2773	2778	2783	2788	2793	2798	2803	2808	2813	2818	2823	2828	2833	2838	2843	2848	2853	2858	2863	2868	2873	2878	2883	2888	2893	2898	2903	2908	2913	2918	2923	2928	2933	2938	2943	2948	2953	2958	2963	2968	2973	2978	2983	2988	2993	2998	3003	3008	3013	3018	3023	3028	3033	3038	3043	3048	3053	3058	3063	3068	3073	3078	3083	3088	3093	3098	3103	3108	3113	3118	3123	3128	3133	3138	3143	3148	3153	3158	3163	3168	3173	3178	3183	3188	3193	3198	3203	3208	3213	3218	3223	3228	3233	3238	3243	3248	3253	3258	3263	3268	3273	3278	3283	3288	3293	3298	3303	3308	3313	3318	3323	3328	3333	3338	3343	3348	3353	3358	3363	3368	3373	3378	3383	3388	3393	3398	3403	3408	3413	3418	3423	3428	3433	3438	3443	3448	3453	3458	3463	3468	3473	3478	3483	3488	3493	3498	3503	3508	3513	3518	3523	3528	3533	3538	3543	3548	3553	3558	3563	3568	3573	3578	3583	3588	3593	3598	3603	3608	3613	3618	3623	3628	3633	3638	3643	3648	3653	3658	3663	3668	3673	3678	3683	3688	3693	3698	3703	3708	3713	3718	3723	3728	3733	3738	3743	3748	3753	3758	3763	3768	3773	3778	3783	3788	3793	3798	3803	3808	3813	3818	3823	3828	3833	3838	3843	3848	3853	3858	3863	3868	3873	3878	3883	3888	3893	3898	3903	3908	3913	3918	3923	3928	3933	3938	3943	3948	3953	3958	3963	3968	3973	3978	3983	3988	3993	3998	4003	4008	4013	4018	4023	4028	4033	4038	4043	4048	4053	4058	4063	4068	4073	4078	4083	4088	4093	4098	4103	4108	4113	4118	4123	4128	4133	4138	4143	4148	4153	4158	4163	4168	4173	4178	4183	4188	4193	4198	4203	4208	4213	4218	4223	4228	4233	4238	4243	4248	4253	4258	4263	4268	4273	4278	4283	4288	4293	4298	4303	4308	4313	4318	4323	4328	4333	4338	4343	4348	4353	4358	4363	4368	4373	4378	4383	4388	4393	4398	4403	4408	4413	4418	4423	4428	4433	4438	4443	4448	4453	4458	4463	4468	4473	4478	4483	4488	4493	4498	4503	4508	4513	4518	4523	4528	4533	4538	4543	4548	4553	4558	4563	4568	4573	4578	4583	4588	4593	4598	4603	4608	4613	4618	4623	4628	4633	4638	4643	4648	4653	4658	4663	4668	4673	4678	4683	4688	4693	4698	4703	4708	4713	4718	4723	4728	4733	4738	4743	4748	4753	4758	4763	4768	4773	4778	4783	4788	4793	4798	4803	4808	4813	4818	4823	4828	4833	4838	4843	4848	4853	4858	4863	4868	4873	4878	4883	4888	4893	4898	4903	4908	4913	4918	4923	4928	4933	4938	4943	4948	4953	4958	4963	4968	4973	4978	4983	4988	4993	4998	5003	5008	5013	5018	5023	5028	5033	5038	5043	5048	5053	5058	5063	5068	5073	5078	5083	5088	5093	5098	5103	5108	5113	5118	5123	5128	5133	5138	5143	5148	5153	5158	5163	5168	5173	5178	5183	5188	5193	5198	5203	5208	5213	5218	5223	5228	5233	5238	5243	5248	5253	5258	5263	5268	5273	5278	5283	5288	5293	5298	5303	5308	5313	5318	5323	5328	5333	5338	5343	5348	5353	5358	5363	5368	5373	5378	5383	5388	5393	5398	5403	5408	5413	5418	5423	5428	5433	5438	5443	5448	5453	5458	5463	5468	5473	5478	5483	5488	5493	5498	5503	5508	5513	5518	5523	5528	5533	5538	5543	5548	5553	5558	5563	5568	5573	5578	5583	5588	5593	5598	5603	5608	5613	5618	5623	5628	5633	5638	5643	5648	5653	5658	5663	5668	5673	5678	5683	5688	5693	5698	5703	5708	5713	5718	5723	5728	5733	5738	5743	5748	5753	5758	5763	5768	5773	5778	5783	5788	5793	5798	5803	5808	5813	5818	5823	5828	5833	5838	5843	5848	5853	5858	5863	5868	5873	5878	5883	5888	5893	5898	5903	5908	5913	5918	5923	5928	5933	5938	5943	5948	5953	5958	5963	5968	5973	5978	5983	5988	5993	5998	6003	6008	6013	6018	6023	6028	6033	6038	6043	6048	6053	6058	6063	6068	6073	6078	6083	6088	6093	6098	6103	6108	6113	6118	6123	6128	6133	6138	6143	6148	6153	6158	6163	6168	6173	6178	6183	6188	6193	6198	6203	6208	6213	6218	6223	6228	6233	6238	6243	6248	6253	6258	6263	6268	6273	6278	6283	6288	6293	6298	6303	6308	6313	6318	6323	6328	6333	6338	6343	6348	6353	6358	6363	6368	6373	6378	6383	6388	6393	6398	6403	6408	6413	6418	6423	6428	6433	6438	6443	6448	6453	6458	6463	6468	6473	6478	6483	6488	6493	6498	6503	6508	6513	6518	6523	6528	6533	6538	6543	6548	6553	6558	6563	6568	6573	6578	6583	6588	6593	6598	6603	6608	6613	6618	6623	6628	6633	6638	6643	6648	6653	6658	6663	6668	6673	6678	6683	6688	6693	6698	6703	6708	6713	6718	6723	6728	6733	6738	6743	6748	6753	6758	6763	6768	6773	6778	6783	6788	6793	6798	6803	6808	6813	6818	6823	6828	6833	6838	6843	6848	6853	6858	6863	6868	6873	6878	6883	6888	6893	6898	6903	6908	6913	6918	6923	6928	6933	6938	6943	6948	6953	6958	6963	6968	6973	6978	6983	6988	6993	6998	7003	7008	7013	7018	7023	7028	7033	7038	7043	7048	7053	7058	7063	7068	7073	7078	7083	7088	7093	7098	7103	7108	7113	7118	7123	7128	7133	7138	7143	7148	7153	7158	7163	7168	7173	7178	7183	7188	7193	7198	7203	7208	7213	7218	7223	7228	7233	7238	7243	7248	7253	7258	7263	7268	7273	7278	7283	7288	7293	7298	7303	7308	7313	7318	7323	7328	7333	7338	7343	7348	7353	7358	7363	7368	7373	7378	7383	7388	7393	7398	7403	7408	7413	7418	7423	7428	7433	7438	7443	7448	7453	7458	7463	7468	7473	7478	7483	7488	7493	7498	7503	7508	7513	7518	7523	7528	7533	7538	7543	7548	7553	7558	7563	7568	7573	7578	7583	7588	7593	7598	7603	7608	7613	7618	7623	7628	7633	7638	7643	7648	7653	7658	7663	7668	7673	7678	7683	7688	7693	7698	7703	7708	7713	7718	7723	7728	7733	7738	7743	7748	7753	7758	7763	7768	7773	7778	7783	7788	7793	7798	7803	7808	7813	7818	7823	7828	7833	7838	7843	7848	7853	7858	7863	7868	7873	7878	7883	7888	7893	7898	7903	7908	7913	7918	7923	7928	7933	7938	7943	7948	7953	7958	7963	7968	7973	7978	7983	7988	7993	7998	8003	8008	8013	8018	8023	8028	8033	8038	8043	8048	8053	8058	8063	8068	8073	8078	8083	8088	8093	8098	8103	8108	8113	8118	8123	8128	8133	8138	8143	8148	8153	8158	8163	8168	8173	8178	8183	8188	8193	8198	8203	8208	8213	8218	8223	8228	8233	8238	8243	8248	8253	8258	8263	8268	8273	8278	8283	8288	8293	8298	8303	8308	8313	8318	8323	8328	8333	8338	8343	8348	8353	8358	8363	8368	8373	8378	8383	8388	8393	8398	8403	8408	8413	8418	8423	8428	8433	8438	8443	8448	8453	8458	8463	8468	8473	8478	8483	8488	8493	8498	8503	8508	8513	8518	8523	8528	8533	8538	8543	8548	8553	8558	8563	8568	8573	8578	8583	8588	8593	8598	8603	8608	8613	8618	8623	8628	8633	8638	8643	8648	8653	8658	8663	8668	8673	8678	8683	8688	8693	8698	8703	8708	8713	8718	8723	8728	8733	8738	8743	8748	8753	8758	8763	8768	8773	8778	878
------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----

Comptant (collection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		
Emison	Rachet	Emison	Rachet	Emison	Rachet	Emison	Rachet	
Franc int.	Franc net.	Franc int.	Franc net.	Franc int.	Franc net.	Franc int.	Franc net.	
A.A.A.	838 38	877 83	Franco-Parma	102 10	89 13	Paribas France	107 85	104 81
Action Invest.	436 27	456 69	Franco-Rhône	1149 83	1116 34	Paribas Group	632 01	606 26
Action selective	377 61	390 48	Franch-Alsace	1380 12	1350 12	Paribas Opportunités	102 77	98 76
ALC	617 07	634 72	Franchcap	307	298 56	Paribas Patrimoine	354 33	331 79
A.L.E. Action de l'OP	445 92	429 12	Franch-Picardie	247 10	240 10	Paribas-Picardie	671 04	670 17
A.L.E. 5000	628 64	611 41	Franch-Poit.	652 10	625 44	Paribas-Rhône	1623 28	1587 48
A.L.E. ECU	1100 28	1089 38	Franch-SEU	81118 90	80916 81	Paribas Participations	253 06	251 80
A.L.E. J.B. 1984	102 41	101 41	Franch-Strasbourg	570 21	561 78	Paribas Invest.	108 71	122 42
A.L.E. J.B. 1985	102 41	101 41	Franch-Toul.	1115 13	1114 01	Paribas L.	108 71	122 42
A.L.E. J.B. 1986	102 41	101 82	Genéon	57000 55	56859 40	Paribas on-asset	86539 40	86502 50
A.L.E. J.B. 1987	100 61	100 61	Groupe Association	156 30	153 30	Paribas P.	94520 30	94538 30
Agilys	109 51	67 47	Groupe Mobilis	748 94	748 94	Paribas P.	94520 30	94538 30
Alia	214 36	214 36	Groupe Odiparis	474 33	474 33	Paribas P.	94520 30	94538 30
AL.T.O.	136 24	135 41	Gest. S.M. France	767 57	732 76	Paribas P.	94520 30	94538 30
Amor-Gin	5728 90	5698 12	Henriettes Association	1205 37	1205 37	Paribas P.	94520 30	94538 30
América-Vale	765 18	730 45	Hesperion court terme	1183 44	1183 44	Paribas P.	94520 30	94538 30
Antares	577 54	580 23	Hesperion court terme	1464 24	1460 23	Paribas P.	94520 30	94538 30
Amplitude	577 54	580 23	Hesperion court terme	2190 46	2111 31	Paribas P.	94520 30	94538 30
Argence court terme	5408 11	5397 30	Hesperion court terme	1078 22	1039 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Argence court terme	432 21	418 57	Hesperion court terme	1286 38	1286 38	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asocio	1154 59	1164 18	Hesperion court terme	1464 24	1460 23	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asso	136 17	132 51	Hesperion court terme	1120 34	1178 08	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Europe	114 17	108 99	IMSL	519 84	511 73	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investissements	122 13	115 39	Info-Sun Values	781 50	748 06	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	483 42	483 42	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments	122 13	115 39	Int. France	223 25	223 25	Paribas P.	94520 30	94538 30
Asu Investments								

Second marché (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P.-S.A.	1100	1100	Départ.-O.M. conseil.	...	...	Alcan Services	258	255
Alcan	730	730	Edison Electric	300	300	M.A.B.	676	676
Alcanpt	728	734	Elec. St. Demerloo	710	710	Mohat	255	255
B.C.M.	860	875	Explot. Invention	45	45	Randa-Delmas	740	760
B.P.	777	785	Expart	859	845	Rock-Orient	476	480
Belland Technologies	1230	1222	Filaparc	75	75	St. Germain	700	700
Belland	1230	1230	Gen. Ind.	1150	1130	Flack-Kutsumi	230	233
Calsonic	1530	1530	Guy Dugrenon	1050	1050	Francilguy	506	508
Colson	981	985	I.G.C.	289	282	Pier Import	300	356
Confé	3400	2380	IMA	240	245	Rand	1599	1670
COM.E.	1050	1022	I.G.F.	226	226	St. Laurent Etchallage	1518	1518
C. Eclair. Eest.	300	300	IN Information	110	110	St-Hilaire	117	235
C.E.C.I.D.	2400	2428	INSA	224	224	S.C.E.P.M.	380	268
C.E.C.I.D.	228	228	La Comendone Electric	760	780	Suez-Matm	1578	1535
C.E.P.-Communication	1531	1521	Leget Ind. du pôle	420	401	S.E.P.	1380	1387
C.G.I. Information	530	574	Lucas-Bretonneau	309	305	S.E.P.H.	1720	1676
C.N.I.M.	418	418	Lucas	405	420	S.M.C. Group	380	380
Dalco	298	298	Minicom	485	485	S.M.C.	1400	1380
Daphin D.T.A.	3540	3570	Mitsubishi	387	387	S.N.A.T.	427	415
Develco	360	360	Mitsubishi Ind. Int.	172	165	Sopas	1100	1100
Electra	884	880	Mitsubishi Machine	675	675	Valeux de France	385	385

Hors-cote

M	440	443
May	165	.....
Mod. Feminine	120	.....
M.	430	440
Inc. Inc. (Cant.)	1080	1090
.....	2180	2180
Pro-Grange	325	.....
.....	550	.....
Pro-Hist. Soc.	.....	.....
.....	1015	1020
.....	3400	.....
.....	369	369
.....	155	.....
.....	85 70	0 10 c
R.	470	.....
.....	380	.....
.....	135	.....

MINITEL

de votre gestion en direct

La performance personnelle

16,15 Taxes LEMANQUE puis BOURSE

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/7
	préc.	8/7	Adm.	Vern.			
Etats-Unis (S 1)	6 125	6 148	5 900	6 400	Or fin (bars en tonnes)	87590	87000
ECU	8 917	8 917		941	Or fin (jetons)	87650	87650
Allemagne (100 DM)	335 170	332 800	326	341	Pièce française (20 fr)	610	611
Belgique (100 fr)	18 258	18 258	18 600	19 500	Pièce française (10 fr)	350	350
Canada (100 \$)	295 940	295 676	287	307	Pièce suisse (20 fr)	585	592
Danemark (100 kr.)	87 890	87 710	85	92	Pièce suisse (10 fr)	804	803
Hongrie (100 H)	51 150	51 120	87	94	Pièce suisse (5 fr)	631	628
Grèce-Roumanie (L 1)	9 628	9 628	9 600	10 300	Soyuzm	2830	2830
Grande-Bretagne (100 £)	4 440	4 440	4 300	4 700	Pièce de 10 dollars	1470	1470
Indonésie (100 Rp.)	6 822	6 801	6 350	6 850	Pièce de 5 dollars	880	880
Italie (100 L.)	359 700	358 870	387	407	Pièce de 100 pesos	325	3280
Israël (100 N.)	95 670	95 680	92 900	98 900	Pièce de 10 pesos	522	522
Jaune (100 sch.)	4 331	47 350	49 350	48 700	Or Lesdig.	444	445
Europe (100 sch.)	4 267	4 627	4 600	4 650	Or Zurich	445	445
Autriche (100 sch.)	4 267	4 263	3 700	4 700	Or Hongkong	446 15	446 15
Canada (95 c.)	4 625	4 645	4 450	4 900	Argent Lesdig.	7 47	7 36
Japan (100 yens)	4 103	4 077	3 940	4 150			

هكذا من الامم

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Les élections législatives en Australie. 3 Représailles après les massacres en Inde. 4 Les auditions sur l'« étrange » aux États-Unis.	5 La session extraordinaire du Parlement. - Le communiqué du conseil des ministres. 6 Conflit dans la fédération PR du Vaucluse.	7 Selon un sondage de la FASP, 58 % des policiers jugent mauvaises leurs conditions de travail. - Affaire Greenpeace : « Môme Vert » à visage découvert. 8 Les inscriptions dans les universités parisiennes. - Le Tour de France cycliste.	15 Le 40 ^e Festival d'Avignon. - Le Chevalier à la rose, au Festival d'Aix-en-Provence. - Le Centre américain va déménager à Bercy. 19 Communication : démantèlement d'un important réseau de piraterie vidéo ; le défilé du télé-achat attend la France.	20 Les prévisions de l'INSEE : la croissance en 1987 sera moins forte que prévu. 21 Dette des pays en développement : l'ouverture de la CNUCED. 22-23 Marchés financiers.	Radio-télévision 17 Annonces classées 19 Météorologie 17 Mots croisés 17 Carnet 18 Loto, Loto 18 Spectacles 16	• M. Balladur : les privatisations vont bon train. (PRI) • Université : la course aux inscriptions. (UNEF) • L'actualité, la revue de presse, les dossiers du Monde. (ACTU) Actualité, Sports, International, Bourse, Culture, Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

A Bordeaux

M. Chirac annonce des mesures fiscales pour favoriser la recherche et l'innovation dans les entreprises

M. Chirac en visite à Bordeaux devait annoncer le 9 juillet les mesures adoptées la veille en comité interministériel pour favoriser le développement de la recherche et de l'innovation dans l'industrie. Après avoir taillé dans les crédits de recherche à son arrivée au pouvoir en 1986, le gouvernement a pris conscience du retard technologique français et décidé de faire de la recherche et de l'innovation une des priorités de son action. En 1988, le budget consacré à la recherche par l'État (hors dépenses militaires) devrait augmenter de 7,7 % pour atteindre près de 56 milliards de francs.

L'accent est mis sur les dispositions fiscales avec l'élargissement du crédit d'impôt recherche (CIR) pour encourager les PME-PMI à s'adonner à la recherche, qui représentera une dépense fiscale supplémentaire d'au moins 500 millions de francs en 1988. Le système mis en place par M. Hubert Curien, alors ministre de la recherche, en 1983, a été jugé efficace puisqu'il a plus que doublé en un an pour passer de 477 millions de francs en 1984 à près de 1,1 milliard en 1985 avec 2 300 entreprises concernées.

Les modalités techniques de l'élargissement du CIR seront décidées avant la fin du mois. Elles peuvent porter sur l'élargissement de l'assiette (en intégrant l'acquisition de brevets par exemple), sur le taux (actuellement de 30 %) qui pourrait être porté à 60 %, sur un relèvement du plafond de 5 à 7 millions de francs pour une entreprise et à 10 millions pour des dépenses de recherche associant plusieurs entreprises.

Le gouvernement vise un doublement des sociétés concernées (principalement les petites et moyennes) à l'horizon 1992 et un développement de la recherche associant plusieurs entreprises.

ment de la recherche coopérative, inexistante en France alors qu'elle est très fréquente chez nos partenaires américains ou allemands.

Après arbitrages budgétaires, deux autres décisions ont été prises pour augmenter les ressources en faveur de la recherche. D'une part, les dotations de l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) sont augmentées de 10 % pour atteindre 627 millions de francs, ce qui permettra à l'Agence, grâce au remboursement des aides à l'innovation accordées les années précédentes, de distribuer 917 millions de francs en 1988, au travers de nouvelles procédures destinées aux PME, de la création d'entreprises technologiques, de l'encouragement au recrutement de chercheurs... D'autre part, le Fonds de recherche et technologie verra ses crédits croître de 10 % en 1988 pour s'élever à 825 millions de francs.

Les autres mesures ont essentiellement pour but de développer la recherche associée entre les organismes publics (centres de recherche, universités...) et les entreprises. La grande faiblesse du système français est en effet de disposer d'un outil de recherche publique puissant, responsable de grands programmes technologiques (aéronautique, espace...) et de ne pas faire profiter les entreprises des retombées de ces travaux. Pour favoriser le « développement », notamment entre ministères, le gouvernement a décidé de lancer un programme « nouveaux matériaux », associant la défense, la recherche, l'industrie, les P et T, le Commissariat à l'énergie atomique et le Centre national de recherche scientifique. Géré de façon unifiée, il sera doté d'un fonds de 200 millions de francs en 1988 (alimenté par les budgets des différents partenaires) et procédera par appels d'offres.

Une dernière mesure vise à encourager la mobilité des chercheurs du public vers le privé, à la fois pour « irriguer » les entreprises et pour donner de l'air aux organismes de recherche. Vieux serpent de mer, cette idée se heurte à des questions de statut qui vont être aménagées. La principale décision prise réside dans la prime qui sera allouée aux chercheurs partant en entreprise et qui sera égale à un an de salaire.

L'annonce faite par M. Chirac prouve que le gouvernement s'est attaqué à un des problèmes de fond de l'industrie française, responsable de son retard de compétitivité. Les réponses apportées seront-elles à la hauteur de l'enjeu ? Sans compter le temps perdu, on peut s'interroger par exemple sur l'efficacité d'un nouveau programme sur les matériaux alors que les programmes mobilisateurs « arrêtés par les socialistes ont largement montré leur fa-

ble efficacité, principalement en raison de l'absence de ressources.

Dispersion

L'inspiration demeure globalement très étatique et centralisée, selon la tradition française. Reste que sur le fond la multitude des dispositions envisagées pour diffuser l'innovation technologique dans le tissu industriel forme un tout dispersé. C'est un choix et le ministère de l'Industrie insiste sur le côté complexe du processus d'innovation, concept plus large que celui de recherche. Sans doute ne faut-il pas le sous-estimer et l'existence de « corps intermédiaires » comme les centres techniques et les organismes professionnels, a sans doute beaucoup fait pour le développement de l'innovation en RFA. Mais il ne faut pas sous-estimer non plus la masse d'argent investie par les autorités occidentales pour parvenir à leurs fins. Les moyens mis pour l'heure par le gouvernement français pour favoriser le « rattrapage technologique » de l'industrie française sont-ils, eux, vraiment à la hauteur de l'enjeu ?

CLAIRE BLANDIN.

En Turquie

Une nouvelle attaque de séparatistes kurdes fait vingt morts

ISTANBUL de notre correspondant

Les rebelles séparatistes kurdes ont attaqué deux villages dans la province de Mardin, non loin de la frontière syrienne, dans la soirée de mercredi 8 juillet, tuant vingt personnes, dont onze enfants, parmi la population civile. Cette action a eu lieu quelques heures seulement après que le premier ministre M. Turgut Ozal ait appelé à la reddition, lors d'une intervention dans le village voisin de Pinaricik, les auteurs du massacre de trente et une personnes perpétré le mois dernier et attribué au P.K.K. (Parti des travailleurs kurdes).

Cette nouvelle action apparaît clairement comme un défi à M. Ozal, au moment où celui-ci effectue une tournée dans la région du barrage Atatürk, pierre angulaire d'un programme de développement économique qui doit contribuer à la solution de la question ethnique, et après l'annonce d'un plan de sécurité destiné à remplacer l'état de siège actuellement en vigueur dans la région.

M. F.

Sur le vif

Le mollet et la jupe

C'est une dame, elle est un peu énervée, échauffée, normale par ce temps ! Elle chope son fils, un gamain de treize, quatorze ans : Viens ici tout de suite. Enlève ta robe. Allez ! Va... Il le regarde, pétrifié, et il obéit. Bon, maintenant mes bas... Mon porte-jarretelles... Eh ben, qu'est-ce que t'attends ? Mon soutien-gorge... Espèce de petit saquin ! Que t'y reprenne à te balader avec mes affaires !

Pourquoi je vous raconte cette histoire ? Parce que cette semaine, dans *Femme actuelle*, il y a un lecteur aux abois. Il lance un SOS, doublé d'un coup de gueule. Voilà : il est marié, il aime sa femme, il n'a jamais été attiré par un autre mec, mais bon, les pantalons, il déteste, il supporte pas. D'ailleurs, à peine rentré chez lui, il sort un kilt de sa penderie. Sa nana ? Ça le gêne pas : Mets-toi à l'aise, mon chéri.

Alors, où est le problème ? Il est malheureux, jaloux, il trouve que c'est pas juste, pas normal. Les femmes sont libres de se mettre en jean, en falzar, bref de s'habiller en homme. Et pas l'inverse. Il est pas content, il parle de discrimination sexuelle et il aimerait bien savoir si on est de son avis.

Vous, je sais pas, mais moi, très franchement, quand je pense à un mec en robe ou en jupe à carreaux, à fleurs ou à volants, je... comment vous dire... je peux pas m'empêcher d'imaginer ce qu'il y a en dessous, un slip, un caleçon, un collant, rien du tout... C'est pas que je sois obsédée, simplement, à la vue d'un mollet poilu, par association d'idées.

Vous me direz : Bof, en d'autres temps, d'autres lieux, les hommes portaient la tige, la tunique ou le kimono. Le mode de la jupe pour homme, on y reviendra. D'accord, seulement pour qu'elle prenne, pour qu'elle descende dans la rue, voudrait mieux qu'elle soit longue. Ou alors que les mecs acceptent de s'habiller. Les Gays le faisaient bien. Et nous donc !

Non, c'est vrai, il n'y a pas de raison ! Nous, on s'arrête les poils des jambes à la cire, à l'électricité, à la pince, et on se fait un mal de chien, tandis que ces messieurs, velus comme des singes, cachent leur pelage sous des frocs ou les exhibent fièrement sur les plages. C'est pas juste, pas normal. La discrimination, parlons-en !

CLAUDE SARRAUTE.

Le sort des otages occidentaux au Liban

- Les ravisseurs de Charles Glass présentent leurs exigences
- Une organisation inconnue revendique l'enlèvement des deux Allemands

BEYROUTH de notre correspondant

Les ravisseurs de M. Charles Glass ont finalement présenté leurs revendications. Ils exigent, en échange de la libération du journaliste américain, ainsi que de deux autres otages — dont l'émislaire de l'Eglise anglicane, M. Terry Waite, et un troisième détenu, non précisé — que les États-Unis se retirent du Golfe et n'y interviennent plus, en renouant notamment à placer sous pavillon américain les navires koweïtiens. Ils demandent en outre une rançon de 10 millions de dollars, qui serait versée par le gouvernement américain au peuple libanais.

Le général Henri Namphy, qui n'a pas fait de commentaire sur l'ultimatum qui lui a été adressé, a toujours affirmé qu'il « assumait ses responsabilités jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'au 8 février 1988. — (AFP.)

du document parvenu au journal libanais *As-Safir* ne paraît cependant pas mise en doute. On relève par ailleurs que les ravisseurs du journaliste américain proposent de libérer d'autres otages dont M. Waite, qui lui, « négocierait » avec le Djihad islamique lorsqu'il avait disparu, ce qui semble confirmer les liens qui existent entre différents groupes de ravisseurs d'otages étrangers.

Un autre message est parvenu à un journal libanais *Al-Nahar*, et cette fois-ci par le canal des *Moudjahidin* (combattants de l'islam) pour la cause de la liberté, revendiquant l'enlèvement de deux ressortissants occidentaux, MM. Schmidt et Corbis, avec photocopie du passeport de ce dernier à l'appui. Il propose une cassette vidéo et l'enregistrement d'un des deux otages — en contrepartie d'un enregistrement de M. Mohammed Ali Hamad, détenu dans les prisons allemandes pour terrorisme. Le document souligne que « la clé de cette affaire se trouve entre les mains de la RFA et de la Syrie », et met en garde ce dernier pays contre son rapprochement avec les États-Unis.

LUCIEN GEORGE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 juillet

Repli

La Bourse de Paris n'a pas tenu ses promesses. Jeudi matin, la baisse était de nouveau au rendez-vous et, à la clôture de la séance matinale, l'indice instantané accusait un repli de 0,97 %.

Le BTP a été passablement éprouvé (- 4 % en moyenne), de même que Cetelem (- 5 %).

Valeurs françaises	Cours	Premier cours	Dernier cours
Accor	480	477	471
Agence Havas	537	540	537
Air Liquide (L.)	705	706	707
Banque (Cof)	728	726	719
Bouygues	2000	2005	2005
Bouygues	1175	1182	1182
B.S.N.	4960	4960	4910
Carrefour	1398	1397	1394
Compagnie S.A.	618	618	618
Elf-Aquitaine	3250	3250	3208
Esso	3600	3606	3592
Lafarge-Coppée	488	488	489
Lyoni des Eaux	3250	3210	3208
Michelin	2788	2780	2781
Mid (Cof)	1005	1000	1010
Mid (Cof)	1040	1030	1028
Peugeot S.A.	488	488	489
Sanofi	752	749	748
Sources Pénier	800	801	798
Télécom	3162	3162	3160
Thomson-C.S.F.	2180	2180	2180
T.A.T.	528	528	528

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

Le numéro de « Monde » daté 9 juillet 1987 a été tiré à 451 495 exemplaires

A B C D E F G

NOTRE TAILLEUR SE DÉPLACE A DOMICILE SUR RENDEZ-VOUS
MY TAILOR
Paris banlieue - Tél. : 45-49-12-35

Le premier ministre du Mozambique en visite à Paris

Des experts militaires français pourraient se rendre à Maputo

Une mission d'évaluation française concernant la coopération militaire avec le Mozambique pourrait se rendre prochainement à Maputo. Le ministre français des Affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a fait part de cette éventualité au premier ministre mozambicain, M. Mario Da Graça Machungo, qu'il a reçu mercredi 8 juillet pendant une heure, à l'occasion d'un porte-parole du quel d'Orsay. Le Mozambique a des relations de coopération militaire, non seulement avec les pays de l'Est comme l'URSS et Cuba, mais aussi avec le Portugal, son ancien colonisateur, et la Grande-Bretagne.

MM. Raimond et Machungo ont discuté de la coopération bilatérale, jugée satisfaisante par les Mozambicains, et exprimé le souhait qu'elle se maintienne à son rythme actuel. Le Mozambique a bénéficié de prêts de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) d'environ 1 milliard de francs depuis 1980, et la coopération s'élève à 22 millions de francs.

M. Machungo dirigera, à partir de jeudi, la délégation mozambicaine à une réunion des bailleurs de fonds qui se tiendra à Paris sous l'égide de la Banque mondiale.

En URSS

Le silence tombe sur le procès des responsables de Tchernobyl

Moscou (AFP). — Après six heures d'audience, le mardi 7 juillet, le silence est retombé mercredi sur le procès des six anciens responsables de la centrale de Tchernobyl qui devrait se poursuivre pendant trois semaines environ.

Les autorités soviétiques avaient autorisé l'accès d'une dizaine de journalistes occidentaux à l'ouverture de ce procès, dans la Maison de la culture, au centre de la ville évacuée de Tchernobyl, elle-même au cœur de la zone interdite au commun des mortels, autour de la centrale accidentée le 26 avril 1986. Mais ces observateurs étrangers ne seront admis que pour le verdict. Entre-temps, toute l'information dépend entièrement des médias soviétiques.

Mercredi, l'agence TASS n'a même pas signalé la reprise des audiences. La presse soviétique — aussi bien à Moscou, que les journaux locaux en Ukraine — n'a d'ailleurs consacré, mercredi, qu'un bref entretien à ce procès. La télévision a également été très discrète : quelques secondes d'images à la fin de son principal bulletin d'information mercredi soir.

(Publicité)

SCIENCES PO
CLASSE PRÉPARATOIRE
d'octobre à juin. Depuis 1987, la première préparation à tous les examens d'entrée à Sc. po. Doc. contre 3 minutes
CEPES
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

LITERIES CHEZ CAPELOU
Les meilleures marques aux meilleurs prix
TRECA EPEDA SIMMONS-PIRELLI
37, Av. de la République, 75001 PARIS Tél. (1) 43.57.46.35 Métro : PARMENTIER

Dans « le Monde de l'éducation » un dossier complet :
LES PLACES DISPONIBLES DANS LES FACULTÉS
Sur le minitel à Paris et dans l'Ile-de-France une mise à jour permanente (avec UNEF-ID)
36.15 TAPEZ LEMONDE puis UNEF